



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**Renseignements particuliers
des oppositions**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2026



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**Renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
P1.1	Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P1.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer: a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur CV; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahier des organismes
P1.3	Pour 2025-2026, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	2
P1.4	Pour 2025-2026, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes en indiquant: a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	5
P1.5	Pour 2025-2026 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et des amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et des amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).	6
P1.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	7
P1.7	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	8
P1.8	Les dépenses pour les stationnements subventionnés pour les juges de la Cour du Québec, de la Cour d'appel et de la Cour supérieure pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	12

Demande de renseignements		Page
P1.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026; f) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	13
P1.10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2025-2026. Indiquer, pour chacune: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les procès-verbaux; f) les résultats obtenus et les prévisions pour 2025-2026 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); g) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2025-2026 et 2026-2027.	14
P1.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	15
P1.12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026: a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	16
P1.13	Concernant le Fonds Accès Justice: a) tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027; b) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027; c) les sommes allouées (totales et ventilées par région); d) les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année; e) les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide ; f) les derniers projets acceptés; g) la structure de ce fonds.	24

Demande de renseignements		Page
P1.14	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	25
P1.15	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	26
P1.16	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	27
P1.17	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.	28
P1.18	Nombre total de juges, au 31 mars 2026, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	29
P1.19	Ventilation des budgets 2025-2026 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.	31
P1.20	Depuis le 1er avril 2025, et pour chacun des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	32
P1.21	Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2025-2026 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.	33
P1.22	Pour 2025-2026, ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	34
P1.23	Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1er avril 2025: a) taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour; b) montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société; c) le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.	35
P1.24	Ventilation des budgets en 2025-2026 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.	37

Demande de renseignements		Page
P1.25	<p>Pour chacune des sections du Tribunal administratif, concernant 2025-2026, fournir:</p> <p>a) la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;</p> <p>c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.</p>	Cahier TAQ
P1.26	<p>Pour 2025-2026, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal, indiquer:</p> <p>a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision;</p> <p>b) le délai moyen de traitement total des dossiers fermés;</p> <p>c) la moyenne des dossiers traités par chacun des membres;</p> <p>d) les dossiers en attente d'être fixés;</p> <p>e) le nombre de dossiers ouverts;</p> <p>f) le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.).</p>	Cahier TAQ
P1.27	<p>Pour 2025-2026, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif:</p> <p>a) nombre de régions visées;</p> <p>b) nombre de dossiers traités;</p> <p>c) nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.</p>	Cahier TAQ
P1.28	<p>Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer:</p> <p>a) le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat;</p> <p>b) le nombre de postes vacants, incluant la date.</p>	Cahier TAQ
P1.29	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P1.30	En 2025-2026, le nombre de locaux d'audience disponibles ainsi que leur taux d'occupation.	Cahier TAQ
P1.31	<p>Pour chacune des sections du tribunal administratif, indiquer:</p> <p>a) le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin;</p> <p>b) le nombre de postes vacants incluant la date;</p> <p>c) le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections du Tribunal.</p>	Cahier TAQ
P1.32	Nombre de mandats accordés et refusés par l'Aide juridique en 2025-2026, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P1.33	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P1.34	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	Cahier CSJ
P1.35	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2026.	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P1.36	<p>Pour 2025-2026, fournir:</p> <p>a) nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>b) nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>c) nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>d) nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique;</p> <p>e) nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique</p>	Cahier CSJ
P1.37	<p>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2025-2026:</p> <p>a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>c) nombre de mandats émis à la pratique privée;</p> <p>d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p>	Cahier CSJ
P1.38	<p>Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration en 2025-2026:</p> <p>a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>c) nombre de mandats émis à la pratique privée;</p> <p>d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p>	Cahier CSJ
P1.39	<p>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2025-2026:</p> <p>a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>c) nombre de mandats émis à la pratique privée;</p> <p>d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p>	Cahier CSJ
P1.40	<p>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2025-2026:</p> <p>a) description détaillée de chacune des étapes du procès;</p> <p>b) montants attribués et payés aux avocats de la pratique privée, pour chacune des corporations régionales;</p> <p>c) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>d) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>e) nombre de mandats émis à la pratique privée</p> <p>f) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p>	Cahier CSJ
P1.41	<p>Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2025-2026:</p> <p>a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;</p> <p>b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;</p> <p>c) nombre de mandats émis à la pratique privée;</p> <p>d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.</p>	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P1.42	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la Régie du logement 2025-2026: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée ; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus ; c) nombre de mandats émis à la pratique privée ; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P1.43	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2025-2026: a) nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P1.44	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, en 2025-2026.	Cahier CSJ
P1.45	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P1.46	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2025-2026.	Cahier CSJ
P1.47	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2026, pour la Commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P1.48	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2025-2026. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	Cahier CSJ
P1.49	En 2025-2026, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'État a épargnée en les disqualifiant.	Cahier CSJ
P1.50	Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser: a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	38
P1.51	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.	52

Demande de renseignements		Page
P1.52	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2025-2026 ; fournir les prévisions pour 2026-2027.	53
P1.53	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.	54
P1.54	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2025-2026.	55
P1.55	Pour 2025-2026, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la Direction générale des affaires juridiques et pour la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP): a) joindre la liste des bureaux avec les noms des professionnels qui ont obtenu de tels mandats; b) ventilation des honoraires versés en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; c) comparaison avec les cinq années financières précédentes.	Cahier DPCP
P1.56	Au 31 mars 2026, le nombre procureurs aux poursuites criminelles et pénales, relevant du DPCP pour chaque district judiciaire. Comparaison avec les cinq années précédentes.	Cahier DPCP
P1.57	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les raisons liées à leur départ.	Cahier DPCP
P1.58	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le temps d'utilisation des salles de Cour de chaque palais de Justice.	56
P1.59	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs en congé d'invalidité, de préretraite, de maternité et en congé sans solde, ventilé par catégorie et par Bureau.	Cahier DPCP
P1.60	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de procureurs par bureau ayant : a) Moins d'un an de Barreau; b) De 1 à 5 ans de Barreau; c) De 6 à 15 ans de Barreau; d) De 16 à 25 ans de Barreau; e) Plus de 25 ans de Barreau.	Cahier DPCP
P1.61	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre d'heures de formation externe par juridiction et le montant remboursé.	Cahier DPCP
P1.62	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de postes vacants ou non comblés total et par groupe d'emploi, ventilé par Bureau ainsi que le nombre de jours depuis le début de la vacance.	Cahier DPCP
P1.63	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de dossiers en attente d'autorisation et le délai d'autorisation.	Cahier DPCP
P1.64	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le délai médian dans les greffes pour obtenir un jugement par un greffier dans une affaire non contentieuse.	58
P1.65	Nombre de procureurs de la couronne affectés à des dossiers spécialisés en 2025-2026, (exemple: gangs de rue, crimes sexuels, crime organisé, crimes économiques, etc.). Ventilation par catégorie et par district judiciaire.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P1.66	Concernant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, indiquer et fournir pour chacun des districts. a) la ventilation des effectifs en 2025-2026 et les prévisions d'embauches et de départs pour 2026-2027; b) le nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités en 2025-2026 et les délais; c) les coûts engendrés par l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale; d) les prévisions pour 2026-2027.	Cahier DPCP
P1.67	L'état d'avancement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et les prévisions pour 2026-2027.	59
P1.68	Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.	62
P1.69	Pour chaque district judiciaire en 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de dossiers reçus et traités.	Cahier DPCP
P1.70	Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches afin de les augmenter.	63
P1.71	L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2025-2026 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2026-2027.	64
P1.73	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque ainsi que les districts concernés.	65
P1.74	Pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, ou de programme d'adaptabilité en indiquant les types d'infractions (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P1.75	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.	66
P1.76	Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).	73
P1.77	La liste des procès en matière criminelle qui ont avorté pour 2025-2026. Indiquer le nombre et la nature des accusations qui sont tombées.	Cahier DPCP
P1.78	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications de la Commission d'accès à l'information.	Cahier DPCP
P1.79	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications du Commissaire au Lobbyisme, par secteur visé par la Loi et effectué 2025-2026: a) à la suite d'une plainte; b) de la propre initiative du Commissaire. Indiquer pour chacun des secteurs visés par la Loi: i. l'objet de la poursuite; ii. les sanctions données.	Cahier DPCP
P1.80	Nombre d'amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	74
P1.81	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2025-2026.	75
P1.82	Liste des infractions et des amendes accompagnées pour des gestions répertoriées de braconnage pour l'année 2025-2026.	76

Demande de renseignements		Page
P1.83	Montant total des sanctions, pénalités et amendes pour non-respect des dispositions de la Charte de la langue française imposées par les tribunaux en 2025-2026, et ventilation de celles-ci par type d'infractions.	79
P1.84	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente; f) prévisions 2026-2027.	80
P1.85	La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.	81
P1.86	Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés.	82
P1.87	Concernant la fermeture du palais de Mont-Joli : a) La ventilation du nombre de dossiers ayant été transférés à un autre palais de justice. b) La ventilation des montants investis annuellement jusqu'au 31 janvier 2026 afin de garder ouverts le point de service et les contrats associés.	83
P1.88	Concernant le Plan de modernisation de la justice: a) bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéanciers et sommes versées pour chacune des mesures (ventilation détaillée de l'utilisation des budgets); b) liste des mesures suspendues; c) liste des mesures modifiées.	84
P1.89	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2025-2026 et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile — Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	88
P1.90	Nombre de dossiers à la Division des petites créances en 2025-2026. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	89
P1.91	Sommes investies pour l'informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2026-2027.	91
P1.92	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances 2025-2026. Ventiler par palais de justice.	92
P1.93	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2025-2026. Ventiler par palais de justice.	93
P1.94	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2025-2026 par région.	95
P1.95	Taux d'utilisation moyen des salles d'audience des Palais de justice pour 2025-2026. Ventilation par Palais de justice.	96
P1.96	Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la Cour du Québec, indiquer: a) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre; b) les économies estimées par la mise en place de ce registre; c) les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2025-2026; d) le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.	98

Demande de renseignements		Page
P1.97	Concernant le registre des ventes du ministère de la Justice, indiquer: a) les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes; b) les recettes annuelles de ces ventes; c) les ressources humaines allouées pour l'année 2025-2026; d) liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.)	99
P1.99	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le ministère des Affaires municipales ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P1.100	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2025-2026. Fournir tout document déposé et indiquer: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P1.101	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	100
P1.102	État de situation, au 31 mars 2026, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du Code criminel. Ventilation par : a) lois adoptées par le gouvernement fédéral ; b) impact sur les revenus en 2025-2026 ; c) impact sur les revenus au cours des cinq dernières années ; d) impact sur les dépenses en 2025-2026 ; e) impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.	104
P1.103	Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du Code de procédure pénale du Québec) et versées au Fonds Accès Justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2025-2026.	105
P1.104	Veillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis par un radar photo, ventilé par région.	106
P1.105	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation/répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	108
P1.106	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organismes en 2025-2026 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	109
P1.107	Crédits budgétaires alloués en 2025-2026 et prévus en 2026-2027 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).	113
P1.108	Crédits budgétaires alloués en 2025-2026 et prévus en 2026-2027 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.	114
P1.109	État d'avancement en date du 31 mars 2026 de la mise en application des mesures du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.	115

Demande de renseignements		Page
P1.110	Concernant l'entente du 17 septembre 2025, entre le gouvernement du Québec et Les Services parajudiciaires autochtones du Québec relativement au versement d'une subvention pour offrir les services de conseillers parajudiciaires aux Autochtones. Cette subvention était d'un montant maximal de 1 644 639\$: a) Le montant total utilisé; b) Le nombre d'actes réalisés; c) Le nombre de conseillers embauchés.	116
P1.111	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2025-2026. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.	Cahier CDPDJ
P1.112	Concernant les plaintes déposées pour discrimination ou violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre en 2024-2025 et 2025-2026, veuillez nous fournir: a) La liste des enquêtes ouvertes; b) La liste des ministères et organismes visés par les enquêtes; c) Le délai moyen de traitement d'une plainte; d) La liste des recommandations produites; e) La liste des sanctions appliquées.	Cahier CDPDJ
P1.113	Concernant les plaintes déposées pour racisme en 2024-2025 et 2025-2026, veuillez nous fournir: a) La liste des enquêtes ouvertes; b) La liste des ministères et organismes visés par les enquêtes; c) Le délai moyen de traitement d'une plainte; d) La liste des recommandations produites; e) La liste des sanctions appliquées.	Cahier CDPDJ
P1.114	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2025-2026, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P1.115	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P1.116	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2026, et bilan de l'application de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i> à ce jour.	Cahier CDPDJ
P1.117	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ
P1.118	Pour 2025-2026, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dans ses interventions avec les employeurs, afin de faire valoir les avantages de la mise en œuvre d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.	Cahier CDPDJ
P1.119	Pour 2025-2026, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse afin de renforcer ses partenariats avec les organismes spécialisés dans l'intégration et le maintien des minorités visibles en emploi.	Cahier CDPDJ
P1.120	Pour 2025-2026, indiquer le nombre d'organismes publics qui ont soumis un questionnaire d'auto-identification, qu'ils ont eux-mêmes modifié, pour approbation à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.	Cahier CDPDJ

Demande de renseignements		Page
P1.121	Dans le cadre de l'évaluation qu'elle mène actuellement en lien avec la possibilité d'ajouter les sous-groupes aux minorités visibles dans son questionnaire d'auto-identification, que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse indique tous les ministères et organismes consultés et la date et durée de chacune de ses rencontres.	Cahier CDPDJ
P1.122	Pour 2024-2025 et 2025-2026, indiquer les actions et mesures mises en œuvre par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour attirer l'attention des employeurs et des organismes publics sur les micro-agressions.	Cahier CDPDJ
P1.123	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2025-2026. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.	Cahier CDPDJ
P1.124	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2025-2026.	Cahier CDPDJ
P1.125	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2025-2026.	Cahier CDPDJ
P1.126	Effectif pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P1.127	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC), incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées 2025-2026, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de la LAPVIC pour ces mêmes années.	117
P1.128	Bilan, au 31 mars 2026, du fonctionnement des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2026-2027. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2026-2027.	119
P1.129	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	121
P1.130	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2025-2026 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P1.131	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	122
P1.132	Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2026.	123
P1.133	Les sommes imposées par les juges québécois à titre de sur amendes compensatoires en vertu de l'article 737 du Code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de sur amendes compensatoires réclamées. Indiquer s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.	124
P1.134	Bilan de la mise en œuvre de la Loi concernant la médiation familiale et pour 2025-2026: a) nombre de couples ayant participé aux séances d'information ; b) nombre de couples ayant obtenu une dispense ; c) nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.	125
P1.135	Pour 2025-2026, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	126

Demande de renseignements		Page
P1.136	En date du 31 mars 2026, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	127
P1.137	Pour 2025-2026, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones	128
P1.138	Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer : a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne; b) Le nombre d'employés à temps partiel; c) Le nombre d'employés à temps complet; d) La formation reçue par les employés; e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique; f) Le nombre d'appels reçus à ce jour; g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale); h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne; i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique; j) Les actions posées suite aux appels; k) Les appels restants sans suivi	129
P1.139	Concernant l'annonce du 24 avril 2023 annonçant un financement de 1,6 million de dollars pour des projets visant à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice, indiquer la liste des projets financés en date du 31 mars 2026 et les montants investis dans chacun.	133
P1.140	Concernant le projet de Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge, fournir pour 2025-2026 : a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	134
P1.141	Concernant le projet de Gestion de l'audience numérique, fournir pour 2025-2026 : a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	135
P1.142	Concernant le projet Soutien de l'instance, la gestion des salles et la mise au rôle, fournir pour 2025-2026 : a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027); b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	136

Demande de renseignements		Page
P1.143	<p>Concernant le programme des chiens d'assistance pour la réinsertion sociale, fournir pour 2024-2025 et 2025-2026 :</p> <p>a) Le nombre de demandes acceptées et refusées;</p> <p>b) Le délai de traitement d'une demande;</p> <p>c) Le coût total du programme et sa ventilation;</p> <p>d) Le nombre de plaintes reçues;</p> <p>e) Le délai de réponse aux plaintes et le résultat de celles-ci;</p> <p>f) Le nombre d'inspecteurs;</p> <p>g) Le nombre d'inspections de chenils effectuées;</p>	137

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale opposition officielle	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP1.72	Pour 2024-2025 et 2025-2026, le nombre de dossiers ayant subi un arrêt des procédures pour chaque district.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 73 de l'opposition officielle
DP1.98	Pour 2025-2026, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **01**

Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Ministère

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	31 745,0
Services professionnels	
Interne	31 877,1
Externe	59 424,2
Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	2 893,8
Total	125 940,1

(Incluant le Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles et le Fonds Accès Justice)

Fonds des registres

	Montant (k\$)
Logiciels et matériel	5 606,6
Services professionnels	
Interne	15 877,7
Externe	8 504,3
Total	29 988,6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **03**

Pour 2025-2026, fournir la répartition des revenus du ministère, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Ministère

Catégorie	Description	Montant (k\$)
410560	Droits d'auteurs	71,6
420020	Disposition de surplus (Compte de revenus utilisé pour comptabiliser les revenus provenant de la disposition de mobilier en surplus au Ministère. Ce mobilier est envoyé au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) qui organise un encan et retourne l'argent aux différents ministères propriétaires des surplus.)	1,5
420180	Formules et documents (Photocopies de documents de nature juridique conservés dans les greffes des palais de justice)	426,2
420940	Actes judiciaires (Fais judiciaires et droits de greffe en matière civile)	36 421,9
420980	Actes juridiques (Frais judiciaires en matière pénale et criminelle)	32 299,8
421090	Formation (Dépenses de formation facturées aux municipalités)	226,8
421180	Location de machineries et d'équipements	12,5
422939	Frais bureau du juge en chef et juges coordonnateurs (Dépenses du Bureau de la juge en chef facturées aux municipalités)	1 099,9
422940	Frais d'administration (Dépenses d'administration du MJQ facturées aux municipalités)	442,8
441010	Intérêts sur les débiteurs (Frais d'intérêts sur les paiements en retard facturés aux municipalités)	9,4
441220	Gains sur fluctuation de change (Il s'agit uniquement de transactions en dollars US. Pour une transaction en dollars US, il y a toujours un écart entre le montant de la facture et le montant payé, car la devise fluctue dans le temps et l'écart entre le montant de la facture et le prix payé est comptabilisé dans ce compte. Il peut y avoir des gains et des pertes de change.)	0,7
442060	Contributions pénales (Depuis le 26 décembre 2024, la contribution pénale a été majorée et est établie en fonction du montant d'amende : 28 \$ pour amende inférieure à 100 \$; 52 \$ pour amende entre 100 \$ et 300 \$, 75\$ pour amende entre 300 \$ et 500 \$ et 25 % de l'amende pour amendes supérieures à 500 \$	29 672,8
442530	Infractions au Code de la sécurité routière (Amendes imposées en vertu du Code de la Sécurité routière, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes du ministère de la Justice, ainsi que par certaines municipalités qui ont pris entente avec le Ministère pour traiter les constats délivrés par la Sûreté du Québec sur leur territoire.)	45 055,4
442540	Infractions au Code criminel (Amendes imposées en vertu du Code criminel, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes.)	9 817,2
442600	Infractions à diverses lois (Amendes imposées en vertu des lois autres que le Code de la sécurité routière et le Code criminel, dont la poursuite est le plus souvent intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Exemple : loi concernant l'impôt sur le tabac, loi sur les normes du travail, etc.)	22 507,1
443010	Recouvrement - dépenses d'années antérieures (Ce poste comptable inclut tous les recouvrements de dépenses reçues durant l'année courante pour une dépense encourue l'année précédente.)	72,0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **03**

Suite

Catégorie	Description	Montant (k\$)
443011	Recouvrement – rémunération (C'est la même situation que le compte 443010 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Rémunération » alors que le 443010 représente la supercatégorie « Fonctionnement ».)	7 053,8
443030	Recouvrement-subventions d'années antérieures (C'est la même situation que le compte 443010 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « transfert » alors que le 443010 représente la supercatégorie « Fonctionnement »)	90,9
443400	Recouvrements de tiers (Compte de revenus utilisé pour le recouvrement - honoraires judiciaires)	97,4
471300	Aide juridique-transfert fédéral	43 380,9
471320	Informations concernant les sentences (Le Canada et le Québec ont conclu en 1995 une entente par laquelle le Québec transmet au Canada la documentation relative aux sentences requises dans le processus de gestion de la peine et des libérations conditionnelles. Le Canada rembourse un montant fixe pour les dépenses assumées pour le repiquage des cassettes.)	48,8
471330	Enregistrement des actions en divorce (Accord entre le Canada et le Québec qui prévoit que le Québec perçoit le droit fédéral établi à 10 \$ par demande de divorce déposée au Québec. Le Québec retourne au Fédéral 7 \$ pour chaque demande d'enregistrement en divorce et conserve 3 \$.)	22,9
471340	Mesures québécoises de justice familiale. (Entente qui prévoit un financement du Fédéral dans le cadre du Fonds de soutien des familles. L'apport du Fédéral sert principalement à financer diverses recherches et études en matière familiale.)	90,1
481151	Prog de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie)	800,0
481182	Contrer la violence fondée sur le sexe (Entente qui prévoit un financement du Fédéral)	7 423,0

Fonds Accès Justice

Catégorie	Description	Montant (k\$)
441210	Intérêts sur compte de banque	526,2
442066	Contribution pénale - Amende et confiscation	14 238,0
443010	Recouvrement – Dépenses d'années antérieures	2,2
443030	Recouvrement - Subvention d'années antérieures	304,7
471340	Mesures québécoises de justice familiale	2 652,1
484025	Transferts provenant du ministère de la Justice	19 189,0

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Catégorie	Description	Montant (k\$)
422750	Programme C3ESSES	157,5
442050	Suramende compensatoire	5 206,1
442065	Contribution pénale	24 225,0
442070	Produit de la criminalité (matière criminelle)	1 250,0
442070	Produit de la criminalité (confiscation civile)	1 138,1
471138	Contrer la violence fondée sur le sexe – Transfert du gouvernement fédéral	14 222,7
484025	Transfert provenant du ministère de la Justice	12 638,6

Question **03**

Suite

Fonds des registres

Catégorie	Description	Montant (k\$)
Revenus autonomes	Registre des droits personnels et réels mobiliers	41 783,7
Revenus autonomes	Service de certification (ICPG)	433,7
Revenus autonomes	Registre des commissaires à l'assermentation	523,1
Revenus autonomes	Registre des lettres patentes foncières	3,3
Revenus autonomes	Registre des ventes	653,6
Revenus autonomes	Émission des apostilles	1 393,4
443011	Recouvrement – Rémunération	8,6

Question **04**

Pour 2025-2026 bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant :

- a) le montant total des créances;
- b) le montant total des sommes recouvrées;
- c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement;
- d) les résultats obtenus.

a) et b) Le montant total des créances et le montant total des sommes recouvrées :

	Montant (M\$)
Créances	182,5
Sommes recouvrées	106,9

Ce tableau présente uniquement les créances du Ministère (Fonds consolidé du revenu) et exclut les dossiers provisionnés à la provision pour non-réalisation de revenus.

c) Les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement :

La Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) a pour mandat d'exécuter les jugements rendus par les tribunaux tant en matière pénale que criminelle comportant une amende, un montant contributoire et des frais judiciaires conformément au chapitre XIII du Code de procédure pénale.

Les mesures en place pour exécuter les jugements sont :

- Traiter les demandes de la clientèle qui désire convenir d'un mode de paiement (entente de paiement ou, selon l'éligibilité, les travaux compensatoires) ;
 - La priorisation des activités qui présentent un fort potentiel de recouvrement, par exemple, le service à la clientèle pour convenir notamment d'ententes de paiement.
- Entreprendre des mesures d'exécution forcée en ce qui concerne les sommes non acquittées dans le délai prescrit par le tribunal, notamment par ;
 - La transmission d'un avis de non-paiement d'amende à la Société de l'assurance automobile du Québec ;
 - L'émission des saisies ;
 - En tout dernier recours, la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement.

d) Les résultats obtenus :

	Montant (M\$)	Ratio (Recettes/revenus)
Revenus	121,0	88,3 %
Recettes	106,9	

Le ratio des recettes par rapport aux revenus est de 88,3 %. En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 %.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **05**

Pour 2025-2026 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).

Le taux de règlement des activités de perception à la Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 %.
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 220 M\$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Type de créances	Débiteurs de moins de 50 k\$ et débiteurs de plus de 50 k\$ non assujettis à la PPNRR		Débiteurs de plus de 50 k\$ assujettis à la PPNRR ¹	Total	Provisions ²	Débiteurs nets de la provision
	Dossiers actifs	Dossiers fermés administrativement				
Comptes débiteurs assujettis au fonds général du Fonds consolidé du revenu (\$)						
Frais judiciaires	60 588 807	721 216	4 272 361	65 582 384	23 643 386	41 938 998
Code de la sécurité routière	36 237 545	309 951	0	36 547 496	9 339 418	27 208 078
Code criminel	39 129 704	94 790	9 595 478	48 819 972	29 068 566	19 751 406
Diverses lois	118 944 762	1 961 072	235 456 285	356 362 119	283 158 535	73 203 584
Aide aux victimes d'actes criminels	368 585	6 210	164 032	538 827	354 458	184 369
Contribution pénale	28 704 192	504 446	23 921 947	53 130 585	32 908 057	20 222 528
Sous-total	283 973 595	3 597 685	273 410 103	560 981 383	378 472 420	182 508 963
Comptes débiteurs assujettis à d'autres bénéficiaires (\$)						
Frais judiciaires	17 391 077	101 552	6 893	17 499 521	0	17 499 521
Code de la sécurité routière	18 732 884	99 948	0	18 832 831	0	18 832 832
Code criminel	41 910 591	8 768	2 376 984	44 296 342	0	44 296 342
Diverses lois	87 050 478	5 018 694	14 209 229	106 278 401	0	106 278 401
Sous-total	165 085 030	5 228 962	16 593 106	186 907 095	0	186 907 096
Total FCR / Autres bénéficiaires	449 058 625	8 826 647	290 003 209	747 888 478	378 472 420	369 416 059

La somme des totaux peut ne pas correspondre en raison des arrondis.

¹Les débiteurs assujettis à la provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR) incluent 4,1 M\$ en comptes à recevoir qui sont fermés administrativement en date du 31 janvier 2026.

²Les provisions incluent la provision pour créances douteuses (105,1 M\$) et la provision pour non-réalisation de revenus (273,4 M\$). Elles sont calculées au 31 janvier 2026.

Question **06**

Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Plan directeur triennal

- Programme de transformation (Lexius)
 - Dépôt des actes de procédures et des demandes (statut: terminé)
 - Gestion du dossier judiciaire des registres et du dossier du juge (statut: exécution en cours)
 - Soutien de l'instance et gestion des salles et mise au rôle (statut: suspendu)
 - Gestion de l'audience numérique (statut: exécution en cours)

- Gestion intégrée des dossiers juridiques (statut: terminé)
- Entrepôt de données élargi de la justice (statut: terminé)
- Refonte du Système centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (SCAVAC) (statut: exécution en cours)
- Modernisation des solutions offertes par l'Infrastructure à clés publiques gouvernemental (ICPG) (statut: exécution en cours)

Question **07**

Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer :
 a) la date des rénovations ;
 b) la liste des rénovations ;
 c) le coût des rénovations ;
 d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

Société québécoise des infrastructures

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Alma	2025-10-16	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	22 259
Palais de justice d'Amos	2025-04-23	Travaux de construction — Électricité	Société québécoise des infrastructures	2 373
Palais de justice de Baie-Comeau	2025-04-01	Travaux de construction — Électricité	Société québécoise des infrastructures	7 646
Palais de justice de Baie-Comeau	2025-08-12	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	6 924
Palais de justice de Chicoutimi	2025-11-20	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	113 077
Palais de justice de Gatineau	2025-04-08	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	39 936
Palais de justice de Granby	2025-04-14	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	9 921
Palais de justice de Montréal	2025-04-02	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	6 467
Palais de justice de Montréal	2025-04-24	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	3 664
Palais de justice de Montréal	2025-06-10	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	15 254
Palais de justice de Montréal	2025-09-09	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	4 406
Palais de justice de Montréal	2025-09-18	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	2 360
Palais de justice de Montréal	2025-10-23	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	3 579
Palais de justice de Montréal	2025-10-23	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	23 999
Palais de justice de Québec	2025-07-21	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	2 238
Palais de justice de Québec	2025-10-06	Travaux de construction — Électricité	Société québécoise des infrastructures	367
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2025-05-23	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	2 642
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2026-01-08	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher et de peinture	Société québécoise des infrastructures	5 036
Palais de justice de Roberval	2025-11-20	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	313 412

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **07**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Saint-Hyacinthe	2025-06-16	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	8 694
Palais de justice de St-Jérôme	2026-01-30	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	1 460
Palais de justice de Sept-Îles	2025-10-08	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	3 044
Palais de justice de Sherbrooke	2026-01-29	Travaux de construction — Plomberie	Société québécoise des infrastructures	397
Palais de justice de Thetford Mines	2025-04-23	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	417
Palais de justice de Trois-Rivières	2025-10-02	Travaux de construction — Aménagement local	Société québécoise des infrastructures	10 482
Palais de justice de Trois-Rivières	2025-11-17	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	167
Palais de justice de Val-d'Or	2025-05-28	Travaux de construction — Électricité	Société québécoise des infrastructures	30 099
Palais de justice de Valleyfield	2025-11-04	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	27 082
Palais de justice de Victoriaville	2025-11-27	Travaux de construction — Sécurité	Société québécoise des infrastructures	4 673

Question **07**

Suite

Autres firmes

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Louis-Philippe-Pigeon	2025-04-02	Travaux de construction — Électricité	Gestion Canderel inc.	4 132
Louis-Philippe-Pigeon	2025-04-11	Travaux de construction — Électricité	Gestion Canderel inc.	1 795
Louis-Philippe-Pigeon	2025-05-30	Travaux de construction — Électricité	Gestion Canderel inc.	668
Louis-Philippe-Pigeon	2025-10-07	Travaux de construction — Électricité	Gestion Canderel inc.	1 107
Louis-Philippe-Pigeon	2025-12-01	Travaux de construction — Électricité	Gestion Canderel inc.	242
Louis-Philippe-Pigeon	2025-06-12	Travaux de construction — Sécurité	Les Systèmes d'entrée Assa Abloy Canada	247
Louis-Philippe-Pigeon	2025-07-14	Travaux de construction — Sécurité	Groupe Pro Accès inc.	193
Louis-Philippe-Pigeon	2025-10-15	Travaux de construction — Sécurité	Les Systèmes d'entrée Assa Abloy Canada	350
Louis-Philippe-Pigeon	2026-01-06	Travaux de construction — Sécurité	Groupe Pro Accès inc.	2 362
Louis-Philippe-Pigeon	2025-09-17	Travaux de construction — Plomberie	Source Oméga inc.	310
Palais de justice d'Amos	2025-11-18	Travaux de construction — Peinture	Les finis intérieurs Gauthier	1 395
Palais de justice de Havre-Aubert	2025-09-15	Travaux de construction — Électricité	Les installations Électriques Langford inc.	1 935
Palais de justice de Havre-Aubert	2025-11-20	Travaux de construction — Électricité	Les installations Électriques Langford inc.	1 517
Palais de justice de Laval	2025-11-25	Travaux de construction — Électricité	Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	1 604
Palais de justice de Matane	2025-11-14	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher et de peinture	Flor Deco	11 030
Palais de justice de Matane	2025-12-20	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher et de peinture	Transport PL Sirois	900
Palais de justice de Montréal	2025-06-09	Travaux de construction — Peinture	Fibre Zone Inc	2 220
Palais de justice de Montréal	2025-06-11	Travaux de construction — Peinture	Fibre Zone Inc	2 451
Palais de justice de Montréal	2025-06-25	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	Roy & fils	3 233
Palais de justice de Percé	2025-09-25	Travaux de construction — Sécurité	SHS Systèmes Haute sécurité	1 333
Palais de justice de Québec	2025-07-04	Travaux de construction — Réparation ébénisterie	Constructions Roger Fortin inc.	1 372
Palais de justice de Québec	2025-08-21	Travaux de construction — Peinture	Léopold Soucy & Fils inc.	3 000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **07**

Suite

Immeuble	Date	Description	Firme	Montant (\$)
Palais de justice de Rimouski	2025-11-11	Travaux de construction — Peinture	Les Peintres de l'Estuaire	1 100
Palais de justice de Saint-Joseph	2025-08-25	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	Couvre-Plancher Haute-Ville	4 959
Palais de justice de Sherbrooke	2025-09-19	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	Flor Deco	9 471
Palais de justice de Sherbrooke	2025-12-11	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	Flor Deco	3 348
Palais de justice de Sherbrooke	2025-09-10	Travaux de construction — Peinture	9219—6385 Québec inc	835
Palais de justice de Sherbrooke	2025-12-08	Travaux de construction — Peinture	9219—6385 Québec inc	2 215
Palais de justice de St-Jérôme	2025-08-26	Travaux de construction — Réparation ébénisterie	Groupe SOMR inc.	7 143
Palais de justice de St-Jérôme	2026-01-11	Travaux de construction — Peinture	Peinture et joints BP plus inc.	950
Palais de justice de St-Jérôme	2026-01-24	Travaux de construction — Peinture	Peinture et joints BP plus inc.	735
Palais de justice de Trois-Rivières	2025-11-13	Travaux de construction — Peinture	Luc Milette Entrepreneur Peintre inc.	4 950
Palais de justice de Val d'Or	2025-11-26	Travaux de construction — Peinture	Labbé Peintre	2 950
Palais de justice de Victoriaville	2025-11-05	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	La maison du préart	2 195
Palais de justice de Victoriaville	2025-11-17	Travaux de construction — Remplacement de revêtement de plancher	La maison du préart	1 000
Palais de justice de Victoriaville	2025-12-08	Travaux de construction — Peinture	9219—6385 Québec inc	1 715

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **08**

Les dépenses pour les stationnements subventionnés pour les juges de la Cour du Québec, de la Cour d'appel et de la Cour supérieure pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Les dépenses de stationnement assumées par le Ministère pour l'exercice 2025-2026 sont les suivantes :

	Montant (\$)
Cour du Québec	327 256
Cour d'appel du Québec	27 677
Cour supérieure du Québec	251 455

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a) le mandat;
 - b) les membres;
 - c) le budget;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
 - e) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;
 - f) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.
-

Le MJQ ne fait partie d'aucun comité doté d'un budget.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle **Étude des crédits 2026-2027**

Question 10

Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2025-2026. Indiquer, pour chacune :

- a) les coûts;
- b) les dates et lieux;
- c) les personnes présentes;
- d) les sujets à l'ordre du jour;
- e) les procès-verbaux;
- f) les résultats obtenus et les prévisions pour 2026-2027 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée);
- g) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2025-2026 et 2026-2027.

Date	Lieu	Personne présente	Montant (\$)
16 au 19 juin 2025	St-John (Nouveau - Brunswick)	Yan Paquette et Nada Jarjour	5 044
14 au 18 octobre 2025	Calgary (Alberta)	Kathy Plante et Nada Jarjour	4 063

Question **11**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;

b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;

c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Ministère

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet justice communautaire autochtone

Montant global : 1 119 291 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	59 825
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	49 825
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	50 000
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	29 825
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	5 000
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	57 325
Justice communautaire – Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	52 600
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik (12 communautés)	393 761
Justice communautaire – Listiguj	Listiguj Mig'maq Government	17 380
Justice communautaire – Opitciwan	Bande des Atikamekw d'Opitciwan	63 750
Justice communautaire – Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	255 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme: Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet Parajudiciaires autochtones

Montant global : 2 954 639 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Conseillers parajudiciaires	Services parajudiciaires autochtones du Québec	1 644 639
Conseillers parajudiciaires	Conseil de la Nation Atikamekw	310 000
Conseillers parajudiciaires	Société Makivik (12 communautés)	1 000 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 12	Suite
--------------------	--------------

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet coordination en matière de justice

Montant global : 230 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Poste de coordonnatrice en matière de justice	Femmes autochtones du Québec inc.	85 000
Poste de coordonnateur en matière de justice	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	125 000
Poste de coordonnateur en matière de justice	Société Makivik (12 communautés)	20 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet soutien à l'intégration des services en matière de violence conjugale, familiale ou sexuelle

Montant global : 217 470 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Postes de coordination – soutien à l'intégration des services	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	217 470

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet soutien à l'intégration des services - système judiciaire

Montant global : 130 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Poste de coordination – soutien à l'intégration des services	Société Makivik (12 communautés)	130 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet rédacteurs de type Gladue

Montant global : 285 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Rédaction rapport, sommaire Gladue et conseiller parajudiciaire (poste partagé)	Mohawks of Akwesane	85 000
Rédaction rapport et sommaire Gladue	Société Makivik (12 communautés)	200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 12	Suite
--	--------------

Programme : Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

Montant global : 200 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Services aux victimes Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme : Programme d'aide aux activités communautaires du programme de mesures de rechange général 2023-2026

Montant global : 3 695 884 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi	Liaison Justice	110 301
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	45 782
Arthabaska	Pacte Bois-Francs inc.	45 782
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	38 088
Beauce et Frontenac	ÉquijusticeBeauce	41 935
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	274 241
Bedford	Justice Alternative et médiation	38 088
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	38 083
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	45 782
Frontenac	L'Alternative Appalaches inc.	38 088
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	78 151
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	152 433
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	69 114
Joliette	Repars	112 139
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	304 750
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	41 935
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	114 253
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	50 784
Montmagny et Québec (rive-sud)	Équijustice Lévis	38 088
Montréal	Événement Hoodstock	121 923
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	1 116 102
Montréal	Trajet inc.	121 923
Montréal	YMCA du Québec	22 891
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	137 184
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	45 782
Rimouski	Justice alternative de l'Est	45 782
Saint-François, Bedford et Mégantic	Équijustice Estrie	121 923
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	30 521
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	45 782
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses-Laurentides	114 253
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	38 088
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	30 521
Trois-Rivières	Équijustice Maskinongé	25 392

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

Suite

Fonds Accès Justice

Programme : Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la Justice

Montant global : 51 916 \$

Direction de l'organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Appel à projets 2021-2022	Droits et Recours en Santé Mentale, Gaspésie-les-Iles	4 556
Appel à projets 2023-2024	Société Elizabeth Fry du Québec	5 000
Appel à projets 2023-2024	Centre Louise-Amélie inc., Le	3 913
Appel à projets 2023-2024	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	5 000
Appel à projets 2023-2024	Collectif Ex-Placé DPJ	5 000
Appel à projets 2023-2024	Collectif juridique, Le	4 478
Appel à projets 2023-2024	Front commun des personnes assistées sociales au Québec	4 969
Appel à projets 2023-2024	Juristes à domicile	5 000
Appel à projets 2023-2024	Maison Bleue : Milieu de Vie Préventif à l'Enfance, La	4 000
Appel à projets 2023-2024	Organisation populaire des droits sociaux [OPDS]	5 000
Appel à projets 2023-2024	Université Laval	5 000

Programme : Financement à la mission de base des centres Info Justice¹ et autres organismes

Montant global : 8 375 867 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Info Justice Bas-Saint-Laurent	687 842
Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	849 652
Info Justice Côte-Nord	511 744
Info Justice Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	596 097
Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	660 763
Info Justice Mauricie	689 867
Info Justice Montérégie	1 035 556
Info Justice Montréal	1 442 714
Pisuatigiittut (Société Makivik) ²	692 566
Info Justice Outaouais	594 288
Info Justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	564 778
Éducaloi	50 000

¹ Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

² Anciennement connu sous le nom « Centre de justice de proximité Nunavik ».

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

Suite

Programme : Programme – Autoreprésentation

Montant global : 2 243 882 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Info Justice Abitibi-Témiscamingue	500 389
Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	306 961
Info Justice Centre-du-Québec	494 362
Info Justice Estrie	592 338
Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	349 832

Programme : Programme – Parcours Citoyens

Montant global : 259 166 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	259 166

Programme : Programme – La fierté de vieillir

Montant global : 218 961 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)
Info Justice Estrie	108 411
Info Justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	110 550

Question 12	Suite
--------------------	-------

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Programme : Programme de subvention visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (volet 2)

Montant global : 261 988 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Victimisations moins connues: droits, ressources et impacts	Plaidoyer-Victimes	13 000
Rédition du manuel pédagogique introduction à l'intervention auprès des personnes victimes d'actes criminels	Plaidoyer-Victimes	30 958
L'apprentissage en ligne pour mieux intervenir auprès des victimes d'actes criminels	Plaidoyer-Victimes	20 573
Le CALACS au cœur de la prévention : Outils et sensibilisation pour la sécurité des femmes immigrantes de Charlevoix	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) -Charlevoix	3 512
Atelier d'autodéfense féministe pour les femmes et les filles ayant subi une agression à caractère sexuel	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) - Saguenay	2 844
Démarche d'apprentissage pour prévenir et combattre les violences sexuelles	Centre de prévention et d'intervention pour les victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Laval	4 474
Analyse et validation du service de soutien offert aux parents d'enfants victimes de violence sexuelle par les professionnelles de Marie-Vincent	Centre d'expertise Marie-Vincent	11 500
Renforcement des capacités des cliniciennes de Marie-Vincent afin de mieux accompagner les jeunes victimes de violence sexuelle dans leur parcours sociojudiciaire	Centre d'expertise Marie-Vincent	10 000
L'envolée des ribambelles : le déploiement d'un programme de formation pratique pour implanter des pratiques exemplaires de traitement thérapeutique de groupe pour les enfants victimes de violence sexuelle	Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	7 800
Les violences sexuelles en enseignement supérieur	Collectif social	17 714
Informers juridiquement les personnes aînées victimes de cybercriminalité, et leurs proches	Éducaloi	43 750
Ça arrive aussi aux garçons : Campagne de sensibilisation des abus sexuels auprès des adolescents s'identifiant au genre masculin	Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	6 920
Laboratoire de pratiques innovantes	Juripop	22 524
Adapter en écriture simplifiée des ressources sur les violences conjugales et sexuelles et créer un cycle d'ateliers de sensibilisation pour les femmes et les hommes vivant avec un diagnostic de déficience intellectuelle ou d'autisme	La Gang à Rambrou	11 744

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

Suite

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Jeu de société : Parlons de violence conjugale	Maison d'hébergement pour Elles des Deux Vallées	12 140
La sensibilisation au contrôle coercitif : un levier pour améliorer la pratique judiciaire et accroître la sécurité des victimes de violence conjugale	Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	7 500
Développement de pratiques sensibles aux traumatismes de nature sexuelle dans le contexte des soins périnataux	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	4 021
Entente PHARE Jardins-Roussillon	Maison d'aide et d'hébergement La Re-Source de Chateauguay	2 200
Campagne de sensibilisation et formations pour mieux soutenir les personnes victimes d'actes criminels	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	4 880
Brisons le silence – les hommes victimes d'agression sexuelle	Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement (ROQHAS)	12 000
Activités de formation et de sensibilisation destinées aux intervenant.e.s, portant sur les meilleures pratiques d'intervention auprès des personnes vulnérables ou marginalisées, y compris les communautés autochtones en milieu urbain, sur le territoire de Laval	Table de concertation en violence conjugale et en agression sexuelle de Laval	11 934

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

Suite

Programme : Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes

Montant global : 616 875 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Élargissement de l'offre de services de Marie-Vincent permettant de soutenir les jeunes victimes d'abus physiques en Montérégie	Centre d'expertise Marie-Vincent	228 950
Création d'un poste d'agent de liaison au CISSS – Chaudière-Appalaches	Centre intégré de santé et services sociaux de Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Projet Convers'Actions	Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	103 305
La protection des victimes d'actes criminels	Université de Montréal (UdeM)	150 000
Fraude amoureuse en ligne	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	31 750

Programme : Programme de soutien visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (volet 1) : Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) et autres organismes venant en aide aux personnes victimes

Montant global : 59 723 367 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Bénéficiaire	Montant (\$)
CAVAC Abitibi-Témiscamingue	3 037 979
CAVAC Bas-Saint-Laurent	2 737 933
CAVAC Centre-du-Québec	2 775 755
CAVAC Côte-Nord	2 559 403
CAVAC Cri	624 422
CAVAC Estrie	2 315 104
CAVAC Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	1 695 574
CAVAC Lanaudière	3 541 989
CAVAC Laurentides	2 660 515
CAVAC Laval	2 866 604
CAVAC Mauricie	2 589 129
CAVAC Montérégie	4 907 806
CAVAC Montréal	9 982 034
CAVAC Nunavik	239 355
CAVAC Outaouais	3 218 781
CAVAC Région de Québec	4 749 197
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 319 275
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	195 000
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	100 000
Centre de services de justice réparatrice (CSJR)	150 000
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM)	2 104 912
Plaidoyer-Victimes (SACAIS)	336 900
SOS violence conjugale	1 595 000

Question **13**

Concernant le Fonds Accès Justice :

- a) tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027 ;
- b) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027 ;
- c) les sommes allouées (totales et ventilées par région) ;
- d) les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année ;
- e) les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide ;
- f) les derniers projets acceptés ;
- g) la structure de ce fonds.

Fonds Accès Justice

Dépenses totales :	25 783 373 \$
Dépenses du Bureau du FAJ :	1 279 375 \$
Revenus :	36 912 196 \$

Pour les projets financés, se référer à la question DP1.12.

Question **14**

Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2025-2026 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption): 5 025 993 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 312 840 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 88 480 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 803 489 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 206 962 \$

Question **15**

Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal a le mandat de gérer et de fournir les services de la ligne ressource sans frais pour les personnes victimes d'agression sexuelle. Depuis le 30 octobre 2021, cette ligne téléphonique porte le nom d'**Info-aide violence sexuelle**.

Le 16 novembre 2023, Info-aide violence sexuelle a lancé son service de clavardage en ligne. Depuis juillet 2024, celui-ci est disponible 24 h sur 24, 7 jours sur 7.

Les sommes allouées en 2025-2026 sont de 2 104 912 \$.

Question **16**

Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec dans le cadre du Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie (PFTTT) pour les justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance couvre la période du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2028.

Pour l'exercice financier 2025-2026, la contribution fédérale maximale prévue est de 1 650 000 \$, pour couvrir une partie des coûts associés aux programmes québécois offerts aux justiciables ayant un trouble d'utilisation de substance ou une dépendance.

Question **17**

Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2026-2027. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.

Mesure	Montant (\$)
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	46 075 770

Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. Elle comprend 58 actions et un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2025-2026 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant ;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 565 020 \$;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 235 700 \$;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : 1 718 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones : 40 971 450 \$ dont 20 971 450 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens : 585 200 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Bénéficiaire	Montant (\$)
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (Financement et responsabilité des services de la Ligne Info-Aide Violence sexuelle ainsi que des services relatifs à la ligne d'aide financière d'urgence)	2 104 912
Centre d'expertise Marie-Vincent (Financement de cet organisme, lequel offre de l'aide aux enfants de 12 ans et moins victimes d'agression sexuelle, à leurs parents et à leurs proches, excluant des projets spécifiques)	420 700
Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)¹ (Responsabilité financière complète de chacun des dix-sept CAVAC, comprenant des agents de liaison et d'intervention en violence sexuelle, les intervenants sociojudiciaires de liaison, le Programme enfant témoin et autres témoins vulnérables, le Programme de mesure de rechange et les investissements pour soutenir les services aux personnes victimes autochtones.)	13 485 930
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale - Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) (Responsabilité portant sur le financement des locaux et d'une agente d'intervention)	100 000

¹Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle du réseau des CAVAC, soit 24,6 %, touchée par une infraction à caractère sexuel ou par de l'exploitation sexuelle (16 500 personnes) pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Question **18**

Nombre total de juges, au 31 mars 2026, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.

Cour du Québec

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges – par région ¹							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant	Date de libération du poste ²	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	5	7	0	-	2	2	16
Etrie	10	11	0	-	3	6	30
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	25	25	0	-	6	2	58
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	5	10	0	-	4	0	19
Outaouais	9	7	0	-	2	0	18
Saguenay – Lac-Saint-Jean	6	4	0	-	2	1	13
Montréal	44	55	1	2025-06-15	9	9	117
Montréal	24	23	0		7	9	63
Québec – Chaudière-Appalaches	21	21	1	2025-12-16	6	2	50
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-Madeleine	8	11	0	-	3	1	23
Total	157	174	2	-	44	32	407

¹Le portrait est au 31 janvier 2026.

²Il s'agit de la date où un poste s'est libéré à la suite d'une retraite ou d'une nomination à une cour supérieure.

Question **18**

Suite

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges de paix magistrat – par région ³							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Poste vacant	Date de libération du poste	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	1	1	0	-	0	0	2
Etrie	0	2	0	-	0	0	2
Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	1	5	0	-	2	1	9
Mauricie-Bois-Francs – Centre-du-Québec	1	1	0	-	1	0	3
Outaouais	0	2	0	-	1	0	3
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1	1	0	-	1	0	3
Montréal	7	3	0	-	1	2	13
Montréal	1	5	0	-	0	0	6
Québec – Chaudière-Appalaches	1	3	0	-	0	0	4
Bas-Saint-Laurent – Côte-Nord – Îles-de-la-madeleine	1	3	0	-	0	0	4
Total	14	26	0	-	6	3	49

³Le portrait est au 31 janvier 2026.

Juge en congé de maladie longue durée: 4 juges en absence maladie longue durée.

Représentation féminine et masculine dans la magistrature

Cour du Québec	H	F	Total
Chambre de la jeunesse	20	52	72
Chambre criminelle et pénale	59	54	113
Chambre civile	33	37	70
Juridiction mixte	45	31	76
Total JCQ	157	174	331
Juges de paix magistrat	14	26	40
Total JCQ + JPM	171	200	371

Question **19**

Ventilation des budgets 2025-2026 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.

Le budget 2025-2026 du Conseil de la magistrature s'élève à 3,4 M\$; 3,2 M\$ en crédits votés et 0,2 M\$ en crédits permanents.

La dépense probable au 31 mars 2026 est de 3,3 M\$, l'équilibre budgétaire est donc anticipé.

Pour l'exercice financier 2025-2026, un budget total de 1,5 M\$ a été alloué pour le perfectionnement des juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec ainsi que des juges municipaux.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **20**

Depuis le 1er avril 2025, et pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.

Nominations à des postes de juge à la Cour du Québec

Nom	Région	Chambre	Date de nomination
Lavoie, Stéphane	Québec – Chaudière-Appalaches	Jeunesse	2025-04-16
Martel, Éric	Estrie	Civile	2025-04-16
Robert, Mélissa	Estrie	Jeunesse	2025-04-16
Beaudry, Karine	Montréal	Civile	2025-05-14
Charles, Isabelle	Montréal	Criminelle et pénale	2025-06-18
Locas, Mathieu	Montréal	Criminelle et pénale	2025-06-18
Lavigne, Nathalie	Mauricie – Bois-Franc – Centre-du-Québec	Civile	2025-06-25
Simard, Jérôme	Bas-St-Laurent – Côte-Nord – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Criminelle et pénale et Jeunesse	2025-06-25
Bussière, Karine	Québec – Chaudière-Appalaches	Jeunesse	2025-08-13
Lamarre, Sophie	Montérégie	Criminelle et pénale	2025-08-13
Lamontagne, Geneviève	Abitibi –Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	Criminelle et pénale, Jeunesse et Civile	2025-08-27
Houde-St-Pierre, Joanie	Estrie	Criminelle et pénale	2025-09-03
Laroche, Maxime	Estrie	Criminelle et pénale et jeunesse	2025-09-03
Soulières, Marie-Joëlle	Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	Jeunesse	2025-10-08
Gagnon, Pierre-Olivier	Montérégie	Criminelle et pénale	2025-11-05
Langlois, Geneviève	Laval – Laurentides – Lanaudière – Labelle	Criminelle et pénale	2025-11-12
Savoie, Alex	Québec – Chaudière-Appalache	Criminelle et pénale	2026-01-28

Nominations à des postes de juge de paix magistrat à la Cour du Québec

Nom	Région	Chambre	Date de nomination
Inkel, Karen	Saguenay – Lac-St-Jean	Criminelle et pénale	2025-05-14
Viau-Dupuis, Philippe	Montréal	Criminelle et pénale	2025-07-02
Mc Duff, Marie-Michèle	Montréal	Criminelle et pénale	2025-09-03
Gouveia, Paulo	Montréal	Criminelle et pénale	2026-01-28

Question **21**

Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2025-2026 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.

Nombre de plaintes reçues au Conseil de la magistrature du Québec au cours de l'année civile 2025

Nature	Nombre
Plaintes reçues reprochant un manquement au <i>Code de déontologie de la magistrature</i> par l'un des quelque 500 juges sous la compétence juridictionnelle du Conseil de la magistrature du Québec, soit : les juges et juges de paix magistrats de la Cour du Québec, les juges municipaux ainsi que les juges suppléants	128

Résultat de ces plaintes

Résultat	Nombre
Plaintes non fondées après étude	40
Plaintes non fondées après examen et l'obtention de renseignements additionnels selon l'article 265 <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , RLRQ, c. T-16 (par exemple : l'écoute de l'enregistrement de l'audience)	66
Plaintes dont le caractère et l'importance ne justifient pas la tenue d'une enquête (article 267 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , précitée)	2
Plaintes retenues pour enquête (article 268 de la <i>Loi sur les tribunaux judiciaires</i> , précitée)	6
Plaintes en cours d'examen au 31 décembre 2025	14

À l'heure actuelle, sans égard à la date de réception de la plainte, 13 dossiers de plaintes retenues pour enquête sont toujours en cours au 31 décembre 2025.

Tous les détails relatifs au processus de traitement des plaintes sont accessibles sur le site Web du Conseil de la magistrature (<https://conseildelamagistrature.qc.ca/>). Les rapports d'examen ([Rapports d'examen - Conseil de la magistrature du Québec](#)) et d'enquête ([Rapports d'enquête - Conseil de la magistrature du Québec](#)) sont aussi publiés sur ce site et celui de SOQUIJ (<https://soquij.qc.ca/a/fr>).

Note : Les données sont en date du 31 décembre 2025.

Question **22**

Pour 2025-2026, ventilation détaillée des augmentations ou primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des allocations de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.

Juge en situation de gestion (Rémunération additionnelle)	1 ^{er} juillet 2025 (\$)
Juge en chef	41 880
Juge en chef associé	38 390
Juge en chef adjoint	31 410
Juge coordonnateur	27 920
Juge coordonnateur adjoint	20 940
Juge responsable du perfectionnement des juges	20 940

Juge en situation de gestion (Frais de fonction)	1 ^{er} juillet 2025 (\$)
Juge en chef	12 000
Juge en chef associé	11 000
Juge en chef adjoint	9 000
Juge coordonnateur	6 000
Juge coordonnateur adjoint	5 000
Juge responsable du perfectionnement des juges	6 000

Le calcul de la rémunération additionnelle est basé sur le salaire de 349 000 \$ au 1^{er} juillet 2025. La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 32-2008, modifié par les décrets nos 933-2008 du 1^{er} octobre 2008, 1086-2008 du 5 novembre 2008, 612-2011 du 15 juin 2011, 574-2014 du 18 juin 2014, 579-2017 du 14 juin 2017, 1103-2022 du 15 juin 2022 et 597-2025 du 30 avril 2025.

La rémunération de ces juges a fait l'objet de recommandations du Comité de la rémunération des juges 2023-2027, nommé par le décret no 1505-2023, lequel a rendu son rapport au gouvernement le 2 avril 2024, tel que modifié par un addenda du 12 avril 2024. Par la suite, l'Assemblée nationale a adopté, le 24 septembre 2024, une résolution approuvant les recommandations eu égard au traitement.

Question **23**

Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1er avril 2025 :
 a) taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour;
 b) montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société;
 c) le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
 d) indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.

Nom du mandataire	Firme	Taux horaire	Objet
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BATTISTA, Giuseppe	<i>Battista Turcot Israel, s.e.n.c.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BELLEAU, Louis	<i>Louis Belleau Avocat Inc.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BELLEAU, Louis	<i>Louis Belleau Avocat Inc.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BUJOLD, Yvan	<i>Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
BUJOLD, Yvan	<i>Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
DORAY, Raymond	<i>LIVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
DORAY, Raymond	<i>LIVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
GRENIER, Gilles	N/A	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.

Question **23**

Suite

Nom du mandataire	Firme	Taux horaire	Objet
GRIFFIN, Sean	<i>Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.</i>	Réglementaire	Représenter un membre de la magistrature à la suite d'une plainte logée à son égard devant le Conseil de la magistrature.
Total des honoraires pour l'ensemble des mandats			41 454 \$

Aucun mandat n'a fait l'objet d'une prolongation.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **24**

Ventilation des budgets en 2025-2026 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.

Type d'équipement	Cour d'appel du Québec (\$)	Cour supérieure du Québec (\$)	Cour du Québec (\$)
Équipement informatique	54 039	137 701	199 684
Téléphonie	0	0	0
Dictaphone	346	346	1 383

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **50**

Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a) le nom et l'adresse du professionnel ;
- b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;
- c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;
- d) les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié ;
- e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;
- f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

Mandat pour représenter les ministères

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
LEPAGE, Bruno	300 \$/h	Rédiger un projet de loi, offrir les conseils juridiques afférents à ce projet de loi et participer aux travaux parlementaires.	21 185
Total des honoraires pour représenter les ministères			21 185

Mandat pour représenter des individus

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires (\$)
CLOUTIER, Sophie	Réglementaire	Représenter une personne dans le cadre d'une enquête.	Non disponible ¹
LAJOIE, Guillaume	Réglementaire	Représenter des personnes à la suite d'une plainte portée à leur égard.	Non disponible ¹
SCHNEIDER, Philip	Réglementaire	Représenter une personne à la suite d'une poursuite criminelle.	Non disponible ¹
TOUMA, Nadine	Réglementaire	Représenter une personne dans le cadre d'une enquête.	Non disponible ¹
Total des honoraires pour représenter des individus			7 503

¹ Montants disponibles uniquement sous forme de total pour des raisons de confidentialité.

Total des honoraires pour l'ensemble des mandats			28 688
---	--	--	---------------

Question **50**

Suite

Nom et adresse—Avocats et notaires

Nom, prénom	Firme	Adresse	Ville	Code postal
CLOUTIER, Sophie	Poudrier Bradet, Avocats s.e.n.c.	70, rue Dalhousie, bureau 100	Québec (QC)	G1K 4B2
LAJOIE, Guillaume	<i>Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.</i>	2795, boulevard Laurier, bureau 450	Québec (QC)	G1V 4M7
LEPAGE, Bruno	<i>Beauvais, Truchon s.e.n.c.r.l.</i>	79, boulevard René-Lévesque Est, bureau 200	Montréal (QC)	H2Y 2W8
SCHNEIDER, Philip D.	<i>Schneider, Girard & Associés</i>	375, Chemin Bord-du-Lac-Lakeshore	Dorval (QC)	H9S 2A5
TOUMA, Nadine	<i>Les avocats Poupert, Touma</i>	507, place D'Armes Est, bureau 1700	Québec (QC)	G1R 5N5

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont incluses dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>.

QUESTION 50-1 MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD)

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2025-2026 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTE, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES

AUTRES MANDATS CONFIEÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE (MTMD) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION** EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTMD NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIEÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2025-2026, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIEÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2025. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2025 AU 31 janvier 2026.

Ministère des Transports et de la Mobilité durable

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMD (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
 - quittance provisionnelle;
 - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec
- Service de l'expertise immobilière

Unité adm resp	No dossier	Num four	Nom four	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864020	1361225	Gilbert & Gilbert inc.	1600, 3e Avenue J9P 1V6 QC	2025-07-04	2025-06-10	166	1260	1614,69
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964000	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2025-11-12	2025-09-26	161	1875	2316,78
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964023	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-03-27	2024-12-20	291	2015	2607,75
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064004	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2025-06-30	2025-06-13	152	1875	2307,78
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064006	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-28	2025-11-22	142	635,5	872,67
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064007	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-07-04	2025-04-29	142	725	975,57
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064016	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-21	2025-09-30	135	953,1	1230,83
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064020	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-19	2025-09-30	288	1332	1819,47
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064023	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-05-12	2025-05-01	374	1464,62	2057,95
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064034	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	170, avenue Principale, bureau 102 J9X 4P7 QC	2025-11-13	2025-10-03	480,38	1612,5	2334,36
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064036	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-11-14	2025-10-06	304	2270	2913,93
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064037	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-27	2025-11-22	295	1085,87	1543,48
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064038	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-07-04	2025-04-30	299	1011,49	1461,96
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064040	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-11-14	2025-04-29	307	1340	1847,67
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064044	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-03-28	2025-02-27	138	469,53	677,85
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064045	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-04-11	2025-02-27	138	432,9	635,73
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064048	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-03-27	2025-02-28	157	580	823,86
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064049	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-04-11	2025-02-27	138	489,51	700,82
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164016	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-28	2025-11-22	142	755,6	1010,75
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164017	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2025-11-21	2025-09-30	142	930	1211,27
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264001	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-11-14	2025-10-20	150	1315	1661,92
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264002	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-03-27	2024-12-31	138	1235	1557,94
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264003	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2025-05-02	2025-03-03	138	1632,5	2014,97
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202264012	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2025-03-27	2024-12-31	138	753,33	1004,14
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364003	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1re Avenue Ouest, bur. 301 J9T 1T8 QC	2025-11-12	2025-10-03	188	1950	2430,01
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364004	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1re Avenue Ouest, bur. 301 J9T 1T8 QC	2025-11-12	2025-09-26	161	1875	2316,78
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364009	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1re Avenue Ouest, bur. 301 J9T 1T8 QC	2025-11-12	2025-09-26	188	1950	2430,01
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364011	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2025-12-09	2025-11-19	142	1250	1579,19
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364012	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T2Z5 QC	2025-10-07	2025-05-15	142	1387,5	1737,28
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202364013	1498362	Brosseau société notariale inc.	1123, 6e Rue J9P 3W8 QC	2025-11-14	2025-09-15	149	599,75	838,56
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202464008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1re Avenue Ouest, bur. 301 J9T 1T8 QC	2025-11-13	2025-10-03	168	1950	2410,01
TOTAL DT ABITIBI-TÉMIS N. Québec							6093,38	39010,7	50945,98
DT Bas-St-Laurent	6200704154	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-06-12	2025-06-10	166	1307,25	1669,01
DT Bas-St-Laurent	6200704156	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-07-10	2025-07-08	6	400	465,9
DT Bas-St-Laurent	6200904262	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-05-08	2025-04-28	179	2114,5	2610,15
DT Bas-St-Laurent	6201204091	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2026-01-07	2025-10-29	187	5177,29	6139,58
DT Bas-St-Laurent	6201304054	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-10-30	2025-10-23	146	800	1065,8
DT Bas-St-Laurent	6201504018	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-09-12	2025-09-11	2495	2495	2868,63
DT Bas-St-Laurent	6201604049	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-06-16	2025-06-10	147	907,25	1190,11
DT Bas-St-Laurent	6201604087	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-10-03	2025-09-03	26	1300	1520,68
DT Bas-St-Laurent	6202004037	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-05-15	2025-04-17	161	975	1282,01
DT Bas-St-Laurent	6202004043	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-11-27	2025-11-19	434	1552,25	2218,7
DT Bas-St-Laurent	6202104009	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-05-02	2024-02-12	254,75	2652,25	3304,17
DT Bas-St-Laurent	6202104024	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-06-03	2025-05-28	145	542,25	768,45
DT Bas-St-Laurent	6202104030	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-08-12	2025-08-04	184	1215	1580,95
DT Bas-St-Laurent	6202104031	1039725	Eric Ferland, Notaire de famille inc.	242, rue Claude-De Ramezay J3M 1G3 QC	2025-07-23	2025-07-17	144	760	1017,81

DT Bas-St-Laurent	6202104035	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-03-27	2025-03-18	349	1822	2443,84
DT Bas-St-Laurent	6202104036	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-06-18	2025-06-12	149	1205,56	1535,09
DT Bas-St-Laurent	6202104038	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-03-27	2025-03-18	143	1160,56	1477,36
DT Bas-St-Laurent	6202204002	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-05-08	2025-04-28	164	2047,25	2517,82
DT Bas-St-Laurent	6202204006	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2026-01-26	2025-07-15	165	785,56	1068,2
DT Bas-St-Laurent	6202204006	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2026-01-27	2026-01-16	265	422,56	750,84
DT Bas-St-Laurent	6202204007	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-10-21	2025-10-17	411	2088,69	2812,47
DT Bas-St-Laurent	6202204022	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-19	2025-07-16	630	5334,7	6763,58
DT Bas-St-Laurent	6202204025	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-10-30	2025-10-23	278	1575	2088,86
DT Bas-St-Laurent	6202204027	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-10-30	2025-10-23	148	1200	1527,7
DT Bas-St-Laurent	6202204029	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-07-23	2025-02-10	151	827,25	1102,13
DT Bas-St-Laurent	6202204029	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-07-23	2025-07-17	163	350	565,41
DT Bas-St-Laurent	6202204030	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-10-29	2025-10-23	146	1200	1525,7
DT Bas-St-Laurent	6202204031	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-07-07	2025-06-10	156	1200	1535,7
DT Bas-St-Laurent	6202204035	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-07-22	2025-07-15	4	600	693,85
DT Bas-St-Laurent	6202204037	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-08-21	2025-08-13	179	1800	2248,55
DT Bas-St-Laurent	6202204039	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-04-30	2025-04-09	329	2306,6	2981,01
DT Bas-St-Laurent	6202204040	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-05-20	2025-04-30	335	2803,6	3558,44
DT Bas-St-Laurent	6202204045	922375	Notari notaires & conseillers juridiques inc.	246-4600, Henri-Bourassa G1H 3A5 QC	2025-03-14	2024-12-19	1482	1482	1703,93
DT Bas-St-Laurent	6202204050	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-05-15	2025-04-30	652	3141,45	4263,88
DT Bas-St-Laurent	6202204051	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-05-16	2024-12-16	9	727,5	845,45
DT Bas-St-Laurent	6202204054	1763943	Michel Maltais notaire inc.	200-708, avenue Painchaud G0R 1Z0 QC	2025-10-17	2025-10-03	328	1750	2340,06
DT Bas-St-Laurent	6202204055	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-08-27	2025-08-19	164	1380	1750,66
DT Bas-St-Laurent	6202304000	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-10-15	2025-10-14	320	3662,25	4530,67
DT Bas-St-Laurent	6202304007	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-11-26	2025-07-09	153	2467,25	2989,72
DT Bas-St-Laurent	6202304008	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-21	2025-06-30	322	3093,74	3879,03
DT Bas-St-Laurent	6202304009	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-12-17	2025-12-16	201	2948	3590,46
DT Bas-St-Laurent	6202304009	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-05-15	2025-01-28	107	6688,59	7797,21
DT Bas-St-Laurent	6202304010	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-11-27	2025-11-06	189	2587,25	3163,69
DT Bas-St-Laurent	6202304011	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-11-27	2025-11-06	156	3122,29	3745,85
DT Bas-St-Laurent	6202304012	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-21	2025-06-30	352	3522,25	4401,7
DT Bas-St-Laurent	6202304015	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-28	2025-07-09	514	3403,74	4427,45
DT Bas-St-Laurent	6202304018	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-25	2025-07-09	371	3257,25	4116,02
DT Bas-St-Laurent	6202304019	400128	Me Christian Daviau, notaire	315, rue Visitation J0H 2E0 QC	2025-08-28	2025-07-02	142	876,25	1149,47
DT Bas-St-Laurent	6202304022	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-12-15	2025-11-06	675	7223,74	8980,5
DT Bas-St-Laurent	6202304023	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-09-24	2025-09-10	207	2912,25	3555,36
DT Bas-St-Laurent	6202304026	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-25	2025-07-03	202	3342,25	4044,75
DT Bas-St-Laurent	6202304027	1379163	BMB Notaires inc.	201-120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville G5R 4S2 QC	2025-08-21	2025-07-08	153	907,25	1196,11
DT Bas-St-Laurent	6202304033	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-11	2024-08-29	156	2492,25	3021,46
DT Bas-St-Laurent	6202304034	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2024-10-18	2024-08-29	152	2627,25	3172,68
DT Bas-St-Laurent	6202304043	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-04-04	2025-03-26	165	2539,25	3084,5
DT Bas-St-Laurent	6202304045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-08-14	2025-08-13	159	1932,25	2380,6
DT Bas-St-Laurent	6202304059	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	401-160 rue de l'Évêché O G5L 4H9 QC	2025-11-26	2025-11-13	154	1800	2223,55
DT Bas-St-Laurent	6202404000	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-07-21	2025-07-03	178	2650	3224,84

DT Bas-St-Laurent	6202404000	487981	Ross Boudreauit notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-07-21	2025-07-03	253	591,49	933,06
DT Bas-St-Laurent	6202404001	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2026-01-21	2026-01-20	162	525	765,62
DT Bas-St-Laurent	6202404001	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2026-01-21	2026-01-20	142	975	1263,01
DT Bas-St-Laurent	6202404002	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2026-01-22	2026-01-21	142	975	1263,01
DT Bas-St-Laurent	6202404003	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2026-01-22	2026-01-21	142	810	1073,3
DT Bas-St-Laurent	6202404003	1228641	Heppell Castonguay notaires inc.	90, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E6 QC	2026-01-22	2026-01-21	162	425	650,64
DT Bas-St-Laurent	6202404008	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2025-05-20	2025-05-12	155	1450	1822,14
DT Bas-St-Laurent	6202404009	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2026-01-06	2026-01-05	190	1750	2202,06
DT Bas-St-Laurent	6202404018	487981	Ross Boudreauit notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-12-11	2025-08-13	154	1875	2309,78
DT Bas-St-Laurent	6202404018	487981	Ross Boudreauit notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-12-11	2025-11-26	163	555	801,11
DT Bas-St-Laurent	6202404021	345498	Doucet, Rénéald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 G5L 7C3 QC	2025-12-12	2025-12-10	304	2000	2603,5
DT Bas-St-Laurent	6202404023	487981	Ross Boudreauit notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2026-01-26	2025-12-31	147	1900	2331,53
DT Bas-St-Laurent	6202404026	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-12-11	2025-11-25	311	2316,11	2973,95
TOTAL DT Bas-St-Laurent							14952,75	139611,27	175470,81
DT Capitale-Nationale	6200532370	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	500, Grande Allée Est, bur. 1 G1R 2J7 QC	2023-04-17	2021-01-14	504	4978,75	6228,32
DT Capitale-Nationale	6201232085	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval G3Z 2W2 QC	2025-10-30	2025-10-16	166	2687,5	3255,96
DT Capitale-Nationale	6201632049	1571230	Me Félix Mathieu notaire inc.	224, rue Notre-Dame J0H 1W0 QC	2025-11-26	2025-07-15	163	1000	1312,75
DT Capitale-Nationale	6201832068	84213	Leclerc, Raynald (notaire)	655B, avenue de l'Église G0A 2Y0 QC	2024-11-12	2024-06-28	271	525	874,62
DT Capitale-Nationale	6202032009	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2021-04-26	2021-04-05	142	1050	1349,24
DT Capitale-Nationale	6202032014	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2021-04-26	2021-03-29	145	1350	1697,16
DT Capitale-Nationale	6202032016	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	2640, boulevard Laurier, bureau 1150 G1V 5C2 QC	2021-04-09	2021-03-19	149	2028,5	2481,27
DT Capitale-Nationale	6202032019	777698	Dion Rhéaume Avocats	20-580, rue Grande-Allée Est G1R 2K2 QC	2022-09-26	2021-06-21	132	1000	1281,75
DT Capitale-Nationale	6202032020	525009	Losier, Gilles (notaire)	774, avenue du Colonel-Jones G1X 3K9 QC	2021-03-18	2021-02-17	126	2081,75	2519,49
DT Capitale-Nationale	6202032026	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 QC	2022-05-05	2021-09-30	19	2185	2531,2
DT Capitale-Nationale	6202032026	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 QC	2021-11-25	2021-09-30	139	1270,1	1599,3
DT Capitale-Nationale	6202032058	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2025-03-19	2025-02-11	138	773,41	1027,23
DT Capitale-Nationale	6202032081	313010	Lise Dion, notaire	6760, avenue Isaac-Bédard G1H 3A3 QC	2025-02-07	2024-11-08	216,49	4700	5620,32
DT Capitale-Nationale	6202132021	431810	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires s.e.n.c.r.l.	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2025-03-14	2025-03-06		401,28	461,37
DT Capitale-Nationale	6202132026	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2025-10-20	2025-08-29	142	687,5	932,46
DT Capitale-Nationale	6202132026	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2025-10-20	2025-05-28	138	840	1103,79
DT Capitale-Nationale	6202232000	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2025-01-21	2025-01-15		835	960,04
DT Capitale-Nationale	6202232011	1165687	Gagnon, Johanie (notaire)	147, chemin du Relais G3Z 2A9 QC	2025-11-03	2025-07-24	159	3625	4326,84
DT Capitale-Nationale	6202232020	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2025-01-16	2025-01-15	151	1850,83	2278,99
DT Capitale-Nationale	6202232024	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-03-10	2025-02-28	147	1564	1945,21
DT Capitale-Nationale	6202232025	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-11-05	2025-10-10	313	2906,99	3655,31
DT Capitale-Nationale	6202232031	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin G5V 2S7 QC	2024-05-31	2024-01-09	154	2091,25	2558,41
DT Capitale-Nationale	6202232035	777698	Dion Rhéaume Avocats	20-580, rue Grande-Allée Est G1R 2K2 QC	2025-02-19	2024-09-26	141	1435	1790,89
DT Capitale-Nationale	6202232038	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	Pl.de la Cité-Tour cominar-11e 2640, boul. Laurier Bureau 1150 G1V 5C2 QC	2025-05-02	2025-02-04	301	2339,75	2991,13
DT Capitale-Nationale	6202232040	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-06-21	2024-05-15	138	892,5	1164,16
DT Capitale-Nationale	6202232042	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-06-18	2024-05-03	138	825	1086,54
DT Capitale-Nationale	6202232052	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2025-04-07	2025-04-07	138	590,37	816,78
DT Capitale-Nationale	6202232053	320585	Boulangier Dolan Denault inc.	111, avenue Collin G5V 2S7 QC	2025-08-20	2025-04-30	141	1593,75	1973,42
DT Capitale-Nationale	6202232062	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2026-01-29	2026-01-27	300	1680	2231,58
DT Capitale-Nationale	6202232063	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2026-01-29	2026-01-28	162	840	1127,79
DT Capitale-Nationale	6202232068	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame G4A 1H3 QC	2024-12-10	2024-10-29	138	810	1069,3
DT Capitale-Nationale	6202332016	1272675	Lacroix notaires et juristes inc.	6630, 1re Avenue G1H 2W6 QC	2025-10-21	2025-02-04	148	488,75	709,94
DT Capitale-Nationale	6202332017	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2025-10-15	2025-06-25	308	1372,07	1885,53

DT Capitale-Nationale	6202332019	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2025-05-29	2025-01-20	143	1187,5	1508,33
DT Capitale-Nationale	6202332020	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2025-02-26	2025-01-20	151	1545	1927,36
DT Capitale-Nationale	6202332021	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2025-09-08	2025-04-09	307	1610,1	2158,22
DT Capitale-Nationale	6202332032	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2025-11-11	2025-09-26	172	2752,5	3336,69
DT Capitale-Nationale	6202332034	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boulevard Monseigneur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2025-11-12	2025-10-21	175	3583,75	4295,42
DT Capitale-Nationale	6202332060	431810	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires s.e.n.c.r.l.	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2025-10-21	2025-09-23	142	947,74	1231,67
DT Capitale-Nationale	6202332069	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 G1K 4B2 QC	2025-12-12	2025-11-01	154	1387,29	1749,03
DT Capitale-Nationale	6202332071	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2025-04-04	2025-01-20	150	2325	2823,17
DT Capitale-Nationale	6202332074	1559459	Kim Bernier Giroux, notaire inc.	28, rue des Cimes G5A 1H4 QC	2025-11-05	2025-05-13	171	1062,5	1392,61
DT Capitale-Nationale	6202332077	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale G1C 3P7 QC	2025-10-02	2025-09-29	138	689,49	930,74
DT Capitale-Nationale	6202332078	313010	Lise Dion, notaire	6760, avenue Isaac-Bédard G1H 3A3 QC	2025-04-03	2025-03-11	163	4225	5020,69
DT Capitale-Nationale	6202332079	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boulevard Monseigneur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2025-07-08	2025-02-07	164	2201,25	2694,88
DT Capitale-Nationale	6202432013	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 QC	2025-12-02	2025-11-19	7	300	351,93
DT Capitale-Nationale	6202432048	741916	CST notaires inc.	640, rue Richelieu G5A 2X1 QC	2026-01-27	2025-12-31	142	687,5	932,46
DT Capitale-Nationale	6202532067	1131674	Jessica Borgia, notaire inc.	B-20550, boulevard Henri-Bourassa G2M 1L2 QC	2025-12-12	2025-12-05	159	1761,29	2184,04
DT Capitale-Nationale	6202532071	347328	Côté Taschereau Samson Demers	801, Grande-Allée Ouest, bureau 110 G1S 1C1 QC	2025-12-11	2025-11-13	144	1500	1868,63
TOTAL DT Capitale-Nationale							8049,49	81064,96	101253,96
DT Chaudière-Appalaches	6201112094	491801	Tousignant Rodrigue Veilleux notaires, S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2025-08-18	2025-08-18	157	1343,91	1702,17
DT Chaudière-Appalaches	6201212086	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 G6E 1M3 QC	2025-10-16	2025-10-16	900	900	1034,78
DT Chaudière-Appalaches	6201312046	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	94, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J3 QC	2025-10-30	2025-10-29	15	2875	3320,53
DT Chaudière-Appalaches	6201512012	59677	Bolduc, Anne	253, avenue Lambert G5X 3N8 QC	2025-10-01	2025-10-01	11	925	1074,52
DT Chaudière-Appalaches	6201912036	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2025-11-18	2025-11-18	144	1700	2098,58
DT Chaudière-Appalaches	6201912037	1027493	Dubois & Joyal notaires inc.	302-365, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4T2 QC	2025-11-05	2025-11-05	149	779,3	1045,01
DT Chaudière-Appalaches	6201912038	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2025-10-28	2025-10-27	147	1750	2159,06
DT Chaudière-Appalaches	6202012090	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2025-04-03	2025-04-02	8	854,59	990,57
DT Chaudière-Appalaches	6202012097	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2025-08-18	2025-08-18	11	866	1006,68
DT Chaudière-Appalaches	6202012109	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2025-04-14	2025-04-14	160	2564,75	3108,82
DT Chaudière-Appalaches	6202012113	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2025-04-14	2025-04-14	29	812,09	962,7
DT Chaudière-Appalaches	6202112013	1103580	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre, services juridiques inc.	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2025-10-28	2025-10-27	144	1385	1736,4
DT Chaudière-Appalaches	6202112036	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277 G0R 1S0 QC	2025-05-28	2025-05-28	199	2375	2929,66
DT Chaudière-Appalaches	6202112042	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage G6V 5S8 QC	2025-09-03	2025-09-03	311	2459,4	3138,7
DT Chaudière-Appalaches	6202112057	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 QC	2025-08-18	2025-08-18	153	1243	1582,14
DT Chaudière-Appalaches	6202112059	1613777	Poirier notaires	202-305, 107e Rue G5Y 3J8 QC	2025-10-16	2025-10-16	156	1752,25	2170,65
DT Chaudière-Appalaches	6202112155	1498088	L'Heureux Lessard, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2025-04-04	2025-02-28	153	1082,99	1398,17
DT Chaudière-Appalaches	6202112169	1674988	PME Inter Notaires Sainte-Marie inc.	444, boulevard Vachon Nord G6E 1M1 QC	2025-06-27	2025-05-21	298	813,99	1233,89
DT Chaudière-Appalaches	6202112181	1596110	Lagrange Provencher notaires inc.	820, route des Rivières, bureau 120 G7A 2V1 QC	2025-10-01	2025-09-22	156	1740,67	2157,33
DT Chaudière-Appalaches	6202112186	1674988	PME Inter Notaires Sainte-Marie inc.	444, boulevard Vachon Nord G6E 1M1 QC	2025-10-27	2025-10-14	305	2207,7	2843,31
DT Chaudière-Appalaches	6202112188	1674988	PME Inter Notaires Sainte-Marie inc.	444, boulevard Vachon Nord G6E 1M1 QC	2025-08-04	2025-08-01	300	2014,99	2616,74
DT Chaudière-Appalaches	6202212004	637382	Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Iberville Un 1195, avenue Lavigerie, bureau 200 G1V 4N3 QC	2025-11-05	2025-11-05	142	2526,89	3047,28
DT Chaudière-Appalaches	6202212005	1230955	Me Marylène Demers, notaire	150, rue Saint-Denis G0S 1N0 QC	2025-04-22	2025-04-22	138	2925	3501,02
DT Chaudière-Appalaches	6202212041	1498088	L'Heureux Lessard, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2025-04-04	2025-02-28	153	967,5	1265,39
DT Chaudière-Appalaches	6202212041	1498088	L'Heureux Lessard, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2025-04-16	2025-02-28	157	570	812,36
DT Chaudière-Appalaches	6202212045	1757701	Couillard Fournier notaires inc.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2025-09-22	2025-09-22	325,5	1425	1963,89
DT Chaudière-Appalaches	6202212055	1365979	Larivière Bolduc Notaires inc.	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2025-05-14	2025-05-14	147	1500	1871,63
DT Chaudière-Appalaches	6202312000	1272675	Lacroix notaires et juristes inc.	6630, 1re Avenue G1H 2W6 QC	2025-10-07	2025-10-07	138	570	793,36
DT Chaudière-Appalaches	6202312006	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2025-05-05	2025-05-05	154	2812,25	3387,38
DT Chaudière-Appalaches	6202312007	1674988	PME Inter Notaires Sainte-Marie inc.	444, boulevard Vachon Nord G6E 1M1 QC	2025-12-15	2025-12-05	159	1654,59	2061,37

DT Chaudière-Appalaches	6202312008	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2025-11-18	2025-11-18	150	774,4	1040,37
DT Chaudière-Appalaches	6202312020	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2025-05-28	2025-05-28	657	2290	3289,93
DT Chaudière-Appalaches	6202312033	1282749	Catherine Morency, notaire inc.	8124, chemin du Pansu G0N 1E0 QC	2026-01-14	2024-11-06	138	1375	1718,91
DT Chaudière-Appalaches	6202312037	1290589	Aubert, Bernard & Matteau, notaires inc.	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2025-10-29	2025-10-28	138	1500	1862,63
DT Chaudière-Appalaches	6202312038	1290589	Aubert, Bernard & Matteau, notaires inc.	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2026-01-12	2026-01-08	142	1800	2211,55
DT Chaudière-Appalaches	6202312040	1290589	Aubert, Bernard & Matteau, notaires inc.	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2025-10-29	2025-10-28	138	1497,5	1859,76
DT Chaudière-Appalaches	6202312042	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2025-05-14	2025-05-14	364,18	2250	2951,12
DT Chaudière-Appalaches	6202312042	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2025-05-14	2025-05-14	142	450	659,39
DT Chaudière-Appalaches	6202312043	1556587	Me Justine Giguère, notaire inc.	58, boulevard Labbé Sud G6S 1B5 QC	2025-09-18	2025-09-18	138	1200	1517,7
DT Chaudière-Appalaches	6202312052	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2025-05-20	2025-05-20	154	1286,13	1632,73
DT Chaudière-Appalaches	6202312061	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2025-04-03	2025-04-03	461	1352,08	2015,55
DT Chaudière-Appalaches	6202312066	1286673	Pelletier, Brigitte (notaire)	169, rue Principale G0R 2V0 QC	2025-12-10	2025-12-10	161	968,5	1274,54
DT Chaudière-Appalaches	6202312070	1286673	Pelletier, Brigitte (notaire)	169, rue Principale G0R 2V0 QC	2025-12-08	2025-12-08	158	761,5	1033,54
DT Chaudière-Appalaches	6202312071	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2025-07-22	2025-07-22	188	1286,57	1667,24
DT Chaudière-Appalaches	6202312072	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2025-07-14	2025-07-14	142	1012,5	1306,13
DT Chaudière-Appalaches	6202312073	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277 G0R 1S0 QC	2025-11-11	2025-11-11	195	2000	2494,5
DT Chaudière-Appalaches	6202312075	1472963	Quirion et Plante notaires inc. (inactif)	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2025-03-25	2025-03-25	147	1728,75	2134,63
DT Chaudière-Appalaches	6202312077	1613777	Poirier notaires	202-305, 107e Rue G5Y 3J8 QC	2025-10-20	2025-09-16	329	2104,5	2748,65
DT Chaudière-Appalaches	6202312082	1718558	Me Christine Talbot, notaire inc.	560, 8e Rue Est G0M 1G0 QC	2025-12-17	2025-12-16	168	1425	1806,39
DT Chaudière-Appalaches	6202312084	1718558	Me Christine Talbot, notaire inc.	560, 8e Rue Est G0M 1G0 QC	2025-12-15	2025-12-04	151	1200	1530,7
DT Chaudière-Appalaches	6202412014	1708479	Beaudry Brisson Daris notaires inc.	503-1200, boulevard Guillaume-Couture G6W 0R9 QC	2025-12-01	2025-12-01	159	1470,1	1849,25
DT Chaudière-Appalaches	6202412018	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2025-10-07	2025-10-07	304	1531,25	2064,55
DT Chaudière-Appalaches	6202412021	1040355	Me Sabrina Lamontagne, notaire inc.	B-1574, Route 277 G0R 1S0 QC	2026-01-14	2025-12-01	206	1875	2361,78
DT Chaudière-Appalaches	6202412022	1037207	Bouchard + Avocats inc	825, boulevard Lebourgneuf, bureau 200 G2J 0B9 QC	2025-12-16	2025-07-31	156	1210	1547,2
DT Chaudière-Appalaches	6202412049	1718558	Me Christine Talbot, notaire inc.	560, 8e Rue Est G0M 1G0 QC	2025-10-06	2025-10-06	158	1675	2083,83
DT Chaudière-Appalaches	6202412067	1259139	Groupe RMB inc.	1186, rue Principale G0S1Z0 QC	2025-11-19	2025-11-18	478	2065	2852,23
DT Chaudière-Appalaches	6202412071	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2025-07-22	2025-07-22	323	2085,4	2720,69
DT Chaudière-Appalaches	6202412098	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2026-01-29	2026-01-28	347	870,24	1347,56
DT Chaudière-Appalaches	6202412099	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2025-10-28	2025-10-27	142	1243,75	1572
DT Chaudière-Appalaches	6202412101	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau Suite 201 G0S2V0 QC	2026-01-05	2025-12-23	154	843,75	1124,1
TOTAL DT Chaudières-Appalaches							11207,68	90528,78	115293,24
DT Côte-Nord	6201508021	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2025-07-22	2025-07-21	171	2848,92	3446,55
DT Côte-Nord	6201508050	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2025-07-21	2025-07-17	322	3532,84	4383,88
DT Côte-Nord	6201708019	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, bureau 101 G1V 4S1 QC	2025-08-21	2025-08-19	11	2250	2597,94
DT Côte-Nord	6202008000	159974	Tremblay Cossette Gaudreau & associés s.e.n.c.r.l.	Place de la Cité 11e étage, bureau 1150 2640, boulevard Laurier G1V 5C2 QC	2025-11-11	2025-11-06	10	1102,5	1277,6
DT Côte-Nord	6202008005	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Lafleche G5C 1E1 QC	2025-04-28	2025-04-15	172	5707,5	6734,2
DT Côte-Nord	6202008008	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2025-07-31	2025-07-30	146	1754	2162,66
DT Côte-Nord	6202008011	1527353	Anne-Marie St-Louis, notaire inc.	268, boulevard des Bois-Francis Nord G6P 1G5 QC	2025-05-12	2025-04-01	138	907,25	1181,11
DT Côte-Nord	6202108000	1596110	Lagrange Provencher notaires inc.	820, route des Rivières, bureau 120 G7A 2V1 QC	2025-09-30	2025-09-22	164	2432,66	2960,95
DT Côte-Nord	6202108005	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2025-09-02	2025-08-26	151	1781,25	2198,99
DT Côte-Nord	6202108008	922375	Notavi notaires & conseillers juridiques inc.	246-4600, Henri-Bourassa G1H 3A5 QC	2025-07-29	2024-12-13	138	626,4	720,2
DT Côte-Nord	6202108008	922375	Notavi notaires & conseillers juridiques inc.	246-4600, Henri-Bourassa G1H 3A5 QC	2025-07-29	2025-01-06	138	216	386,35
DT Côte-Nord	6202108012	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2025-11-05	2025-10-01	142,5	1076,25	1379,92
DT Côte-Nord	6202108013	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2025-09-02	2025-08-26	144	1656,25	2048,27
DT Côte-Nord	6202108016	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2025-09-02	2025-08-26	150	2117,5	2584,6
DT Côte-Nord	6202108018	1724683	Nathalie Bouchard, notaire	282, rue Sainte-Anne, suite 302 G7J 2M4 QC	2025-11-21	2025-10-08		1050	1207,24
TOTAL DT Côte-Nord							1859,5	29059,32	35270,46

DT Est-de-la-Montérégie	6201544008	1277845	David, Maxime (Maxime David, notaire)	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC	2026-01-20	2025-02-04	295	747,5	1154,44
DT Est-de-la-Montérégie	6201544012	1062851	Novallier s.e.n.c.r.l.	201-1060, rue Parent J3V 6L8 QC	2025-06-09	2019-05-31	124	1593,75	1956,42
TOTAL DT Est-de-la-Montérégie							419	2341,25	3110,86
DT Estrie	6201760033	1457916	Lavallée, Lacasse & Poirier, notaires inc.	4547, rue Foster J0E 2N0 QC	2025-11-19	2025-08-20		2000	2299,5
DT Estrie	6201860046	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2025-11-11	2025-11-10	9	2100	2423,48
DT Estrie	6202160010	400128	Me Christian Daviau, notaire	315, rue Visitation J0H 2E0 QC	2025-12-11	2025-11-26	304	1450	1971,14
DT Estrie	6202160012	1738339	Notaires et conseils Bedford inc.	400-173, rue Principale J0J 1A0 QC	2025-07-02	2025-06-26	174	2700	3278,33
DT Estrie	6202360024	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	310-2207, rue King Ouest J1J 2G2 QC	2026-01-08	2025-12-31	345	1452,29	2014,77
DT Estrie	6202460006	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	215, rue Principale J2K 1J4 QC	2025-04-04	2025-03-10	154	1507,75	1887,54
DT Estrie	6202460016	1457916	Lavallée, Lacasse & Poirier, notaires inc.	4547, rue Foster J0E 2N0 QC	2025-08-04	2025-07-24	334	1073,5	1568,26
DT Estrie	6202460017	1457916	Lavallée, Lacasse & Poirier, notaires inc.	4547, rue Foster J0E 2N0 QC	2025-08-05	2025-07-24	151	602,25	843,43
DT Estrie	6202460018	651076	Proulx, André (notaire) (002)	2403, rue du Centre H3K 1J9 QC	2025-10-03	2025-09-29	142	1150	1464,21
DT Estrie	6202460019	1681551	Notaires Lac-Brome inc.	35, rue Victoria J0E 1V0 QC	2025-11-06	2025-10-31	331	1666,49	2247,04
TOTAL DT Estrie							1944	15702,28	19997,7
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900065	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-07-23	2025-07-10	147	1577,25	1960,44
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200155	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-10-01	2025-09-08	152	1850	2279,04
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400053	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-03-20	2025-02-20		255,42	293,67
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600005	1494008	Groupe Notaires Plus inc.	5148, Route 132 J5C 1L8 QC	2025-04-16	2025-04-15	142	2913,3	3491,57
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600038	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-10-01	2025-09-08	145	2200	2674,45
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201600039	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-10-01	2025-09-08	152	2900	3486,28
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700020	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2025-07-10	2025-06-16	142	1600	1981,6
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800034	1058523	M/A Notaires	38, rue Perreault Est J9X 3C2 QC	2025-07-23	2025-06-01	274	1650	2171,09
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900002	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-10-17	2025-09-29	142	2300	2786,43
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900023	311971	Roy, Nancy (notaire)	470, rue Francoeur G0C 2E0 QC	2025-05-02	2025-04-25		650	747,34
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100008	967340	Hardouin & associées inc.	550, 10e Avenue, bureau 100 J1G 2R9 QC	2025-12-12	2025-12-08	142	1807,75	2220,46
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100011	864939	Desgroseilliers & associés notaires inc.	1691, rue Montarville, suite 100 J3V 3T8 QC	2025-11-06	2025-10-23	157	2426	2946,29
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100020	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-12-17	2025-12-16		500	574,88
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200006	874748	Blais, Langis (notaire)	114, avenue de Grand Pré G0C 1E0 QC	2025-04-04	2025-03-18	157	1600	1996,6
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200011	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2025-06-17	2025-06-13	181	3002,25	3632,83
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202200016	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-04-07	2024-09-30	138	1800	2207,55
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300000	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-08-06	2025-07-23	149	1752	2163,36
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300002	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-04-16	2025-04-09	148	2822	3392,59
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300013	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2025-07-10	2025-04-25	134	1925	2347,27
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300014	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2025-07-17	2025-07-03	142	2025	2470,24
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300044	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-07-18	2025-06-26	142	3214	3837,3
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300051	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-04-30	2025-04-10	144	2244,88	2725,05
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300052	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-06-17	2025-06-09	152	1810	2233,05
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300074	1702639	Gauthier Bédard Avocats inc.	364, rue Racine Est G7H 1S6 QC	2025-08-06	2025-05-12	152	2400	2911,4
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202300075	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-04-15	2025-04-03	154	1560	1947,61
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202400043	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-11-03	2025-08-04	314	2587	3288,41
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202500004	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2025-10-17	2025-10-16	149	1900	2333,53
TOTAL DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine							7426	79126,41	98401,61
DT Île-de-Montréal	6200040007	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC	2025-04-17	2025-04-17		2500	2874,38
DT Île-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage H3B 5C9 QC	2026-01-28	2025-12-11		1935	2224,77
DT Île-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René-Lévesque Ouest, 25e étage H3B 5C9 QC	2025-06-23	2025-05-14	3	2895	3331,53
DT Île-de-Montréal	6200840003	385068	Drazin, Friedman	2021, avenue Union, suite 888 H3A 2S9 QC	2025-06-12	2024-07-24	135	3375	4015,41

DT Ile-de-Montréal	6201240006	948870	Francine Pager Notaire inc.	6192, av. François-Davignon H1M 3J5 QC	2025-07-17	2025-06-04	297,24	6195	7419,94
TOTAL DT Île-de-Montréal							435,24	16900	19866,03
DT Laurentides-Lanaudière	6201752087	1392988	Lassard Mailhot, Amélie (notaire et conseillère juridique)	129, terrasse Luce J5J 2G6 QC	2025-09-08	2025-08-04		1600	1839,6
DT Laurentides-Lanaudière	6201852032	1702278	Notaire Crabtree inc.	136, 8e Rue J0K 1B0 QC	2025-08-29	2025-08-19	319	1411,75	1942,16
DT Laurentides-Lanaudière	6201952024	460766	Gagnon Cantin Lachapelle Sasseville Riopel Hébert Lord, not. con s. jurid[senclr]	136, rue Saint-Jacques J0K 2R0 QC	2025-04-03	2025-03-31	144	2327,25	2819,75
DT Laurentides-Lanaudière	6201952025	460766	Gagnon Cantin Lachapelle Sasseville Riopel Hébert Lord, not. con s. jurid[senclr]	136, rue Saint-Jacques J0K 2R0 QC	2025-04-03	2025-03-24	140	1727,25	2125,9
DT Laurentides-Lanaudière	6202152009	460766	Gagnon Cantin Lachapelle Sasseville Riopel Hébert Lord, not. con s. jurid[senclr]	136, rue Saint-Jacques J0K 2R0 QC	2025-04-28	2025-04-08	142	1537,25	1909,45
DT Laurentides-Lanaudière	6202252020	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC	2025-06-27	2025-06-18	162	1802,25	2234,13
DT Laurentides-Lanaudière	6202252025	953179	Simard notaires inc.	250D3-2875, boulevard Laurier G1V 2M2 QC	2025-05-08	2025-05-06	142	2000	2441,5
DT Laurentides-Lanaudière	6202252028	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC	2025-07-29	2025-07-16	162	1802,25	2234,13
DT Laurentides-Lanaudière	6202252032	567588	Masse, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Ste-Anne Bureau 206 J6E 5A1 QC	2025-06-27	2025-06-20	153	892,25	1178,86
DT Laurentides-Lanaudière	6202252035	196495	Côté Taschereau Samson Demers S.E.N.C.R.L. Soc. notaires et c ons.juridiques	801, Grande Allée Ouest Bureau 110 G1S 1C1 QC	2025-06-03	2025-05-27	152	1602,25	1994,18
DT Laurentides-Lanaudière	6202252036	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC	2025-06-27	2025-06-19	162	1802,25	2234,13
DT Laurentides-Lanaudière	6202252039	1695649	DCA Services corporatifs inc.	611, boulevard de l'Industrie J0K 3E0 QC	2025-10-10	2025-10-02	159	1502,29	1886,25
TOTAL DT Laurentides-Lanaudière							1837	20007,04	24840,04
DT Métropolitaine de Montréal	6201684059	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2025-07-23	2024-11-25	138	1418,17	1768,54
DT Métropolitaine de Montréal	6201884002	748367	Gauthier, Louise (notaire)	328, rue Notre-Dame J6A 2S2 QC	2025-10-16	2025-09-30	140	750	1002,31
DT Métropolitaine de Montréal	6201984026	1092231	Voizard Rochon Notaires s.e.n.c.r.l.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 QC	2025-09-04	2025-09-03	644	3920,5	5151,6
DT Métropolitaine de Montréal	6202084002	725176	Étude de Me Christine Richer, notaires inc.	385, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier J3H 3P1 QC	2025-11-06	2025-11-05	151	1040	1346,74
DT Métropolitaine de Montréal	6202184016	1027493	Dubois & Joyal notaires inc.	302-365, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4T2 QC	2025-08-04	2025-07-03	320	2140	2780,47
DT Métropolitaine de Montréal	6202184017	531798	NotaireMartel inc.	351, rue Blain J3H 3B4 QC	2025-05-05	2025-04-22	430	2491,49	3294,6
DT Métropolitaine de Montréal	6202184023	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2026-01-26	2026-01-12	151	544,99	777,6
DT Métropolitaine de Montréal	6202184034	1420566	Couturier Hotte notaires inc.	2991, boul. de La Pinière J6X 4V5 QC	2025-04-22	2024-10-09	345,93	2051,25	2704,35
DT Métropolitaine de Montréal	6202184040	1032146	VSBN Notaires inc.	835, rue de Saint-Jovite J8E 3J8 QC	2025-05-22	2023-11-06	551,69	5049,7	6357,59
DT Métropolitaine de Montréal	6202184048	1057184	Savard Sauvé, notaires inc.	230-17, boulevard de la Cité-des-Jeunes Est J7V 0N3 QC	2025-09-15	2025-09-02	494	2545	3420,11
DT Métropolitaine de Montréal	6202184060	890511	Études des Notaires Major & ass. inc.	56, avenue de l'Église J0R 1R0 QC	2025-10-27	2025-10-27	168	1106,25	1439,92
DT Métropolitaine de Montréal	6202184061	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand-Brûlé J7N 2N5 QC	2025-06-05	2025-05-27		900	1034,78
DT Métropolitaine de Montréal	6202284007	1267402	Lavoie et Lavoie notaires inc.	3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T2Z5 QC	2025-10-27	2025-10-24	142	1300	1636,68
DT Métropolitaine de Montréal	6202284026	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notaire s.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel-Dieu J2S 5J9 QC	2026-01-14	2025-12-17		1108,2	1274,15
DT Métropolitaine de Montréal	6202384014	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques H2Y 1M6 QC	2025-06-26	2025-06-03	301	8927,5	10565,4
DT Métropolitaine de Montréal	6202384039	725176	Étude de Me Christine Richer, notaires inc.	385, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier J3H 3P1 QC	2025-05-06	2025-05-01	16	1239	1440,54
DT Métropolitaine de Montréal	6202484008	1027493	Dubois & Joyal notaires inc.	302-365, boul. Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4T2 QC	2026-01-14	2025-12-16	151	1178,9	1506,45
DT Métropolitaine de Montréal	6202484048	554798	Lévesque & associé s.e.n.c.r.l.	1088, rue Saint-Isidore, bureau 203 J5M 2V5 QC	2025-12-18	2025-12-11		2629,15	3022,87
DT Métropolitaine de Montréal	6202484056	1029316	Carrière-Marleau, Vachon Roy, notaires s.e.n.c.r.l.	505, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier J3G 4H8 QC	2025-10-20	2025-09-26	152	923,75	1214,08
TOTAL DT Métropolitaine de Montréal							4295,62	41263,85	51738,78
DT Monteregie	6201785005	78871	Léger, Nathalie (notaire) (002)	310, rue Danis J6S 1L9 QC	2025-06-16	2025-05-09	323,95	1965	2583,21
DT Monteregie	6201985003	76651	Me Céline Thibert, notaire	6955 boulevard Taschereau bureau 3 J4Z 1A7 QC	2025-08-27	2025-07-07	142	1587,5	1967,23
DT Monteregie	6201985007	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184, St-Joseph J0S 1V0 QC	2025-03-14	2024-11-18	297	2078,75	2687,05
DT Monteregie	6202085015	846073	Duquette, Sylvie (003)	15, rue Gale, C.P. 209 J0S 1K0 QC	2025-08-28	2025-02-04	198	1484,16	1904,42
DT Monteregie	6202185005	616510	Me René Therrien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 QC	2025-05-22	2025-04-29	138	1725	2121,32
DT Monteregie	6202185013	1726830	Denicourt, notaires et conseillers juridiques	1124, avenue de l'Union J0L 1T0 QC	2025-05-16	2025-05-05	144	700	948,83
DT Monteregie	6202185038	1768914	Gestion Amel Barkati inc.	100-450, rue Saint-Pierre H2Y 2M9 QC	2025-11-05	2025-10-31	239,24	1985,25	2521,78
DT Monteregie	6202185039	1384338	Format Légal notaires et conseillersjuridiques inc.	2-125, chemin Saint-Férol J7T 1M3QC	2025-11-25	2025-10-16	183	1875	2338,78
DT Monteregie	6202185043	1384338	Format Légal notaires et conseillersjuridiques inc.	2-125, chemin Saint-Férol J7T 1M3QC	2025-06-18	2025-06-02	155	2187,5	2670,09

DT Monteregie	6202285012	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC	2025-11-11	2025-09-12	304	1366,49	1875,12
DT Monteregie	6202385003	1039725	Éric Ferland, Notaire de famille inc.	242, rue Claude-De Ramezay J3M 1G3 QC	2025-10-29	2024-11-25	171	1050	1378,24
DT Monteregie	6202385043	1360475	Duquette, Sylvie (notaire)	12, rue Bridge J0S 1K0 QC	2025-11-03	2025-10-20	261	206,66	498,6
DT Monteregie	6202385043	1360475	Duquette, Sylvie (notaire)	12, rue Bridge J0S 1K0 QC	2025-09-02	2025-07-16	162	1837,16	2274,28
DT Monteregie	6202485004	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2025-07-04	2025-05-07	323	3000	3772,25
DT Monteregie	6202485019	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2025-07-23	2024-11-25	138	1334,08	1671,85
TOTAL DT Montérégie							3179,19	24382,55	31213,05
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348063	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2025-07-14	2025-06-11	162	3750	4473,56
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348063	810903	Notaires Pépin Montpetit inc.	530 rue Ellice J6N 1X9 QC	2025-07-14	2025-06-11	155	1575	1965,86
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448027	1412225	Myriam Van Wijk, notaire inc.	364, rue Saint-Jacques J0J 1L0 QC	2025-07-23	2025-07-03	33	900	1067,78
TOTAL DT Ouest-de-la-Montérégie									
DT Outaouais	6202156003	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme & Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	300-188, rue Montcalm J8Y 3B5 QC	2025-04-17	2025-02-26	138	1650	2035,09
TOTAL DT Outaouais							138	1650	2035,09
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616038	1076566	Lessard Conseils inc.	300-23, rue Racine Est G7H 1P4 QC	2025-09-30	2025-06-19	166	2675,5	3242,16
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616045	42323	Simard Boivin Lemieux s.e.n.c.r.l.	en fidéicommiss 1700, boulevard Talbot, bureau 420 G7H 7Y1 QC	2025-05-08	2025-03-31	138	2782,5	3337,18
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616053	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2025-11-03	2019-10-31	131	998,5	1279,03
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016036	1702639	Gauthier Bédard Avocats inc.	364, rue Racine Est G7H 1S6 QC	2025-11-24	2025-11-20	227,17	3003	3679,87
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016040	903844	NDA Notaire Jonquière inc.	2136, rue Saint-Dominique G7X 6M9QC	2025-09-11	2024-12-05	247	594,67	930,72
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016040	903844	NDA Notaire Jonquière inc.	2136, rue Saint-Dominique G7X 6M9QC	2025-07-22	2024-12-05	27	4149,5	4797,89
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016040	903844	NDA Notaire Jonquière inc.	2136, rue Saint-Dominique G7X 6M9QC	2025-09-11	2024-12-05	141	704,33	950,81
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016043	1394840	CSM Notaires inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 QC	2025-12-03	2025-11-26	142	1035,5	1332,57
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016044	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	1067, boulevard Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2025-05-22	2025-05-15	138	2642,35	3176,04
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016046	1506264	Perron & Ouellet Notaires inc.	206-1390, boulevard Wallberg G8L 0H9 QC	2025-12-03	2025-09-30	932,5	4825	6480,04
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016047	1394840	CSM Notaires inc.	1452, boulevard Wallberg G8L 1H4 QC	2025-06-23	2025-06-11	156	1527,5	1912,25
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116005	1109406	Trivium avocats notaires conseils	393, rue Racine Est G7H 1T2 QC	2025-10-03	2025-09-03	138	1702,25	2095,16
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116019	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	1067, boulevard Sacré-Coeur G8K 1R3 QC	2025-05-22	2025-05-15	138	3290,04	3920,72
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116023	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2025-04-03	2025-02-27	143	1755	2160,81
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116026	1466899	De Champlain Tremblay Racine, notaire inc.	2300, boulevard René-Lévesque G7S 5Y5 QC	2025-12-09	2025-11-12	168	1037,5	1360,87
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202116041	42323	Simard Boivin Lemieux s.e.n.c.r.l.	106-1150, boulevard Saint-Félicien G8K 2W5 QC	2025-10-23	2025-10-22	142	2751	3304,96
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316011	1076566	Lessard Conseils inc.	300-23, rue Racine Est G7H 1P4 QC	2025-11-05	2024-12-19	154	2015	2470,75
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316035	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2025-05-01	2025-03-31	401	1892,98	2577,45
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202316038	1382592	LGML notaires inc.	135D, boulevard de Mortagne J4B 6G4 QC	2025-04-15	2025-03-25	142	1050	1349,24
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202416003	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2025-11-05	2025-10-01	142,5	1192,5	1513,58
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202416018	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2025-11-21	2025-11-13	142	1605	1987,35
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202416019	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2025-11-21	2025-11-13	142	1605	1987,35
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202416021	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M8 QC	2025-11-21	2025-11-13	148	1605	1993,35
TOTAL DT Saguenay Lac-Saint-Jean-Est							4446,17	46439,62	57840,15
Région de la Mauricie	6201728002	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	711, boulevard Saint-Laurent Ouest J5V 1K9 QC	2025-08-04	2025-01-23		800	919,8
Région de la Mauricie	6201828007	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	711, boulevard Saint-Laurent Ouest J5V 1K9 QC	2025-08-04	2025-05-28	303	2561,5	3248,09
Région de la Mauricie	6202028009	1746500	Me Patricia De Charette, notaire	677, rue Notre-Dame, bureau 2 G0X 1E0 QC	2025-06-11	2025-03-03	12,65	441	519,69
Région de la Mauricie	6202028009	1746500	Me Patricia De Charette, notaire	677, rue Notre-Dame, bureau 2 G0X 1E0 QC	2025-06-05	2025-03-03	22	420	504,9
Région de la Mauricie	6202028009	1746500	Me Patricia De Charette, notaire	677, rue Notre-Dame, bureau 2 G0X 1E0 QC	2025-09-15	2025-02-28	155,65	2800	3374,95
Région de la Mauricie	6202028031	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-08-12	2025-08-11		2100	2414,48
Région de la Mauricie	6202028032	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-08-12	2025-08-11		1935	2224,77
Région de la Mauricie	6202028032	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-08-12	2025-08-11		1878,75	2160,1
Région de la Mauricie	6202128007	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-09-30	2025-06-25	10	1542,5	1783,49
Région de la Mauricie	6202128010	822369	Me Élise Villemure notaire inc.	506, rue Bonaventure G9A 2B4 QC	2025-09-29	2024-10-17	395	780	1291,81

Région de la Mauricie	6202128012	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-10-20	2025-10-09	6	1648,5	1901,37
Région de la Mauricie	6202128017	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	505, rue des Forges, bureau 120 G9A 2H6 QC	2025-08-04	2025-02-17	309	2282,5	2933,31
Région de la Mauricie	6202128020	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	711, boulevard Saint-Laurent Ouest J5V 1K9 QC	2025-04-08	2025-03-14	152	1897,5	2333,66
Région de la Mauricie	6202128020	1064482	Me Josée Packwood, notaire inc.	102-290, rue St-Joseph G9X 3Z8 QC	2023-11-23	2023-08-09	8	1000	1157,75
Région de la Mauricie	6202128021	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2025-09-08	2025-02-06	219	1876,25	2376,22
Région de la Mauricie	6202128031	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires inc.	202-10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC	2025-05-14	2024-10-27	548	2092,5	2953,86
Région de la Mauricie	6202128040	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	711, boulevard Saint-Laurent Ouest J5V 1K9 QC	2025-08-04	2025-06-13	320	2302	2966,72
Région de la Mauricie	6202128041	913262	Gervais Bélanger Marchildon, notaires s.e.n.c.r.l.	340, rue St-Jacques G0X 3G0 QC	2025-09-22	2024-10-31	148	1299,25	1641,81
TOTAL Région de la Mauricie							2608,3	29657,25	36706,78
Région du centre du Québec	6201824023	1259137	Côté Béchar Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2025-05-20	2024-04-16	295	2910,35	3641,18
Région du centre du Québec	6201924020	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 QC	2025-07-28	2024-12-13	3	75	89,23
Région du centre du Québec	6201924020	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 QC	2025-07-28	2024-12-13	1	150	173,46
Région du centre du Québec	6201924021	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 QC	2025-07-28	2024-12-10	127	150	299,46
Région du centre du Québec	6201924021	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 QC	2025-07-28	2024-12-10	256	75	342,23
Région du centre du Québec	6201924021	270952	Fréchette, Marie (notaire)	145, boul. Jutras Est, local 1 G6P 4L8 QC	2025-08-04	2024-12-10	9	300	353,93
Région du centre du Québec	6202024001	1174418	Groupe RDL Solutions Juridiques inc.	296, rue Notre-Dame Est G6P 4A3 QC	2025-09-22	2023-12-20	16	1043	1215,19
Région du centre du Québec	6202024002	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	94, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J3 QC	2025-10-15	2025-10-08	218,9	2175	2719,61
Région du centre du Québec	6202124007	1746371	Noémi Drolet notaire inc.	58, boulevard Labbé Sud G6S 1B5 QC	2025-08-11	2025-04-10	148	2416,25	2926,08
TOTAL Région du centre du Québec							1073,9	9294,6	11760,37
Service expertise immobilière	6201468014	1276855	Equipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W1 QC	2025-04-10	2025-04-10	324	1867,34	2470,98
Service expertise immobilière	6201468016	487981	Ross Boudreau notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étage G5L 1M9 QC	2025-04-15	2025-04-15	156	1149,85	1478,04
Service expertise immobilière	6201768096	693161	Prévost notaires inc.	100-255, rue Saint-Jacques H2Y 1M6 QC	2024-06-27	2024-06-03	18,19	3007,5	3476,07
Service expertise immobilière	6201968045	59496	Me Pierre Péladeau (notaire et conseiller juridique)	210, rue Saint-Jacques J5R 1G3 QC	2025-07-15	2025-04-28	142	900	1176,78
Service expertise immobilière	6201968049	846754	Services professionnels Poulin inc.	228, Proulx, bureau 101 G1M 1W7 QC	2025-12-15	2025-12-03	146	1768,33	2179,14
Service expertise immobilière	6201968077	1202066	Cavaleri Donatelli notaires inc.	5270, rue Jean-Talon Est H1S 1L3 QC	2025-12-10	2025-11-12		900	1034,78
Service expertise immobilière	6202068049	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC	2025-04-25	2025-04-30	0	1200	1379,7
Service expertise immobilière	6202268019	1407655	Me Audrey Fortin notaire inc.	540, rue Sacré-Coeur Ouest, bureau 5 G8B 1M2 QC	2025-08-21	2025-07-09	156	3303,33	3954,01
Service expertise immobilière	6202268031	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2025-12-09	2025-11-30	142	3018,5	3612,53
Service expertise immobilière	6202368009	28560	Lafontaine L'Heureux & associes, s.e.n.c.r.l.	905, avenue du Palais J2S 5C6 QC	2025-04-11	2025-04-11	140	1552,5	1924,99
Service expertise immobilière	6202368034	634295	Raymond, Benoit, Notaire	2424, rue King Ouest, bureau 110 J1J 2E8 QC	2025-08-15	2025-08-15	188	1644	2078,19
Service expertise immobilière	6202468009	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	1191, boulevard Lafleche G5C 1E1 QC	2025-09-16	2025-08-26	152	2327,5	2828,05
TOTAL Service expertise immobilière							1564,19	22638,85	27593,26
GRAND TOTAL							71529,41	688678,73	863338,17

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **51**

Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la Justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.

Aucun.

Question **52**

Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.

Fonds Accès Justice

Centres Info justice ¹	Loyer (\$)	Masse salariale (\$)	Autre dépense de fonctionnement ² (\$)
Abitibi-Témiscamingue	68 500	377 383	4 467
Bas-Saint-Laurent	99 941	496 468	36 670
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	134 540	942 069	80 003
Centre-du-Québec	62 820	363 842	18 264
Côte-Nord	46 600	381 801	52 143
Estrie	66 550	543 103	21 021
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	32 000	473 675	90 422
Montréal	88 942	1 201 997	57 427
Laval – Laurentides –Lanaudière	47 449	1 034 594	187 718
Mauricie	61 334	548 772	10 774
Montérégie	108 521	823 479	0
Pisugatiigittut (Société Makivik) ³	50 700	641 866	0
Outaouais	72 528	433 596	28 735
Saguenay-Lac-Saint-Jean	48 400	546 454	52 847

¹ Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

² Les montants accordés tiennent compte de la récupération des surplus cumulés prévus à la convention d'aide financière.

³ Anciennement connu sous le nom de « Centre de justice de proximité Nunavik ».

Question **53**

Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.

Fonds Accès Justice

Centres info justice ¹	Permanent ²	Occasionnel ²	Bénévole ³
Abitibi-Témiscamingue	4	0	0
Bas-Saint-Laurent	6	0	0
Centre-du-Québec	4	0	0
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	11	1	0
Côte-Nord	4	1	0
Estrie	5	2	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5	0	0
Laval-Laurentides-Lanaudière	10	3	0
Mauricie	6	0	5
Montréal	10	1	0
Montréal	14	0	7
Pisugatiigiittut (Société Makivik) ⁴	5	0	0
Outaouais	5	0	12
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	1	0

¹ Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

² Le nombre d'employés ne tient pas compte des postes étudiants.

³ Le nombre de bénévoles ne tient pas compte des administrateurs.

⁴ Anciennement connu sous le nom « Centre de justice de proximité Nunavik ».

Question **54**

Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2025-2026.

Fonds Accès Justice

Nombre de services rendus¹

Centres Info justice ²	Information juridique	Services juridiques ³	Séance d'information
Abitibi-Témiscamingue	164	136	2 séances 75 participants
Bas-Saint-Laurent	1 131	116	18 séances 468 participants
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	873	2 597	14 séances 263 participants
Centre-du-Québec	808	134	1 séance 17 participants
Côte-Nord	508	151	39 séances 225 participants
Estrie	1 636	177	11 séances 405 participants
Gaspésie-Îles-de-la Madeleine	670	136	21 séances 238 participants
Laval-Laurentides-Lanaudière	1 516	424	36 séances 980 participants
Mauricie	1 494	140	33 séances 805 participants
Montréal	1 570	593	38 séances 592 participants
Montréal	3 922	549	18 séances 595 participants
Pisugatiittut (Société Makivik) ⁴	750	s.o.	s.o.
Outaouais	1 240	776	57 séances 470 participants
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 225	91	29 séances 543 participants
National ⁵	s.o.	s.o.	36 séances 581 participants

¹ Données du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

² Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

³ Les services juridiques sont en déploiement progressif depuis la fin de l'exercice financier 2024-2025 et ce déploiement se poursuivra au cours de l'exercice financier 2025-2026.

⁴ Anciennement connu sous le nom « Centre de justice de proximité Nunavik ».

⁵ Cette appellation est utilisée pour répertorier les activités faites de façon nationale.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **58**

Pour 2024-2025 et 2025-2026, le temps d'utilisation des salles de Cour de chaque palais de Justice.

Le nombre d'heures d'utilisation des salles d'audience est calculé à partir des séances tenues et enregistrées du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Palais de justice	Nombre d'heures
Alma	729
Amos	1 044
Amqui	322
Baie-Comeau	1 298
Campbell's Bay	179
Carleton	110
Chibougamau	329
Chicoutimi	3 039
Cowansville	656
Dolbeau-Mistassini	109
Drummondville	2 254
Forestville	206
Gaspé	88
Gatineau	8 241
Granby	3 067
Havre-Aubert	128
Joliette	5 859
La Malbaie	532
La Sarre	340
La Tuque	286
Lac-Mégantic	314
Laval	6 852
Longueuil	9 951
Maniwaki	659
Matane	348
Mont-Laurier	1 001
Montmagny	905
Montréal ¹	55 065
Montréal - Chambre de la jeunesse	7 141
New Carlisle	495
Percé	691
Québec	18 628
Rimouski	1 966
Rivière-du-Loup	1 901
Roberval	1 027
Rouyn-Noranda	988
Saint-Hyacinthe	3 266
Saint-Jean-sur-Richelieu	2 350
Saint-Jérôme	10 634
Saint-Joseph-de-Beauce	1 825
Sainte-Agathe-des-Monts	16
Sainte-Anne-des-Monts	287

Question **58**

Suite

Palais de justice	Nombre d'heures
Salaberry-de-Valleyfield	5 193
Senneterre	37
Sept-Îles	1 280
Shawinigan	1 466
Sherbrooke	6 107
Sorel-Tracy	4 319
Thetford Mines	867
Trois-Rivières	4 239
Val-d'Or	1 993
Victoriaville	1 343
Ville-Marie	470

¹ Incluant les deux salles du Centre judiciaire Gouin.

Note : Le calcul du nombre d'heures d'utilisation est basé sur les données colligées par les greffes concernant principalement les activités de la Cour du Québec et de la Cour supérieure du Québec. Le calcul ne tient pas compte des salles de conférences de règlement à l'amiable ni de celles temporaires ou ajoutées en cours d'année. Les salles de la Cour d'appel sont aussi exclues.

Question **64**

Pour 2024-2025 et 2025-2026, le délai médian dans les greffes pour obtenir un jugement par un greffier dans une affaire non contentieuse.

Le Ministère n'a pas à ce jour défini de méthodologie de calcul propre à l'indicateur demandé.

Question **67**

L'état d'avancement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et les prévisions pour 2026-2027.

Au 31 janvier 2026, le tribunal spécialisé a été déployé dans 26 des 36 districts judiciaires du Québec :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummonville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières
Iberville	St-Jean-sur-le-Richelieu
Abitibi	Amos, Val-d'Or, Senneterre, La Sarre
Témiscamingue	Ville-Marie
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Montréal	Montréal
Joliette	Joliette

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ ont été prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été autorisé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois » afin de poursuivre le déploiement du tribunal spécialisé. En outre, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit un budget de 31,7 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2025-2026, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 41,0 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives au tribunal spécialisé dans les districts judiciaires où il a déjà été déployé, ainsi que pour l'embauche des ressources nécessaires à la poursuite de son déploiement. Plus précisément, en 2025-2026, ce financement se compose de 20,0 M\$ provenant de la mesure budgétaire, de 10,1 M\$ issus de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ainsi que d'un report de 10,9 M\$ provenant de l'exercice financier 2024-2025 dans le cadre de ce même Accord.

Du financement total prévu en 2025-2026, 24,2 M\$ sont prévus être alloués aux partenaires contribuant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé, soit :

- Les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour le programme de chiens d'assistance judiciaire;
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- La Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a, quant à lui, bénéficié d'un financement de 14,7 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, l'équipe projet responsable du déploiement du tribunal spécialisé, l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes ainsi que la formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé. Par ce financement, les services de justice ont obtenu un rehaussement à la hauteur de 18,2 ETC qui a permis de financer, en partie, l'ajout de 22 ressources visant à soutenir la mise en œuvre efficace ainsi que le bon fonctionnement du tribunal spécialisé, notamment pour le déroulement des audiences.

Dans chacun des districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle :

- Embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison au CAVAC;
- Embauche de procureurs dédiés aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Formation spécialisée destinée aux intervenants sociojudiciaires de liaison du CAVAC sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale (coordination des services, évaluation des besoins et appréciation du risque);
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale ;
- Accompagnement des personnes victimes, en soutien vertical, par des intervenant(e)s CAVAC formées aux nouvelles pratiques;
- Accompagnement des personnes victimes par des procureurs, en poursuite verticale ;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants.

État de situation :

- Création de 57 postes au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces embauches permettent un meilleur accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, par la mise en place d'une équipe de procureurs dédiés travaillant en poursuite verticale, c'est-à-dire qu'un même procureur accompagne la personne victime tout au long de son parcours judiciaire;
- Création de 85 postes d'intervenants sociojudiciaires de liaison dans les CAVAC. Ces intervenants travaillent en équipe avec les autres intervenants du CAVAC afin d'offrir un accompagnement et un soutien psychosocial tout au long du parcours de la personne victime, évaluer ses besoins et sa sécurité, le cas échéant ainsi que coordonner les services et les interventions autour d'elle;
- Le protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC est en place dans tous les districts judiciaires où le tribunal spécialisé a été lancé et permet de répondre au besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à la sécurité de la personne victime et de ses enfants. Ce protocole permet un référencement par l'intervenant du CAVAC vers un avocat désigné, dans chacun des bureaux d'aide juridique. 22 postes ont d'ailleurs été créés à la Commission des services juridiques pour permettre la mise en œuvre de ce protocole;
- Plus de 11 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé dans les districts judiciaires visés. La formation spécialisée « Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison » a été suivie par 284 personnes dans les districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé. La formation porte sur les nouvelles fonctions de l'intervenante sociojudiciaire de liaison dans le contexte du tribunal spécialisé et est d'une durée de trois jours complets;
- Neuf chiens d'assistance judiciaire se sont joints aux équipes des CAVAC de la Montérégie, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, de Laval, de l'Estrie, de la Capitale-Nationale et du Saguenay-Lac-St-Jean. Ces chiens d'assistance visent à mieux soutenir les personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante;

Question **67**

Suite

- Dans l'ensemble des districts judiciaires où le tribunal spécialisé est déployé, des aménagements sont réalisés au sein des palais de justice afin d'offrir aux personnes victimes de lieux sécuritaires, sécurisants et chaleureux. Ces travaux sont d'envergure et peuvent s'échelonner sur plusieurs années. Des améliorations sont toutefois rapidement mises en place afin de permettre l'offre des services prévus au tribunal spécialisé dans un cadre adéquat.

Question **68**

Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.

Délai médian de fermeture des causes criminelles (en jours)

District judiciaire	Délai médian
Abitibi	304,0
Alma	224,0
Arthabaska	398,0
Baie-Comeau	340,0
Beauce	233,5
Beauharnois	258,5
Bedford	315,0
Bonaventure	265,5
Charlevoix	313,0
Chicoutimi	284,0
Drummond	262,0
Frontenac	273,0
Gaspé	265,0
Gatineau	274,0
Iberville	336,0
Joliette	326,5
Kamouraska	322,0
Labelle	232,5
Laval	344,0
Longueuil	347,0
Mégantic	271,5
Mingan	361,0
Montmagny	260,5
Montréal	355,0
Pontiac	343,0
Québec	350,0
Richelieu	277,0
Rimouski	286,0
Roberval	194,0
Rouyn-Noranda	345,0
Saint-François	277,0
Saint-Hyacinthe	276,0
Saint-Maurice	298,0
Témiscamingue	288,0
Terrebonne	324,0
Trois-Rivières	306,0
Ensemble du Québec	314,0

Source : Système de gestion des causes criminelles (Plumitif M013).

La notion de cause correspond à une dénonciation et un accusé.

Le délai médian d'une cause criminelle est mesuré en jours à partir de la date du dépôt des accusations jusqu'à la date de fermeture d'une cause. Le délai médian permet d'établir que 50 % des causes criminelles ont un délai inférieur au résultat présenté. La date de fermeture correspond à la date du prononcé de la sentence pour les causes où l'accusé a plaidé coupable ou a été reconnu coupable. Pour les causes où l'accusé a plaidé non-coupable ou que les accusations se sont conclues par un verdict autre que coupable, la date de fermeture correspond à la date de décision rendue par le juge. Les causes de juridiction 01 ont été retenues et les causes transférées dans d'autres districts judiciaires sont comptabilisées une fois. Le délai représente des causes criminelles fermées par la Cour du Québec et par la Cour supérieure du Québec et exclut les causes criminelles entendues par les cours municipales.

Question **70**

Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs).

D'avril 2022 à avril 2025, une employée inuite était affectée dans le Nord-du-Québec, soit à Kuujuaq. Il s'agissait d'une employée occasionnelle. Elle n'est plus à l'emploi du ministère depuis le 7 avril 2025. En ce qui concerne les interprètes, ils agissent de façon indépendante par le biais de contrats de service.

Cette région est desservie par la cour itinérante.

Le MJQ finance jusqu'à 7 postes de conseillers parajudiciaires œuvrant tant à la Chambre criminelle et pénale qu'en Chambre de la jeunesse auprès des familles. Ceux-ci sont à l'emploi de la Société Makivik.

Question **71**

L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2025-2026 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2026-2027.

Les projets suivants ont été réalisés au cours de l'année 2025-2026 en date du 31 janvier 2026, afin de continuer le virage numérique du système de justice:

- Mesure d'accompagnement aux services numériques Lexius pour le citoyen dans l'obligation d'utiliser Lexius;
- Service numérique de dépôt d'une procédure introductive d'instance en ligne pour les procédures en actions collectives intégré à Lexius;
- Service numérique de dépôt d'une procédure en cours d'instance pour les procédures en actions collectives intégré à Lexius;
- Consultation en ligne du dossier judiciaire numérique en actions collectives pour les avocats identifiés au dossier intégrée à Lexius;
- Services de dépôts de documents sur support technologique pour les comparutions et les enquêtes sur remise en liberté sur semaine;
- Service de témoignage à distance lors des audiences virtuelles liées à l'étape de l'EML sur semaine;
- Déploiement de la solution portant sur la gestion des assignations à la Cour du Québec;
- Déploiement d'équipements en salle d'audience pour le juge et le greffier-audiencier pour faciliter l'audience avec un dossier judiciaire numérique en matière civile (procédures non-contentieuses et actions collectives).

Question **73**

Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque ainsi que les districts concernés.

En 2025-2026, 23 causes criminelles avec un arrêt des procédures pour délais déraisonnables sur au moins un chef d'infraction demandé par la défense et autorisé par un juge ont été comptabilisées.

Nombre d'arrêts de procédure avec un arrêt de procédure pour délais déraisonnables demandés par la défense et accordé par un juge sur au moins un chef d'accusation, par district judiciaire

District judiciaire	Nombre
Abitibi	5
Baie-Comeau	1
Mégantic	2
Mingan	2
Montréal	2
Richelieu	1
Rimouski	1
Rouyn-Noranda	1
Saint-François	6
Témiscamingue	1
Terrebonne	1
Total	23

1. Recommandations de "Rebâtir la confiance"

Le rapport « Rebâtir la confiance » propose 190 recommandations visant à améliorer l'accompagnement psychosocial et judiciaire des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ainsi que leur accès à la justice. Les actions structurantes relevant du ministère de la Justice pour améliorer cet accompagnement ont été intégrées à la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027, annoncée le 20 juin 2022.

Le tableau suivant brosse le portrait des travaux relatifs aux recommandations du rapport Rebâtir la confiance :

#	Recommandations terminées (22)
7	Adopter une directive voulant que les besoins d'accompagnement d'une personne mineure puissent être offerts avec le consentement d'un seul des deux parents.
25	Octroyer à toutes les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale le droit à quatre heures de conseils juridiques gratuits, dans tous les domaines du droit, et ce, indépendamment de leur revenu.
26	Octroyer à toute personne victime le droit d'être représentée gratuitement par avocat lorsque l'accusé souhaite déposer une preuve relative à son passé sexuel ou accéder à un de ses dossiers privés en mains tierces.
27	Offrir aux personnes victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale un accès élargi à l'aide juridique dans les sphères du droit autres que celles du droit criminel.
64	Modifier le Code criminel pour prévoir que le juge doit, sur demande, ordonner des mesures d'aide au témoignage aux adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, sauf s'il est d'avis que cela nuirait à la bonne administration de la justice.
67	Élaborer, en partenariat avec les acteurs judiciaires concernés, un code de conduite relatif à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
76	Offrir une formation continue sur les facteurs de risque d'homicide ou de blessures graves à tous les professionnel.le.s et tous les intervenant.e.s qui interagissent régulièrement avec les personnes victimes de violence conjugale.
81	Prévoir que dans un contexte d'urgence, les personnes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle reçoivent les services publics nécessaires même lorsqu'elles ne peuvent présenter des papiers d'identité ou autre documentation.
83	Encourager l'utilisation d'autres moyens technologiques susceptibles d'améliorer la sécurité des personnes victimes et prévoir que les frais afférents soient remboursés rapidement et facilement par l'IVAC.
88	S'assurer que les victimes et les intervenants soient informés des avantages et des inconvénients du recours à une ordonnance civile de protection.
129	Modifier le Code civil du Québec pour assurer une prise en compte de la violence conjugale dans la détermination du « meilleur intérêt » de l'enfant, en droit de la famille.
130	Tenir compte des problématiques de l'agression sexuelle et de la violence conjugale lors de la réforme prochaine de la législation en droit de la famille.
131	Étudier l'opportunité de mettre sur pied un programme volontaire de facilitation familiale adapté aux situations de violence conjugale. Cette étude se fera en collaboration avec des partenaires et organismes d'aide aux personnes victimes.
135	Revoir et simplifier le processus de résiliation de bail en raison de violence conjugale ou d'agression sexuelle prévu à l'article 1974.1 du Code civil du Québec.
136	Prévoir que la résiliation du bail prend effet lors de l'acceptation de la demande par l'officier public (analyse complétée).
142	Réviser en profondeur la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et le fonctionnement de l'organisme chargé de l'appliquer, en accordant une attention particulière aux difficultés rencontrées par les personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
146	Modifier la règle de la pertinence de la preuve de manière à exclure l'introduction des mythes et préjugés dans l'évaluation de la crédibilité de la victime d'agression sexuelle ou de violence conjugale.

Question **75**

Suite

#	Recommandations terminées (22)
149	Examiner la faisabilité et l'opportunité de la mise en place d'un Tribunal Unifié de la Famille au Québec dans le cadre de la réforme en droit de la famille.
151	Modifier l'article 37 du Code de procédure civile du Québec pour accorder à la Cour du Québec le pouvoir d'accorder une pension alimentaire ou une prestation compensatoire, et faire connaître et encourager l'utilisation de ce nouveau pouvoir par les citoyens et les avocats.
153	Créer le poste de coordonnateur judiciaire afin d'améliorer la circulation de l'information entre les tribunaux, la coordination des dossiers et la cohérence des décisions rendues.
178	Instaurer un Bureau de l'Ombudsman québécois des victimes d'actes criminels pour actualiser et consolider les droits et recours enchâssés dans la Charte canadienne des droits des victimes.
182	Entreprendre la révision de la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels afin qu'elle soit modernisée et harmonisée avec la Charte canadienne des droits des victimes.

#	Recommandations en continu ¹ (20)
1	Fournir à la personne victime d'agression sexuelle et de violence conjugale un soutien psychosocial/judiciaire dès le moment où elle dévoile les agressions subies et ce, qu'elle décide ou non de dénoncer le crime aux autorités policières.
2	Maintenir le soutien psychosocial/judiciaire de la personne victime à travers l'ensemble des procédures judiciaires.
3	Accorder aux organismes d'aide aux personnes victimes le financement nécessaire à la réduction des listes d'attente et à la bonification des services d'accompagnement psychosocial/judiciaire, et ce, dans toutes les régions du Québec.
6	Développer davantage l'offre d'accompagnement des personnes mineures exposées à la violence conjugale ou victimes de crimes sexuels.
10	Bonifier les lignes SOS Violence conjugale et Info-aide violence sexuelle en octroyant les ressources nécessaires à l'amélioration de l'écoute, de l'information et du référencement et accroître la promotion de ces lignes d'appel afin de mieux les faire connaître de la population en général et plus particulièrement des personnes victimes, de leurs proches et des personnes intervenant auprès d'elles.
16	Développer des services culturellement pertinents en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale pour les Autochtones vivant en communautés ou en milieu urbain.
18	Offrir des processus de justice réparatrice aux victimes autochtones adultes de violence conjugale et d'agression sexuelle, tant en amont du système judiciaire (participation citoyenne volontaire, programme de mesures de rechange), que dans le cadre de la détermination et de l'exécution de la peine.
20	Assurer une meilleure représentation du personnel autochtone, notamment par l'embauche de personnes autochtones au sein des organismes d'aide et du système judiciaire.
31	Offrir à tous les avocats(es) inscrits(es) dans cette banque d'avocat(es), indépendamment de leur champ d'expertise, une formation pertinente et continue en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
60	Implanter dans toutes les régions de la province le programme enfant-témoin, qui permet de préparer les enfants à rendre témoignage tout en évitant d'aborder les faits de la cause.
61	Développer et implanter pour les adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, un programme similaire au programme enfant-témoin, et ce, dans toutes les régions de la province.
95	Communiquer clairement les conditions imposées à l'accusé à la personne victime et s'assurer qu'elle comprend bien ces conditions et qu'elle sait comment signaler leur non-respect.
96	Fournir à la personne victime un document (aide-mémoire) sur les démarches à entreprendre en cas de non-respect par l'accusé des conditions qui lui sont imposées.
147	Recenser et évaluer les programmes de justice réparatrice qui s'adressent aux personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale pour s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités de ces formes de criminalité, qu'ils assurent la sécurité des personnes victimes et qu'ils répondent à leurs besoins.

Question **75**

Suite

#	Recommandations en continu ¹ (20)
161	Offrir à tous ceux qui œuvrent au tribunal spécialisé, allant des officiers de justice aux intervenants(es) spécialisés(es), une formation spécifique et continue sur les problématiques des agressions sexuelles et de la violence conjugale.
176	Mettre en place des mécanismes simples et rapides et des outils permettant d'accueillir et de traiter les plaintes formulées par les personnes victimes lorsqu'elles considèrent que leurs droits à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement n'ont pas été respectés.
177	Assurer la reddition de compte et l'évaluation annuelle du traitement et du suivi accordé aux plaintes reçues.
179	Promouvoir l'information sur les droits et recours des personnes victimes par divers moyens, afin de rejoindre un plus grand nombre de victimes ainsi que le public en général.
180	Soutenir et encourager la promotion de la Charte canadienne des droits des victimes ainsi que des mesures, services et programmes permettant aux personnes victimes d'accéder à leurs droits et recours.
181	Reconnaître et soutenir financièrement les initiatives permettant d'assurer et de consolider la mise en œuvre de la Charte canadienne des droits des victimes.

#	Recommandations en cours ¹ (42)
11	Procéder à l'évaluation des services de traducteurs et d'interprètes afin de s'assurer de leur neutralité et de la qualité de leur formation, y compris en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale et constituer une banque de traducteurs et d'interprètes accrédités, disponibles dans toutes les régions du Québec, qui sera tenue à jour.
12	Instaurer un Fonds d'urgence pour combler les besoins essentiels des personnes victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle en situation d'urgence.
14	Accorder un soutien financier aux initiatives d'intégration des services émanant de la communauté.
15	Mettre en place un projet pilote de centre de services intégrés pour les victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, sous la supervision du Secrétariat à la coordination et l'intégration des actions en matière de violences sexuelles et conjugales.
19	Adopter le principe directeur de valorisation et de sécurisation culturelle, nécessaire pour favoriser l'accès à la justice des Autochtones, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés.
21	Prévoir que les lignes générales de référencement développent une offre de services culturellement sécurisante.
23	Offrir à tous les juges et procureurs appelés à travailler avec des justiciables et des victimes issues des communautés autochtones une formation régulière.
24	Créer un Centre intégré de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et violence conjugale au sein du Tribunal spécialisé en agressions sexuelles et violence conjugale.
28	Assurer dans les organismes d'aide aux victimes, une présence régulière et suffisante d'avocats dédiés de l'aide juridique et de procureurs dédiés du Directeur des poursuites criminelles et pénales afin de combler les besoins de formation des intervenants et de répondre à leurs questions juridiques spécifiques, de même qu'à celles des personnes victimes.
29	Constituer une section spécialisée en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale au sein des bureaux d'aide juridique.
30	Constituer une banque d'avocats spécialisés en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, la structurer en fonction des domaines de droit/mots-clés employés par les personnes victimes et assurer sa mise à jour.
68	S'assurer que les premiers intervenants qui entrent en contact avec la victime l'informent de la mesure de dédommagement, l'aident à documenter les dommages qu'elle a subis et les portent à la connaissance du poursuivant.
69	S'assurer de la mise en place de mesures visant à réduire au maximum les délais à toutes les étapes judiciaires dans les dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.

Question **75**

Suite

#	Recommandations en cours ¹ (42)
82	S'assurer que les personnes victimes puissent bénéficier gratuitement d'outils d'intervention rapide, tel le téléphone grave danger, pour contribuer à assurer leur sécurité.
92	S'assurer qu'un responsable désigné communique avec les personnes victimes, dans les meilleurs délais et jamais au-delà d'un maximum de 24 h suivant la remise en liberté, pour les informer des conditions imposées par le tribunal.
93	Favoriser l'utilisation de moyens de communication qui utilisent la technologie actuelle (texto, courriel, etc.) pour rejoindre rapidement les personnes victimes.
94	S'assurer que la communication des conditions imposées à l'accusé puisse se faire par voie électronique auprès des personnes victimes qui disposent de ce moyen de communication.
99	Mettre en place dans tous les palais de justice des mesures d'accueil et d'accompagnement des personnes victimes afin de leur procurer un sentiment de protection.
100	Prévoir que le CAVAC informe le greffier des personnes victimes présentes dans leurs locaux et que celles-ci soient appelées discrètement par téléphone plutôt que par un interphone entendu dans tout le palais de justice.
101	S'assurer que la salle réservée aux personnes victimes soit accessible à tous les organismes d'aide, et aménagée pour y accueillir également les intervenants et les personnes de confiance qui accompagnent les victimes.
102	Doter tous les palais de justice et tous les points de services d'un nombre suffisant de dispositifs d'aide au témoignage (témoignage à distance, écran, dispositif où la victime ne voit pas l'accusé, etc.) ainsi que de salles permettant à la victime de témoigner à distance.
119	S'assurer que la déclaration de la victime sur les conséquences du crime préparée pour la cour criminelle est systématiquement transmise à la CLCQ et au Service correctionnel du Québec.
144	S'assurer que les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale aient accès à des salles d'attente séparées dans toutes les institutions juridiques concernées.
145	S'assurer que les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale aient accès à des mesures d'aide au témoignage, dans toutes les sphères du droit.
148	Travailler en collaboration avec des experts autochtones de la justice réparatrice dans ce processus de recension et d'évaluation des programmes de justice réparatrice existants, afin de bénéficier de leur expertise en ce domaine.
155	Soutenir les mesures de communication et de coordination mises en place par des moyens technologiques développés en symbiose avec le projet de « Transformation Organisationnelle de la Justice ».
156	Instaurer un Tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale au sein de la Cour du Québec.
157	Déployer le tribunal spécialisé à l'échelle provinciale pour desservir toutes les régions en s'adaptant aux réalités urbaines et régionales.
158	Assurer un environnement sécuritaire et accueillant pour les personnes victimes et leurs proches et leur offrir des installations physiques minimisant les contacts avec l'accusé.
159	Réserver des salles d'audience sécurisantes pour les personnes victimes, avec des rôles dédiés aux dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
160	Rendre disponibles les dispositifs d'aide au témoignage dans tous les palais de justice et points de service.
166	Doter le tribunal spécialisé de postes de coordonnateur judiciaire pour assurer la circulation de l'information pertinente entre les différentes instances judiciaires.
167	Assurer, au Tribunal spécialisé, des services d'accompagnement en agressions sexuelles et en violence conjugale offerts par des intervenants spécialisés et dédiés.
168	Assurer, au Tribunal spécialisé, la présence des services suivants afin de répondre adéquatement aux besoins des victimes.
169	Instaurer et regrouper les services destinés aux personnes autochtones au sein du Centre intégré d'aide et de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.

Question **75**

Suite

#	Recommandations en cours ¹ (42)
170	Mandater un comité multidisciplinaire, composé de représentants des parties prenantes du tribunal spécialisé, pour s'assurer qu'il rencontre les objectifs fixés et adopter les changements jugés nécessaires à sa réussite.
171	Doter le tribunal spécialisé d'un service de recherche ayant notamment le mandat de documenter les meilleures pratiques et de compiler les informations nécessaires aux travaux du comité de suivi.
172	Assurer la tenue plus détaillée de statistiques en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, en conformité avec les principes de l'analyse différenciée selon les sexes plus.
173	Améliorer les processus de transmission d'informations à la personne victime en utilisant des méthodes technologiques plus à jour telles que le courriel et les textos.
174	Améliorer l'information transmise aux intervenants, notamment concernant les droits des personnes victimes, les obligations des différentes instances et les mécanismes mis en place, afin de leur permettre de mieux accompagner les personnes victimes.
175	Assurer une plus large diffusion de l'information concernant les droits et recours prévus à la Charte canadienne des droits des victimes auprès de divers organismes (ex.: réseau d'aide aux personnes victimes, aide juridique, regroupements provinciaux, etc.), et ce partout au Québec.
183	S'assurer que l'ensemble des intervenants psychosociaux, judiciaires et médicaux reçoivent une formation générale et multisectorielle portant sur les violences sexuelles et conjugales et abordant notamment les différents aspects ciblés par le comité, et ce, de manière continue.

¹Certaines recommandations touchent d'autres ministères et organismes.

#	Recommandations en analyse (2)
143	Prévoir que le programme de préparation au témoignage puisse s'adapter à différents champs de droit et être systématiquement offert à toute personne victime d'agression sexuelle ou de violence conjugale, indépendamment du forum juridique.
152	Concevoir et mettre en place un projet pilote « une famille-un juge » pour les dossiers comportant une situation de violence conjugale ou d'agression sexuelle, qui requièrent à la fois l'intervention de la Chambre de la jeunesse et de la Chambre criminelle, afin que leur trajectoire et leur traitement soient harmonisés et améliorés.

Les travaux relatifs au tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

Au 31 janvier 2026, le tribunal spécialisé a été déployé dans 26 des 36 districts judiciaires du Québec :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières

<p>Question 75</p>	<p>Suite</p>
---------------------------	--------------

District judiciaire	Palais ou point de service
Iberville	St-Jean-sur-le-Richelieu
Abitibi	Amos, Val-d'Or, Senneterre, La Sarre
Témiscamingue	Ville-Marie
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Montréal	Montréal
Joliette	Joliette

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ ont été prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été autorisé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois » afin de poursuivre le déploiement du tribunal spécialisé. En outre, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit un budget de 31,7 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2025-2026, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 41,0 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives au tribunal spécialisé dans les districts judiciaires où il a déjà été déployé, ainsi que pour l'embauche des ressources nécessaires à la poursuite de son déploiement. Plus précisément, en 2025-2026, ce financement se compose de 20,0 M\$ provenant de la mesure budgétaire, de 10,1 M\$ issus de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ainsi que d'un report de 10,9 M\$ provenant de l'exercice financier 2024-2025 dans le cadre de ce même Accord.

2. Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs

En 2025-2026, le ministère de la Justice a poursuivi ses efforts dans le cadre des 4 actions ministérielles liées au Plan d'action gouvernemental en matière d'exploitation sexuelle des mineurs. Le budget pour 2025-2026, pour cette quatrième année, afférent aux actions suivantes :

- Créer un programme de mesures de rechange unique au Québec, axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels (2 000 000 \$ du ministère de la Justice);
- Créer une équipe spécialisée et dédiée d'intervention pour les personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des CAVAC (667 030 \$ du Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles);
- Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d'âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage (605 880 \$);
- Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (100 000 \$).

3. Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. Celle-ci comprend 58 actions et prévoit un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2025-2026 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant ;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 565 000 \$;

Question **75**

Suite

- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 235 700 \$;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit : 1 718 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones : 40 971 450 \$ dont 20 971 450 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des personnes victimes de violence conjugale, notamment en évaluant la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et en déployant un projet pilote en ce sens : 585 200 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

4. Service Rebâtir de consultation juridique gratuite (Commission des services juridiques)

En 2025-2026, le service Rebâtir a offert 20 759 consultations aux personnes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle. La grande majorité des appelants (83 %), ont consulté pour une situation de violence conjugale (17 230 personnes victimes). Les personnes victimes ayant consulté pour une situation de violence sexuelle uniquement ont représenté, quant à elles, 17 % des appelants (3 529 personnes victimes).

Question **76**

Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).

Nombre et répartition des agents de liaison en violences sexuelles par Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

CAVAC	Nombre
Abitibi-Témiscamingue	1
Bas-St-Laurent	1
Centre-du-Québec	1
Côte-Nord	1
Cri	1
Estrie	1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1
Lanaudière	1
Laurentides	1
Laval	1
Mauricie	1
Montréal	1
Montréal	1
Nunavik	1
Outaouais	1
Région de Québec	1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1
Total	17

Question **80**

Nombre d'amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Infractions à la loi I-0.01	2025-2026
Nombre de constats émis	75
Valeur totale des amendes	62 500 \$

Loi I-0.01 : Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Question **81**

Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2025-2026.

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des lois et règlements ».

Il est à noter que, depuis le 18 décembre 2024, la Loi sur les pêches a été modifiée et que les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers » sont désormais pris en compte.

Amendes, frais et contributions par région

Région	Montant (\$)
Abitibi	326 806
Alma	60 011
Arthabaska	14 535
Baie-Comeau	95 193
Beauce	65 844
Beauharnois	54 327
Bedford	117 386
Bonaventure	52 847
Charlevoix	16 274
Chicoutimi	112 812
Drummond	30 467
Frontenac	50 138
Gaspé	93 032
Gatineau	112 095
Iberville	16 406
Joliette	182 364
Kamouraska	43 062
Labelle	137 122
Laval	28 970
Longueuil	39 607
Mégantic	41 735
Mingan	42 883
Montmagny	67 199
Montréal	71 798
Pontiac	36 090
Québec	116 790
Richelieu	48 973
Rimouski	190 905
Roberval	195 953
Rouyn-Noranda	28 774
Saint-François	202 670
Saint-Hyacinthe	33 847
Saint-Maurice	152 750
Témiscamingue	83 871
Terrebonne	115 575
Trois-Rivières	60 021
Total	3 139 132

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des lois et règlements ».

Il est à noter que, depuis le 18 décembre 2024, la Loi sur les pêches a été modifiée et que les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers » sont désormais pris en compte.

Amendes, frais et contributions et nombre de dossiers par article de loi

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)	89	34 426
19(6)a)	3	1 002
27(1)	1	668
28(1)	3	1 002
28(2)	1	284
34(1)	2	668
36(1)	25	8 350
37(1)c)	2	668
37(2)a)	4	1 336
37(3)a)	1	334
5(1)a)	10	7 112
5(a)	26	9 724
52(1)	4	940
55(1)	3	1 002
6(1)	4	1 336
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)	1	743
36al.1	1	743
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)	2 119	2 637 815
3	69	48 609
4	8	11 453
5	2	1 416
6	1	708
7	20	14 043
9	4	2 238
11	1	743
13	1	708
14	99	232 102
15	9	6 639
16	2	3 172
17	28	43 935
18	24	90 000
19	260	159 142
21	75	66 906
24	3	2 124
25	2	1 486
26	19	11 093
27	13	19 473
28	1	374
29	2	1 082
30	19	21 713
31	7	4 327
32	23	9 639
33	1	374
34	50	166 168

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **82**

Suite

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
35	20	8 714
37	2	748
38	148	197 479
39	3	3 315
41	21	9 088
42	12	20 367
44	5	2 616
45	3	2 080
46	3	3 291
47	1	1 586
49	6	9 523
52	1	3 750
55	6	9 516
57	3	3 666
59	8	13 342
61	3	2 690
67	2	1 420
68	15	10 760
70	2	7 500
71	192	655 238
75	4	2 164
80	1	708
81	5	2 204
87	3	1 456
92	5	3 610
93	2	1 416
96	155	107 045
97	4	3 920
111	1	708
128	1	747
176	1	1 586
1.4	8	17 680
10.2	1	708
128.6	1	1 576
12al.1	113	78 576
12al.2	33	23 710
12al.4	2	1 494
13.1	77	54 272
13.2	1	708
13.3	1	708
13.6	1	712
13.9	1	708
17.2	69	26 751
171.4	8	5 664
23.2	1	708
25.3	1	712
26al.1	4	2 867
27.1	1	1 586
27.2	2	1 451
30.1	11	48 750
30.2	5	6 907
30.3	10	15 860
30.4	4	4 588
36.1	1	747
41.2	1	374
56al.1	21	57 586
57al.1(1)	308	221 896
57al.1(2)	9	18 602
57al.1(3)	28	19 964
6.1	2	1 416

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **82**

Suite

Article de loi	Nombre de dossiers	Montant (\$)
7al.3	8	5 074
9.1	5	3 540
Loi sur les pêches (L.R.C., 1985, ch. F-14)	2 707	1 187 513
11	4	2 672
12	27	7 507
16	16	7 504
17	6	2 808
27	469	218 752
34	1	668
38	428	121 272
39	178	154 828
40	228	78 150
42	1	234
13(5)	2	1 336
15(1)	247	179 906
15.1	9	6 280
16.1	5	2 340
22(1)	404	133 694
29(1)	2	568
29(3)	1	158
30(1)	291	98 170
30(3)	1	284
31(1)	42	22 080
33(1)	1	284
35(1)	24	9 772
38.2	2	570
43.4(1)	1	1 086
5(1)	97	32 564
5.2	220	104 026
Total	4 916	3 860 497

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **83**

Montant total des sanctions, pénalités et amendes pour non-respect des dispositions de la Charte de la langue française imposées par les tribunaux en 2025-2026, et ventilation de celles-ci par type d'infractions.

Infractions relevant de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11)	Nombre de jugements	Montant de jugement (\$)	Sommes recouvrées (\$)	Créance (\$)
Libellés d'accusation				
A omis de se conformer à une ordonnance rendue par l'Office québécois de la langue française en vertu de l'article 177	3	9 531	1 211	8 320
Total	3	9 531	1 211	8 320

Question **84**

Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice, en précisant :

- a) le nombre de projets terminés;
- b) le nombre de projets en voie d'achèvement;
- c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard;
- d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon;
- e) le nombre de projets en attente;
- f) prévisions 2026-2027.

- a) Le nombre de projets terminés : 1
- b) Le nombre de projets en voie d'achèvement : 2
- c) Le nombre de projet retardés et les motifs du retard : 0
- d) Le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon : 0
- e) Le nombre de projets en attente : 0

Ces projets se trouvent dans le Plan québécois des infrastructures :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/infrastructures-publiques/a-propos>

Question **85**

La liste des palais de justice en indiquant s'ils ont, ou non, une arche de sécurité.

Actuellement, les palais de justice suivants disposent d'arches de détection :

- Palais de justice de Montréal
- Cour d'appel de Montréal
- Chambre de la jeunesse de Montréal
- Centre judiciaire Gouin
- Palais de justice de Longueuil
- Palais de justice de Laval
- Palais de justice de Joliette
- Palais de justice de Québec
- Palais de justice de Chicoutimi
- Palais de justice de Roberval
- Palais de justice de Saint-Jérôme
- Palais de justice de Sherbrooke
- Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

Question **86**

Le plan de déploiement des arches de sécurité dans les palais de justice pour les 3 prochaines années en indiquant les coûts associés.

Le déploiement des nouveaux équipements est prévu jusqu'en 2026 dans 9 palais :

- À ce jour, des arches ont été installées dans les palais de Longueuil, de Laval, de Joliette, de Québec, de Chicoutimi, de Saint-Jérôme, de Sherbrooke et de Salaberry-de-Valleyfield ;
- Le prochain palais de justice, qui sera muni d'arches de sécurité, est celui de Gatineau.

Les nouveaux palais mis en service seront également munis d'arches de détection de métaux, tout comme celui de Roberval livré en 2025.

Des mesures ont été mises en place, afin d'offrir un environnement sécuritaire, telles que les bâtons de détection de style « Garrett » et les trousseaux tactiques.

Pour mener à terme ce plan, une somme de 31,0 M\$ sur plusieurs années (MJQ 7,6 M\$ et 23,4 M\$ MSP) a été accordée dans le Budget 2024-2025.

Pour 2025-2026, une somme de 1,5 M\$ (fonctionnement et rémunération) a été octroyée au MJQ pour la réalisation de ces projets.

Question **87**

Concernant la fermeture du palais de Mont-Joli :
a) La ventilation du nombre de dossiers ayant été transférés à un autre palais de justice.
b) La ventilation des montants investis annuellement jusqu'au 31 janvier 2026 afin de garder ouverts le point de service et les contrats associés.

- a) Entre le 22 janvier et le 3 février 2025, les services offerts à Mont-Joli ont été progressivement transférés au palais de justice de Rimouski.

Depuis ce moment, tous les nouveaux dossiers provenant de ce point de service sont ouverts au palais de justice de Rimouski.

- b) Le Ministère paie un loyer d'occupation de 37 514 \$ annuellement. Il n'y a aucun loyer d'aménagement (améliorations aux espaces) payé pour cet espace. L'infrastructure n'appartient pas au ministère de la Justice. Le bail n'a pas été renouvelé et se termine le 31 mars 2026.

Question **88**

Concernant le Plan de modernisation de la justice :

- a) bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéanciers et sommes versées pour chacune des mesures (ventilation détaillée de l'utilisation des budgets);
 b) liste des mesures suspendues;
 c) liste des mesures modifiées.

a) Le déploiement des mesures sous la responsabilité du MJQ s'est poursuivi en 2025-2026.

Rappelons d'abord que la transformation de la Justice n'est pas qu'un projet technologique. Elle est d'abord un changement de culture et des façons de faire. Ces changements sont appuyés par des projets technologiques.

D'abord, rappelons que le programme de mesures de rechange général (PMRG) et le programme de modernisation des infrastructures technologiques (PMIT) sont maintenant déployés. Il en est de même pour le projet Accroître l'utilisation de la visioconférence entre les établissements de détention et les palais de justice (Visio).

PMRG

Le PMRG visait la déjudiciarisation du traitement de certaines infractions. Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Il est implanté dans 10 cours municipales : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay et Rosemère.

PMIT

Le PMIT a pris fin le 29 septembre 2023. La totalité des projets du PMIT a été réalisée. Ainsi, de 2018 à 2023, le PMIT a permis la réalisation de 36 projets et activités majeurs. Ce programme prévoyait entre autres :

- L'implantation de centres de traitement informatique permettant de sauvegarder et protéger les données deux fois par jour ;
- De disposer de capacité de stockage afin de permettre d'accueillir les dossiers judiciaires numériques ;
- De remplacer l'essentiel de nos équipements bureautiques.

Visio

Depuis l'imposition de l'état d'urgence sanitaire à la mi-mars 2020, des installations temporaires ont été déployées dans toutes les régions où la visioncomparution n'était pas encore implantée de façon permanente dans les palais de justice. De plus, le projet visio a permis de doter 41 palais de justice d'installations permanentes pour permettre l'utilisation de la visioconférence.

Programme Lexius

Le programme Lexius vise à transformer l'administration des services de justice, notamment par la mise en place d'un portail offrant différents services en ligne aux parties impliquées dans un dossier judiciaire, par la gestion du dossier judiciaire de façon numérique et par la gestion d'une audience numérique. Le programme porte sur les processus supportant la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour du Québec.

À l'automne 2021, la première livraison du programme Lexius a été effectuée et son déploiement progressif s'est échelonné jusqu'au printemps 2022. Cette première livraison ciblait la matière pénale et a entraîné deux changements principaux pour les citoyens, soit :

- Des modifications au Greffe numérique judiciaire du Québec, dont la possibilité pour le citoyen de déposer numériquement un changement de plaidoyer ;
- La réception, par un moyen technologique, des données, des constats d'infractions et d'autres documents afférents, pour les constats en provenance du Directeur des poursuites criminelles et pénales en vue de les conserver au dossier judiciaire numérique.

La seconde livraison du programme Lexius se découpe en deux phases. La phase 2.1 a permis depuis juin 2022 de mettre en ligne trois services interactifs à la disposition de la population

québécoise afin de déposer des demandes de permis de conduire restreint, de main levée de la saisie d'un véhicule ou l'obtention de la levée de suspension d'un permis de conduire.

La phase 2.2 s'est effectuée en avril 2023 et a modernisé l'ensemble des processus d'affaires liés au dépôt de certaines demandes traitées suivant la procédure non contentieuse. En effet, cette livraison a marqué l'arrivée dans les greffes civils des palais de justice du Québec du tout premier dossier judiciaire numérique. La nouvelle plateforme a permis aux notaires, avocates, avocats, huissières et huissiers de justice de déposer leur demande et de payer les frais en ligne instantanément.

Parallèlement, les travaux d'architecture se sont terminés au sein des équipes du programme Lexius. Ces travaux concernent les matières criminelles, la gestion des assignations et les services d'affaires communs à toutes les matières. Ces travaux ont permis de documenter les processus d'affaires cibles et les solutions technologiques qui soutiendront ces processus optimisés et modernisés. Les travaux portant sur les processus cibles se sont effectués en étroite collaboration avec les principaux utilisateurs concernés, notamment des membres de la magistrature, des représentants des partenaires et des collaborateurs du réseau des services judiciaires. Ces travaux sont importants pour assurer l'adéquation entre les besoins identifiés et les solutions qui seront développées pour y répondre.

En ce qui a trait aux solutions technologiques retenues, le Ministère a décidé de préconiser l'utilisation de progiciels à titre de solution pérenne pour soutenir les processus d'affaires cibles. À cet égard, en vue de concrétiser les travaux d'architecture réalisés, le Ministère a publié, le 31 octobre 2023, un appel d'offres public pour obtenir un prestataire de services qui accompagnera les équipes du programme Lexius dans la réalisation et le déploiement des solutions technologiques, notamment, en matières criminelle et pénale.

Le 23 février 2024, le programme a franchi une étape importante en procédant à la signature officielle du contrat avec la firme de Conseillers en gestion et informatique CGI inc. Cette collaboration permettra de concrétiser les prochaines phases de transformation numérique pour les matières criminelles et pénales, ainsi que les leviers nécessaires pour mener à bien la réalisation des autres matières.

Depuis, les équipes de CGI travaillent en étroite collaboration avec différentes équipes au sein du MJQ. Un suivi régulier des travaux menés par itérations est effectué afin de permettre d'apporter les ajustements à différents niveaux lorsque nécessaire. La collaboration avec les partenaires majeurs des services judiciaires tels que le Directeur des poursuites criminelles et pénales et le ministère de la Sécurité publique sont également inclus à la réalisation.

Le 18 juin 2024, de nouvelles améliorations ont été apportées aux services judiciaires numériques Lexius grâce à la livraison du projet visant à rendre disponible le dossier judiciaire numérique pour le juge à l'audience. En plus d'inclure à sa portée la configuration et le développement d'une solution technologique pérenne à l'arrivée des autres matières, ce projet a aussi donné lieu à une expérience utilisateur renouvelée grâce à la création d'un nouvel espace greffier, d'un espace juge et du Portail Lexius. La consultation à distance des dossiers judiciaires numériques créés dans Lexius est également possible aux avocats et aux notaires qui agissent dans ces dossiers, grâce au partage du mécanisme d'authentification sécurisé du Barreau du Québec et de la Chambre des notaires du Québec.

Aussi, les travaux de développement de la matière criminelle adulte se sont poursuivis pendant l'année 2025-2026. Le développement d'un premier volet de la solution destinée à la Cour d'appel a également été démarré.

En 2025, deux solutions de transformation ont également été livrées : celle portant sur la gestion des assignations à la Cour du Québec (printemps 2025) et celle portant sur les actions collectives (1^{er} décembre 2025).

Par ailleurs, une part importante du programme de transformation consiste à faire évoluer les équipements et l'aménagement physique des palais de justice afin de permettre une utilisation optimale de Lexius et du dossier judiciaire numérique, à l'audience et dans les opérations quotidiennes. À cet égard, la réalisation de ce projet en 2024-2025 a permis la mise en place de plus de 90 stations de numérisation dans différents palais de justice et points de services. En ce qui a trait à la mise en place de l'aménagement dans les palais de justice et points de service, ce projet vise à optimiser l'aménagement des salles d'audience par le biais d'ajouts

d'équipement bureautique et technologique. Une première phase a permis l'installation d'écrans tactiles pour le juge et le greffier-audiencier dans toutes les salles où sont entendues des matières non contentieuses. Certaines salles destinées à la tenue d'audiences en actions collectives ont également été mises à niveau pendant l'année 2025-2026.

Au 31 janvier 2026, 29 744 dossiers judiciaires entièrement numériques ont été ouverts dans Lexius (29 732 dossiers en procédure non-contentieuse et 12 dossiers en actions collectives).

Autres réalisations concrètes

Plusieurs initiatives porteuses de valeur ont été concrétisées depuis 2020 afin de bonifier l'offre de service du MJQ, toujours dans l'optique de moderniser et d'optimiser les façons de faire. Ces réalisations sont le fruit de la collaboration directe ou indirecte de tous les acteurs du système de justice, sans qui elles n'auraient pu être menées à terme.

Greffe numérique de la Cour d'appel

Livré en avril 2020, ce projet, réalisé avec la Cour d'appel du Québec, a permis de mettre en place une solution électronique et dématérialisée pour le dépôt en ligne des déclarations d'appel et des documents qui l'accompagnent. La solution permet aussi aux greffiers de consulter et de traiter une demande et les documents numériques afférents.

Greffe numérique judiciaire du Québec

Le 15 juin 2020, le Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ) a été mis en place. Il prévoit le dépôt et le paiement en ligne des actes de procédure déposés à la Cour supérieure du Québec et à la Cour du Québec, permettant une plus grande accessibilité à la justice tout en limitant les déplacements. Depuis le 15 novembre 2021, il est possible, en plus du dépôt d'actes de procédure et des documents qui les accompagnent, de déposer des preuves de notification ou de signification et des changements de plaidoyer en matière pénale.

Les audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles

Depuis le mois de mai 2020, la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour du Québec tiennent des audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles. Depuis le 19 octobre 2020, tous les palais de justice du Québec utilisent la plateforme TEAMS pour la tenue d'audiences par moyen technologique. Il s'agit d'une solution sécuritaire qui permet d'assurer la confidentialité des débats, notamment dans le cadre d'audience à huis clos.

Les jugements numériques

Depuis mai 2020, les juges qui le désirent peuvent signer numériquement les jugements et procès-verbaux grâce à l'ICPG (infrastructure à clés publiques gouvernementale) gérée par la Direction générale principale de l'évolution des services, des registres, de la certification et de la transformation numérique du MJQ. Il est également possible, lorsque requis, de transmettre les jugements aux parties de façon entièrement électronique.

À cela s'ajoutent d'autres projets de modernisation réalisés dont :

- L'accès à distance pour les citoyens aux séances de parentalité ;
- Le déploiement des comparutions les fins de semaine et les jours fériés incluant le paiement électronique du cautionnement ;
- La transmission des constats d'infractions du Bureau des infractions et amendes vers un premier dossier judiciaire numérique ;
- Mise en place des rappels texto aux citoyens pour certains services offerts par le Ministère ;

Question **88**

Suite

- Mise en place d'un service de transmission d'une copie de courtoisie à la Cour supérieure et à la Cour du Québec qui permet au juge d'accéder aux documents numériques lors de certaines audiences ;
- Mise en place de différents projets pilotes, dont notamment en matière de transcription, pour s'assurer de l'adéquation de certains outils technologiques aux besoins.

Ces solutions sont d'ailleurs toujours utilisées à ce jour et représentent un gain pour le système de justice. Elles sont bénéfiques pour l'ensemble des matières et l'ensemble des Cours.

Le budget associé à ces mesures est intégré dans le budget global du MJQ.

b) Aucune mesure du Plan de modernisation de la justice n'a été suspendue.

Aucune mesure du MJQ n'a été suspendue.

c) Aucune mesure du Plan de modernisation de la justice n'a été modifiée.

Aucune mesure du MJQ n'a été modifiée.

Question **89**

Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2025-2026 et délai de traitement moyen:
a) Chambre civile;
b) Chambre civile — Division des petites créances;
c) Chambre criminelle;
d) Chambre de la jeunesse.

Cour du Québec – Nombre de dossiers ouverts, délai moyen d’audition et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :

Dossiers ouverts : 47 965 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 22)

Dossiers ouverts en juridiction 22 – demande introductive d’instance : 16 712

Délai moyen d’audition : 206 jours

Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 22 – demande introductive d’instance) : 121 jours

Chambre civile Division des petites créances :

Dossiers ouverts : 14 142

Délai moyen d’audition : 639 jours

Délai médian pour obtenir un jugement : 528 jours

Chambre criminelle :

Causes ouvertes : 76 910

Délai médian des causes criminelles fermées : 314 jours

Chambre pénale :

Causes ouvertes : 214 351

Délai médian des causes pénales réglées : 79 jours

Chambre de la jeunesse :

Causes ouvertes – délinquance : 8 029

Délai moyen d’audition – comparution délinquance : 35 jours

Délai moyen d’audition – procès délinquance : 81 jours

Dossiers ouverts – protection : 9 128

Délai moyen d’audition – audition protection : 99 jours

Délai médian pour obtenir un jugement à la suite d’une demande de protection : 103 jours

Dossiers ouverts – adoption : 591

Délai moyen d’audition : 42 jours

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **90**

Nombre de dossiers à la Division des petites créances en 2025-2026. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5 001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.

Palais de justice	Dossiers	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Alma	87	46	18	23
Amos	20	7	4	9
Amqui	12	3	6	3
Baie-Comeau	43	19	13	11
Kuujuuaq (Baie d'Ungava)	0	0	0	0
Campbell's Bay	11	5	1	5
Carleton	19	8	8	3
Chibougamau	10	4	3	3
Chicoutimi	300	152	64	84
Cowansville	103	50	17	36
Dolbeau-Mistassini	22	17	1	4
Drummondville	165	69	47	49
Forestville	7	3	3	1
Gaspé	27	16	4	7
Gatineau	562	258	125	179
Granby	193	99	42	52
Havre-Aubert	10	5	2	3
Joliette	663	306	121	236
La Malbaie	49	34	7	8
La Sarre	17	6	1	10
La Tuque	16	11	1	4
Lachute	38	17	7	14
Lac-Mégantic	35	13	7	15
Laval	1 100	535	227	338
Longueuil	1 115	522	230	363
Magog	1	0	0	1
Maniwaki	25	11	7	7
Matane	46	23	12	11
Mont-Laurier	68	28	19	21
Montmagny	83	39	24	20
Montréal	3 620	1 566	831	1 223
New Carlisle	28	15	5	8
Percé	40	23	6	11
Québec	1 513	729	325	459
Rimouski	92	53	16	23
Rivière-du-Loup	94	46	17	31
Roberval	64	30	15	19
Rouyn-Noranda	61	24	13	24
Sainte-Agathe-des-Monts	95	45	15	35
Sainte-Anne-des-Monts	12	6	3	3
Saint-Hyacinthe	275	136	50	89
Saint-Jean-sur-Richelieu	223	90	48	85
Saint-Jérôme	1 005	447	236	322
Saint-Joseph-de-Beauce	176	89	34	53
Salaberry-de-Valleyfield	493	258	98	137
Sept-Îles	45	23	8	14
Shawinigan	117	52	25	40
Sherbrooke	969	644	132	193
Sorel-Tracy	139	69	25	45
Thetford Mines	66	40	7	19
Trois-Rivières	348	180	68	100

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **90**

Suite

Palais de justice	Dossiers	5 000,00 \$ ou moins	5 000,01 \$ à 10 000,00 \$	10 000,01 \$ ou plus
Val-d'Or	59	31	15	13
Victoriaville	129	65	29	35
Ville-Marie	10	2	3	5
Ensemble du Québec	14 142	6 837	2 952	4 353

Note : Les dossiers qui ont été transférés d'un district judiciaire à un autre sont comptabilisés dans chacun de ces palais, mais ne sont comptabilisés qu'une seule fois pour l'ensemble du Québec. Par conséquent, la somme des volumes des palais ne correspond pas au volume de l'ensemble du Québec.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **91**

Sommes investies pour l'informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2026-2027.

Dépenses et investissements en ressources informationnelles	
Type d'activité	Montant (k\$)
Activités d'encadrement	0
Activités de continuité	95 920,8
Projets	30 019,3
Total	125 940,1

(Incluant le Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles et le Fonds Accès Justice)

Note : La ventilation des sommes par palais de justice ou district judiciaire n'est pas disponible.

Question **92**

Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances 2025-2026. Ventiler par palais de justice.

Il y a 2 116 dossiers qui ont été traités par le Service de médiation à la Division des petites créances en 2025-2026.

Palais de justice	Nombre de dossiers
Alma	12
Amos	1
Amqui	2
Baie-Comeau	1
Campbell's Bay	2
Carleton	2
Chicoutimi	35
Cowansville	15
Dolbeau-Mistassini	6
Drummondville	35
Gaspé	2
Gatineau	62
Granby	32
Havre-Aubert	1
Joliette	103
La Malbaie	6
La Sarre	3
Lachute	11
Lac-Mégantic	6
Laval	201
Longueuil	161
Maniwaki	1
Matane	5
Mont-Joli	1
Mont-Laurier	12
Montmagny	4
Montréal	385
Percé	2
Québec	403
Rimouski	20
Rivière-du-Loup	9
Roberval	4
Rouyn-Noranda	9
Sainte-Agathe-des-Monts	5
Sainte-Anne-des-Monts	1
Saint-Hyacinthe	68
Saint-Jean-sur-Richelieu	24
Saint-Jérôme	181
Saint-Joseph-de-Beauce	29
Salaberry-de-Valleyfield	67
Sept-Îles	5
Shawinigan	7
Sherbrooke	81
Sorel-Tracy	20
Thetford Mines	6
Trois-Rivières	38
Val-d'Or	4
Victoriaville	26
Ensemble du Québec	2 116

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **93**

Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2025-2026 et ventilé par palais de justice.

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
Tout le Québec	23 031	15 878	38 909
<u>Région 01</u>			
Rimouski	328	154	482
Amqui	0	0	0
Matane	0	0	0
Mont-Joli	0	0	0
Rivière-du-Loup	221	103	324
<u>Région 02</u>			
Chicoutimi	414	284	698
Roberval	116	106	222
Alma	95	108	203
Chibougamau	24	26	50
Dolbeau-Mistassini	0	0	0
<u>Région 03</u>			
Québec	2 866	1 468	4 334
La Malbaie	80	35	115
<u>Région 04</u>			
Trois-Rivières	664	417	1 081
Shawinigan	239	164	403
La Tuque	26	20	46
<u>Région 05</u>			
Sherbrooke	823	617	1 440
Cowansville	119	104	223
Granby	357	283	640
Lac-Mégantic	43	36	79
<u>Région 06</u>			
Montréal	6 307	3 895	10 202
<u>Région 07</u>			
Gatineau	883	823	1 706
Campbell's Bay	79	23	102
Maniwaki	33	34	67
Mont-Laurier	156	73	229
<u>Région 08</u>			
Rouyn-Noranda	79	81	160
Amos	93	72	165
Ville-Marie	28	34	62
Baie-James et circuit intérieur	6	7	13
Val-d'Or	72	69	141
La Sarre	0	0	0
Kuujuaq (Baie d'Ungava)	11	5	16
Baie d'Hudson	2	11	13
<u>Région 09</u>			
Sept-Îles	107	115	222
Sept-Îles (itinérant)	0	0	0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **93**

Suite

	Chambre civile	Chambre de la famille	Total
Baie-Comeau	99	90	189
Région 11			
New Carlisle	90	60	150
Percé	103	43	146
Havre-Aubert	34	21	55
Sainte-Anne-des-Monts	24	24	48
Carleton	0	0	0
Région 12			
Thetford Mines	162	116	278
Montmagny	112	74	186
Saint-Joseph-de-Beauce	250	186	436
Région 13			
Laval	971	835	1 806
Région 14			
Joliette	1 227	948	2 175
Région 15			
Saint-Jérôme	1 868	1 386	3 254
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
Région 16			
Longueuil	1 484	1 109	2 593
Saint-Hyacinthe	490	321	811
Saint-Jean-sur-Richelieu	377	342	719
Salaberry-de-Valleyfield	859	610	1 469
Sorel-Tracy	238	192	430
Région 17			
Drummondville	293	287	580
Victoriaville	203	193	396

Les dossiers qui ont été transférés d'un palais de justice à un autre sont comptabilisés dans chacun de ces palais, mais ne sont comptabilisés qu'une seule fois pour l'ensemble du Québec. Par conséquent, la somme des volumes des palais ne correspond pas au volume de l'ensemble du Québec.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **94**

Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2025-2026 par région.

Nom	Montant (\$)
	(Salaires, loyers et autres)
Amqui	353 803
Matane	417 983
Mont-Joli	31 262
Région 01: Bas-Saint-Laurent	803 048
Chibougamau	314 530
Dolbeau	196 455
Région 02: Saguenay–Lac-Saint-Jean	510 985
La Tuque	536 134
Région 04: Mauricie	536 134
Granby	2 323 341
Magog	22 831
Région 05: Estrie	2 346 172
Maniwaki	553 562
Région 07: Outaouais	553 562
Val-d'Or	1 824 074
La Sarre	247 079
Senneterre	39 839
Région 08: Abitibi-Témiscamingue	2 110 992
Forestville	61 761
Cour itinérante	467 439
Région 09: Côte-Nord	529 200
Cour itinérante	4 101 111
Région 10: Nord-du-Québec	4 101 111
Havre-Aubert	551 055
Sainte-Anne-des-Monts	281 972
Gaspé	128 539
Carleton	155 695
Région 11: Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 117 261
Sainte-Agathe-des-Monts	59 184
Lachute	67
Région 15: Laurentides	59 251
Total	12 667 716

Le taux d'utilisation est calculé à partir des séances tenues et enregistrées dans les salles d'audience du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026. Il ne tient pas compte de l'ensemble des activités judiciaires telles que les règlements de dernière minute et les conférences de règlement à l'amiable. Les séances de juillet et d'août ne sont pas considérées, puisqu'elles ne reflètent pas l'activité judiciaire normale.

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Alma	4	25,5
Amos	5	21,9
Amqui	1	44,7
Baie-Comeau	4	24,1
Campbell's Bay	2	9,5
Carleton	1	35,6
Chibougamau	2	28,1
Chicoutimi	9	46,5
Cowansville	2	38,9
Dolbeau-Mistassini	1	16,6
Drummondville	5	60,2
Forestville	1	10,0
Gaspé	1	4,4
Gatineau	16	55,6
Granby	7	46,0
Havre-Aubert	1	20,0
Joliette	15	51,9
La Malbaie	2	44,7
La Sarre	1	70,6
La Tuque	1	33,8
Lac-Mégantic	2	36,7
Laval	14	58,5
Longueuil	24	45,3
Maniwaki	2	57,2
Matane	1	63,4
Mont-Laurier	3	33,3
Montmagny	3	48,9
Montréal ¹	95	57,3
Montréal - Chambre de la jeunesse	18	43,9
New Carlisle	3	37,9
Percé	3	39,1
Québec	38	55,0
Rimouski	4	81,1
Rivière-du-Loup	5	54,4
Roberval	4	32,2
Rouyn-Noranda	3	80,0
Saint-Hyacinthe	7	54,1
Saint-Jean-sur-Richelieu	6	53,8
Saint-Jérôme	20	59,2
Saint-Joseph-de-Beauce	5	55,1
Sainte-Agathe-des-Monts	1	2,2
Sainte-Anne-des-Monts	1	63,4
Salaberry-de-Valleyfield	10	52,6
Senneterre	1	4,1
Sept-Îles	4	37,7
Shawinigan	5	36,1
Sherbrooke	12	52,4

Question **95**

Suite

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Sorel-Tracy	5	45,3
Thetford Mines	4	38,2
Trois-Rivières	9	58,7
Val-d'Or	5	75,8
Victoriaville	5	40,6
Ville-Marie	2	44,4

¹Incluant les deux salles du Centre judiciaire Gouin

Note : Le calcul du taux d'utilisation est basé sur les données colligées par les greffes concernant principalement les activités de la Cour du Québec et de la Cour supérieure du Québec. Le calcul ne tient pas compte des salles de conférences de règlement à l'amiable ni de celles temporaires ou ajoutées en cours d'année. Les salles de la Cour d'appel sont aussi exclues. Le taux d'utilisation des salles d'audience est en partie tributaire du volume d'activité judiciaire.

Question **96**

Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la Cour du Québec, indiquer :

- a) le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre;
- b) les économies estimées par la mise en place de ce registre;
- c) les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2025-2026;
- d) le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.

a) Le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre

15 289 \$

Le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour supérieure du Québec), le registre des personnes déclarées quérulentes (Cour du Québec), le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour d'appel du Québec) et le registre des personnes déclarées quérulentes (cours municipales) ont été réalisés à l'intérieur d'un seul projet. Les coûts d'entretien et d'administration de ces registres sont donc regroupés.

b) Les économies estimées par la mise en place de ce registre

La mise en place de ce registre vise une meilleure administration de la justice en limitant le temps investi par tous les intervenants du système judiciaire à gérer et à entendre des recours abusifs. Il permet également de protéger les intérêts des personnes visées par les recours du plaideur sujet à autorisation ou de la personne déclarée quérulente.

c) Les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2025-2026

0,1 ETC

d) Le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, 16 personnes ont été déclarées quérulentes à la Cour du Québec.

Question **97**

Concernant le registre des ventes du ministère, indiquer :
a) les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes;
b) les recettes annuelles de ces ventes;
c) les ressources humaines allouées pour l'année 2025-2026;
d) liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.).

Fonds des registres

- a) Les dépenses pour ce registre s'élèvent à 671,4 k\$;
- b) Les revenus pour ce registre sont de 653,6 k\$;
- c) Aucune ressource humaine ;
- d) Aucun contrat.

Question **101**

Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.

L'élaboration et la mise en place de programmes et initiatives liés à la Justice réparatrice relèvent de la responsabilité du ministère de la Justice (MJQ) et s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale qui vise à apporter des solutions pérennes à l'enjeu des délais en matières criminelle et pénale et à assurer que les citoyens et particulièrement les personnes victimes puissent maintenir leur confiance dans le système de justice et des acteurs qui le composent.

Programme de mesures de rechange général pour adultes

Autorisé en 2017, le Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG) consiste en la déjudiciarisation de certaines infractions commises par des adultes. Il donne aux adultes accusés des infractions criminelles prévues au Programme, la possibilité d'assumer la responsabilité de leurs actes et de régler le conflit qui les oppose à la justice autrement qu'en étant assujettis aux procédures judiciaires usuelles prévues par le Code criminel.

En 2023, le PMRG a été modifié afin de permettre, sous réserve de l'exercice de la discrétion du poursuivant, l'inclusion des infractions de possession simple prévues au paragraphe 4(1) de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (L.C. 1996, ch. 19) aux programmes de mesures de rechange, et d'y permettre le recours préaccusatoire et post-accusatoire.

Le PMRG a de nouveau été modifié en février 2026, notamment afin de préciser des facteurs à considérer par le poursuivant et des précisions concernant certaines infractions exclues.

Le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Onze cours municipales ont également implanté le Programme : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay, Rosemère et Blainville. Les cours municipales de Mascouche et Sainte-Adèle n'ont désormais plus la compétence de la partie XXVII du Code criminel et donc, le PMRG n'y est désormais plus disponible.

Le budget prévu au PMRG pour l'exercice financier 2025-2026 s'élève à près de 5,3 M\$, dont 3,9 M\$ en subventions pour les organismes communautaires, près de 1,3 M\$ pour les CAVAC et 100 k\$ en fonctionnement.

PMRG pour autochtones en milieu urbain :

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Ces services sont également offerts dans la région de Lanaudière depuis novembre 2022 à travers le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière et depuis le 5 octobre 2023 à Trois-Rivières avec le Centre d'amitié autochtone de cette région. À Montréal, le Centre de justice des Premiers peuples de Montréal fait le suivi des dossiers éligibles au PMRG pour les personnes contrevenantes avec la cour municipale de Montréal depuis janvier 2023 et avec la Cour du Québec depuis janvier 2024. Depuis juin 2025, le Centre Mamik Lac-Saint-Jean offre également ces services pour Roberval.

Les coûts du PMRG pour autochtones en milieu urbain sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte.

Les plus récentes données sont en date du 31 décembre 2025. Entre le 1er avril 2025 et le 31 décembre 2025, 2 648 dossiers ont intégré le PMRG (adultes et autochtones en milieu urbain) et 92 % des accusés ont complété le Programme avec succès.

Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone

Instauré en 2001, le Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone (PMRA) s'adresse exclusivement aux communautés autochtones du Québec et son application est administrée par des comités de justice autochtone. Le Programme vise notamment à favoriser une plus grande participation des communautés autochtones dans l'administration de la justice au sein de leur milieu. Il offre une occasion, pour une personne accusée d'avoir commis une infraction criminelle, d'accepter la responsabilité de sa conduite et de prendre une part active à la réparation des torts causés en participant à un processus encadré de réparation et de réconciliation. À travers ce processus, des mesures de rechanges sont déterminées.

Question **101**

Suite

Le PMRA a été révisé en 2015, afin notamment de revoir les critères d'admissibilité pour y inclure certaines infractions commises dans un contexte de violence conjugale, sous réserve du consentement de la personne victime.

Le PMRA est offert dans 29 communautés et villages autochtones en collaboration avec les comités de justice qui y sont actifs. Si le MJQ finance les comités de justice, précisons que la mise en œuvre du Programme est sous la responsabilité du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Le DPCP, représenté par le procureur en chef de la région concernée, a conclu à cet effet un protocole d'entente avec le représentant du comité de justice ou ses autorités politiques.

Le nombre de dossiers référés au PMRA annuellement dans les 29 communautés et villages autochtones participants est estimé à 150.

Les coûts des projets sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte.

Tableau des communautés qui ont signé un protocole avec le DPCP concernant le PMRA :

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA	PMRA avec VC
Kanien'kehà:ka ou Mohawk	Akwesasne	25 août 2004	26 octobre 2018	20 sept. 2023
	Kahnawake	N/A	19 sept. 2023	
Eeyou ou Crie	Mistissini	30 nov. 2006		
	Waskaganish	15 mars 2010		
	Whapmagoostui	22 déc. 2012		
	Chisasibi	24 janvier 2012		
	Waswanipi	13 février 2012		
	Nemaska	21 janvier 2013		
	Oujé-Bougoumou	N/A	20 déc. 2016	
	Wemindji	N/A	17 avril 2018	
Inuite	Aupaluk	2 mai 2003	11 octobre 2018	
	Kangirsuk	29 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kuujuarapik	1er mai 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Puvirnituq	30 avril 2003	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Salluit	5 mai 2003	11 octobre 2018	
	Quaqtaq	30 avril 2003	11 octobre 2018	
	Kuujuuaq	7 juin 2013	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kangihsualujuaq	3 juin 2013	11 octobre 2018	
	Inukjuak	15 février 2010	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Kangihsujuaq	16 mai 2017	11 octobre 2018	26 janvier 2023
	Tasiujaq		3 mars 2021	
	Umiujaq		3 mars 2021	
Atikamekw	Opitciwan	20 déc. 2011	4 avril 2019	
	Manawan		16 avril 2018	16 avril 2018
	Wemotaci		16 avril 2018	16 avril 2018
Naskapie	Kawawachikamach	4 décembre 2012		
Migma'q ou Micmac	Listuguj	Décembre 2013	16 mars 2021	
Anishinabe ou Algonquine	Kitigan Zibi		18 octobre 2018	
	Lac Simon		11 juin 2024	

Programme d'accompagnement Justice Santé mentale

Autorisé en juillet 2024, le nouveau cadre de référence du PAJ-SM+ vise à offrir un traitement judiciaire adapté à la réalité des accusé(e)s qui présentent des vulnérabilités, notamment sur le plan mental ou cognitif. Le Programme permet une prise en charge globale et un traitement plus individualisé de ces personnes par les différents intervenants du milieu judiciaire, de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Le Programme vise également une plus grande collaboration et un partage d'information plus efficaces entre les différents intervenants. Cette approche vise à éviter ou réduire la récidive et ainsi assurer la protection du public, tout en favorisant un traitement adapté à la situation personnelle du contrevenant.

L'implantation du programme de Sherbrooke a fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université de Sherbrooke. Quant au programme dans son ensemble, il fait l'objet d'une recherche universitaire menée par l'Observatoire en justice et santé mentale de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel. L'objectif de la recherche est d'analyser le cheminement des personnes dans le PAJ-SM+, l'efficacité du programme et ses retombées économiques et sociales notamment par le taux de récidive.

Présentement, le PAJ-SM+ est implanté dans les districts judiciaires de : Abitibi (secteur Val-d'Or, Puvirnituq et Akulivik), Alma, Arthabaska, Beauce, Baie-Comeau, Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Frontenac, Gaspé (Gaspé, Percé, Sainte-Anne-des-Monts et Havre-Aubert), Gatineau/Pontiac, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle (Mont-Laurier et Maniwaki), Laval, Longueuil, Mingan (Sept-Îles), Montréal, Montmagny, Québec, Rimouski (Rimouski, Matane, Mont-Joli et Amqui), Roberval (incluant Opitciwan et Mashteuiatsh), Richelieu, Rouyn-Noranda, Saint-François, Saint-Maurice (secteur Shawinigan), Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Témiscamingue et Trois-Rivières.

Le PAJ-SM+ est aussi implanté à la cour municipale de Montréal, de Québec, de Laval, de Lévis, de Boisbriand et de Deux-Montagnes.

Les travaux pour le PAJ-SM+ de Val-d'Or ont été faits de concert avec le Centre d'amitié autochtone ainsi qu'avec la participation de la communauté du Lac-Simon. Le Programme est également en place auprès des communautés d'Opitciwan et de Mashteuiatsh pour le PAJ-SM+ de Roberval qui ont tous les deux déployé des intervenants pivots pour le PAJ-SM et le Centre d'amitié autochtone de Roberval a été mis à profit pour le PAJ-SM+ de Roberval. De plus, les villages nordiques de Puvirnituq et d'Akulivik ont fait la transition pour que le Programme de traitement de la toxicomanie se transforme en un PAJ-SM+ en mai et septembre 2023.

Puisque les PAJ-SM+ sont principalement gérés par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS) pour 2025-2026, une somme de 2,9 M\$ prévue au budget du MJQ a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de lui permettre d'octroyer les sommes aux CISSS et CIUSSS concernés dans le cadre de la mise en œuvre des PAJ-SM.

Depuis le 1er avril 2025, 646 accusés ont terminé le Programme. Parmi ceux-ci, 61 % l'ont complété avec succès.

Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec

Autorisé en 2012, le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) a pour objectif de prévenir et réduire la criminalité causée ou motivée par la toxicomanie tout en tenant compte de l'intérêt de la justice. Situé à l'étape de la détermination de la peine, il permet aux adultes reconnus coupables de certaines infractions criminelles de bénéficier d'un plan de réadaptation et de réinsertion sociale adapté sous surveillance judiciaire. Ultimement, le PTTCQ vise à rompre définitivement le phénomène des « portes tournantes ».

Un programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec est en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal.

Chaque ministère et organisme qui participe au Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec assume à même ses budgets le financement de ce Programme.

Question **101**

Suite

Depuis le 1^{er} avril 2025, 52 personnes ont été évaluées pour intégrer le Programme, 29 ont été admises et 2 l'ont complété avec succès. À noter que le programme s'échelonne généralement sur une durée de plus d'un an.

Programme de travaux compensatoires

Par le décret 385-2019 du 10 avril 2019, la responsabilité du Programme de travaux compensatoires (PTC), relevant antérieurement du ministère de la Sécurité publique, a été confiée au ministère de la Justice. Ce programme permet à une personne démunie d'effectuer des travaux dans un organisme en compensation de sa dette, issue d'amendes impayées liées à des infractions pour lesquelles un jugement de culpabilité a été rendu au terme d'une poursuite pénale devant la Cour du Québec ou une cour municipale. La réussite du Programme enrayer la dette du défendeur envers l'État.

Le PTC repose sur 11 organismes de référence et près de 3 500 organismes d'accueil. Les organismes de référence sont des organismes à but non lucratif dont les services sont retenus par le Ministère pour administrer le Programme. L'organisme de référence rencontre l'individu et lui propose des travaux à effectuer dans un organisme d'accueil sous sa responsabilité en fonction de ses compétences et de ses capacités. Les contrats entre le Ministère et les organismes sont renouvelés annuellement.

Le PTC est déployé dans tout le Québec et fonctionne grâce à un financement annuel de 2,5 M\$ et au travail d'une ressource à temps plein.

En 2025, 7 005 personnes ont effectué des travaux dans le cadre du PTC, pour un total de 459 315 heures de travail réalisées au sein d'organismes d'accueil. C'est une moyenne de 66 heures de travail par participant.

Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire

Les dispositions du Code de procédure pénale rendent désormais possible l'adoption des mesures permettant de tenir compte de la situation sociale de certains défendeurs afin notamment de favoriser leur réhabilitation.

Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer à un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou leur permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité ou à risque d'itinérance ayant des constats d'infractions non acquittés. Ce Programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du Programme permet le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et l'effacement de la dette d'un défendeur.

Actuellement, le Programme est implanté dans différentes cours municipales : Montréal, Québec, Val-d'Or, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Gatineau, Lévis, Granby, Alma, Shawinigan, Longueuil, MRC des Collines-de-l'Outaouais, Mascouche, Terrebonne, Repentigny, Drummondville, Laval et Joliette.

Le budget prévu au Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire pour l'année financière 2025-2026 s'élève à 750 k\$.

Les dernières données disponibles sont en date du 14 mars 2025 et pour les régions précédemment mentionnées, 405 personnes avaient intégré ou terminé le PAJIC depuis sa mise en place.

Question **102**

État de situation, au 31 mars 2026, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du Code criminel. Ventilation par :

- a) lois adoptées par le gouvernement fédéral ;
- b) impact sur les revenus en 2025-2026;
- c) impact sur les revenus au cours des cinq dernières années;
- d) impact sur les dépenses en 2025-2026;
- e) impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.

Le Ministère met en œuvre les lois criminelles adoptées par le gouvernement fédéral. Les revenus et dépenses à ce titre ne sont cependant pas isolés des autres activités du Ministère.

Question **103**

Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du Code de procédure pénale du Québec) et versées au Fonds Accès Justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2025-2026.

Fonds Accès Justice

Contribution pénale par mois

Mois	Montant (k\$)
Avril	848,6
Mai	1 501,7
Juin	834,6
Juillet	1 916,7
Août	1 756,2
Septembre	1 142,6
Octobre	1 286,5
Novembre	2 239,0
Décembre	748,8
Janvier	1 963,4
Total	14 238,0

La somme des totaux peut ne pas correspondre en raison des arrondis.

Note : Les données sont préliminaires et partielles en date du 31 janvier 2026, considérant notamment que certaines municipalités effectuent des paiements annuels en fin d'année.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **104**

Veillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis par un radar photo, ventilé par région.

Il est important de préciser qu'une personne peut commettre une infraction dans une municipalité qui ne correspond pas à celle où elle habite. Certaines données s'expliquent par le fait que lorsque le défendeur conteste et demande un transfert, le dossier est acheminé au district judiciaire correspondant à son lieu d'habitation. Le lieu où l'infraction a été commise demeure au système.

District	Municipalité	Nombre de constats
Abitibi	Ensemble des municipalités	0
Total		0
Arthabaska	Saint-Louis-de-Blandford	9
Total		9
Baie-Comeau	Québec	1
Total		1
Beauce	Saint-Frédéric	133
	Saint-Georges	1 845
	Scott	1 004
Total		2 982
Beauharnois	Pincourt	8 375
	Sainte-Martine	1 836
	Salaberry-de-Valleyfield	4 355
	Très-Saint-Sacrement	68
	Vaudreuil-Dorion	3 758
Total		18 392
Bedford	Ensemble des municipalités	0
Total		0
Charlevoix	Québec	1
	La Malbaie	155
Total		156
Chicoutimi	Ensemble des municipalités	0
Total		0
Drummond	Drummondville	318
	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	12 386
	Wickham	16
Total		12 720
Frontenac	Trois-Rivières	1
	Thetford Mines	207
Total		208
Gatineau	Gatineau	21 367
Total		21 367
Iberville	Sainte-Brigide-d'Iberville	3
	Sainte-Anne-de-Sabrevois	152
Total		155
Joliette	Charlemagne	15 770
	Crabtree	899
	Joliette	127
	Sainte-Geneviève-de-Berthier	794
	Saint-Lin-Laurentides	199
	Saint-Esprit	2014
Total		19 803
Laval	Laval	25 100
	Québec	2
Total		25 102
Longueuil	Boucherville	11 378
	Brossard	6 544
	Longueuil	40 678
	Saint-Bruno-de-Montarville	1 125
	Saint-Constant	13 937
	Sainte-Julie	12 833
	Saint-Lambert	16
	Saint-Rémi	42

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **104** Suite

District	Municipalité	Nombre de constats
Total		86 553
Mingan	L'Ange-Gardien	1
Total		1
Montréal	Montréal	83 725
Total		83 725
Québec	Cap-Santé	156
	Lac-Jacques-Cartier	539
	L'Ancienne-Lorette	85
	L'Ange-Gardien	7 900
	Lévis	12 432
	Neuveville	504
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	5
	Québec	82 437
	Saint-Augustin-de-Desmaures	911
	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 974
	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	106
	Saint-Gilles	1 434
Saint-Tite-des-Caps	508	
Total		109 991
Richelieu	Saint-Marc-sur-Richelieu	59
	Sorel-Tracy	339
Total		398
Roberval	Mirabel	1
Total		1
Rouyn-Noranda	Ensemble des municipalités	0
Total		0
Saint-Hyacinthe	Marieville	1 548
	Saint-Césaire	1 391
	Saint-Dominique	1 212
	Sainte-Marie-Madeleine	308
	Saint-Hyacinthe	3 176
	Saint-Mathieu-de-Beloeil	20 407
Total		28 042
Terrebonne	Grenville-sur-la-Rouge	560
	Lachute	26
	Mirabel	67 880
	Prévost	665
	Sainte-Adèle	1 513
	Saint-Esprit	1
	Saint-Eustache	1 308
	Saint-Jérôme	1
Total		71 954
Trois-Rivières	Saint-Maurice	428
	Trois-Rivières	18 625
Total		19 053
Total		500 613

Question **105**

Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation/répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.

Les revenus des contributions pénales 2025-2026 totalisent 68 135,8 k\$:

- 24 225,0 k\$ versés au Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles pour soutenir les activités du fonds ;
- 14 238,0 k\$ versés au Fonds Accès Justice pour soutenir les activités du fonds;
- 29 672,8 k\$ versés au Fonds consolidé du revenu.

Les sommes sont reçues selon l'affectation prévue à l'article 8.1 du Code de procédure pénale.

Note : Les données sont préliminaires et partielles en date du 31 janvier 2026, considérant notamment que certaines municipalités effectuent des paiements annuels en fin d'année.

Question **106**

Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2025-2026 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

1. Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

Le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) offre des services dans près de 200 points de services, dont une cinquantaine desservent une population majoritairement autochtone.

Deux CAVAC sont sous la responsabilité d'administrations autochtones :

- Le CAVAC Sapummijit (Administration régionale Kativik);
- Le CAVAC Cri (Gouvernement de la Nation crie).

Les services offerts par les CAVAC aux communautés autochtones et aux autochtones vivant en milieux urbains sont offerts par des intervenants ayant une expertise auprès de cette clientèle.

Les services sont offerts grâce à divers points de services partout au Québec :

Type de points de service	Emplacement
2 points de services en palais de justice	Kuujuaq Puvirnituq
14 points de services permanents en communauté	Chisasibi Eastmain Inukjuaq Kitcisakik Kawawachikamach Matimekossh Kuujuarapik Mashteuiatsh Mistissini Nemaska Oujé-Bougoumou Pikogan Salluit Wemindji
10 points de services liés à la cour itinérante	Akulivik Kangiqsualujuaq Kangiqsujuaq Kangirsuk Quaqtaq Umiujaq Pakuashipi Mingan Nutashkuan Unamen Shipu
2 points de services spécialisés pour autochtonie urbaine	Val-d'Or Montréal

Question **106**

Suite

Type de points de service	Emplacement
21 points de services itinérants (sur demande ou selon un calendrier)	Aupaluq Tasiujaq Lac-Simon Timiskaming Winneway Eagle Village Wolf Lake Gesgapegiag Listiguj Manawan Wemontaci Kahnawake Akwesasne Kitigan Zibi Lac-Rapide/Barriere Lake Opitciwan Essipit Pessamit Waskaganish Whapmagoostui Waswanipi
1 point de service en référence policière	Uashat Maliotenam
2 points de service intégrés dans un centre d'amitié autochtone	Centre Mamik (Saguenay et Roberval)

Investissements pour les services aux personnes victimes autochtones

En 2025-2026, le Réseau des CAVAC a bénéficié d'une subvention totale de 54 820 854 \$ et est venu en aide à 1 535 personnes s'identifiant comme autochtones (2,28 %) :

- Selon le système statistique du Réseau des CAVAC, 387 personnes victimes autochtones ont reçu des services pour une situation d'infraction à caractère sexuel et 14 pour une situation d'exploitation sexuelle en 2025-2026.

Il est à noter que ces données n'incluent toutefois pas les statistiques du CAVAC Nunavik et du CAVAC Cri qui ne détaillent pas leur clientèle selon le type de crime (ou le contexte).

Le tableau suivant détaille les investissements globaux en matière autochtone, basés sur le pourcentage que représente cette clientèle pour chaque CAVAC. Les colonnes de droite détaillent quant à elles, le nombre total de personnes victimes de violence sexuelle (autochtone et non-autochtone) ainsi que le pourcentage de celles s'identifiant comme autochtones. Les investissements liés à la mesure budgétaire *Soutenir le financement de services d'aide aux personnes victimes autochtones* sont, quant à eux, présentés dans la section 2.

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone (\$)	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC (%)	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones ¹ (%)	
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	376 190	13,28	525	12,95
CAVAC du Bas-Saint-Laurent	2 738	0,10	1 244	0,16
CAVAC Centre-du-Québec	1 943	0,07	1 558	0,19
CAVAC Côte-Nord	566 001	24,04	520	19,81
CAVAC Cri	82 903	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Estrie	3 473	0,15	723	0,28

Question **106**

Suite

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone (\$)	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC (%)	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones ¹ (%)	
CAVAC de la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	76 640	4,52	473	1,90
CAVAC de Lanaudière	78 632	2,22	1 031	3,88
CAVAC des Laurentides	6 119	0,23	1 112	0,09
CAVAC de Laval	2 580	0,09	711	0,00
CAVAC de la Mauricie	49 711	1,92	895	2,23
CAVAC de la Montérégie	10 306	0,21	2 022	0,20
CAVAC de Montréal	129 500	1,31	1 275	2,04
CAVAC du Nunavik	210 108	100	N/D	N/D
CAVAC de l'Outaouais	43 454	1,35	949	1,16
CAVAC de Québec	20 422	0,43	2 316	0,65
CAVAC Saguenay–Lac-Saint-Jean	265 846	6,59	1 202	8,15

¹Les chiffres de cette colonne comprennent les personnes victimes d'infraction à caractère sexuel. Certaines personnes victimes d'exploitation sexuelle pourraient ne pas être incluses dans les données, selon les régions.

2. Les investissements liés à la mesure budgétaire *Soutenir le financement de services d'aide aux personnes victimes autochtones (2025-2030)*

Afin de continuer à offrir des services sécurisants aux communautés autochtones, le gouvernement du Québec a prévu un total de 8,5 millions de dollars sur 5 ans dans le cadre de la mesure budgétaire *Soutenir le financement de services d'aide aux personnes victimes autochtones 2025-2030*. Pour l'exercice 2025-2026, 1,6 millions ont ainsi été octroyés afin de consolider l'offre de services des CAVAC auprès des personnes victimes autochtones.

Programme: Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

Montant global budgété: 200 000 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion: Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Le MJQ a soutenu financièrement l'embauche d'intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide et de soutien aux personnes victimes d'actes criminels, dont les personnes victimes de violence sexuelle. Pour l'année 2025-2026 seul le financement du Conseil de la nation Atikamekw est maintenu.

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Services aux personnes victimes Atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	200 000

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Le Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027

Le MJQ s'est engagé à mettre en œuvre les 5 mesures suivantes dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits venant en aide notamment aux victimes de violences sexuelles autochtones.

Question **106**

Suite

Mesure	État d'avancement	Investissement (\$)
2.1 Fournir une aide financière d'urgence à l'intention des victimes de violence	Une consultation de différentes organisations et communautés autochtones a été amorcée au printemps 2021 afin de s'assurer que les différentes réalités et les besoins propres aux milieux autochtones soient pris en compte dans la mise en œuvre d'une ligne d'aide financière d'urgence (LAFU). En 2024-2025, le programme a été déployé au Nunavik, ce qui fait en sorte que toutes les régions du Québec sont desservies par LAFU à l'exception de la région Eeyou Istchee Baie-James où les consultations se poursuivent.	0
2.2 Soutenir l'intégration des services autour des personnes autochtones victimes de violences conjugale, familiale ou sexuelle	Le MJQ soutient financièrement l'embauche de 3 conseillers en prévention de la violence pour favoriser la collaboration entre les différents organismes œuvrant en matière de violence, de manière à améliorer et à rendre plus accessibles des services qui répondront aux besoins des personnes victimes.	217 470
2.3 Mettre sur pied une ligne d'écoute, de clavardage et de référencement spécifique aux Premières Nations et aux Inuits	L'OBNL créé par Femmes autochtones du Québec en 2023- 2024 a été ciblé afin d'offrir ces services aux femmes des Premières Nations dès 2024-2025 (voir mesure 2.5). La mise en œuvre de la mesure est dorénavant prise en charge par le Secrétariat à la condition féminine.	0
2.4 Établir des services juridiques pour les femmes autochtones victimes de violence (répond également aux recommandations 5.6 et 5.13 de l'ENFFADA)	Une formation sur les réalités Autochtones a été offerte à l'équipe du Service Rebâtir afin qu'elle soit en mesure d'offrir des services adaptés à cette clientèle.	0
2.5 Mettre en place des services d'accompagnement psychosocial pour les femmes autochtones victimes de violences conjugale, familiale et sexuelle dans le cadre de démarches judiciaires	Une subvention de 300 000 \$ a été octroyée à l'organisme Femmes autochtones du Québec en 2022-2023 pour la création d'un service d'accompagnement pour les femmes des Premières Nations. Cette mesure est dorénavant prise en charge par le Secrétariat à la condition féminine.	0

Question

107

Crédits budgétaires alloués en 2025-2026 et prévus en 2026-2027 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Aucun crédit alloué en 2025-2026 pour la mise en œuvre des recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec ainsi que pour les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Question **108**

Crédits budgétaires alloués en 2025-2026 et prévus en 2026-2027 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.

Le 5 août 2022, le Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik a été rendu public.

En 2025-2026, un budget de 1 500 000 \$ est alloué et réparti ainsi :

- 689 000 \$ prévu pour finaliser des initiatives de justice communautaire, des postes de conseillers parajudiciaires et de rédacteurs de rapports de type Gladue au Nunavik;
- 500 000 \$ prévu pour la construction d'un centre de justice au Nunavik;
- 189 000 \$ prévu pour l'embauche d'une ressource de la Commission des services juridiques (CSJ) afin d'offrir des services d'information et d'assistance juridique auprès de la population du Nunavik;
- 122 000 \$ prévu pour l'embauche de 2 greffiers-audienciers afin de poursuivre les séances de gestion en matière criminelle à distance préalablement à la tenue des audiences, autant pour la Cour du Québec que pour la Cour supérieure. Cette pratique permettrait aux avocats, clients, témoins et le cas échéant aux experts, d'être prêts pour la tenue de l'audience.

Question **109**

État d'avancement en date du 31 mars 2026 de la mise en application des mesures du Rapport sur la situation de la cour itinérante au Nunavik.

Le Rapport concernant la situation de la Cour itinérante au Nunavik, rédigé par M^e Jean-Claude Latraverse, a été rendu public le 5 août 2022.

- Il contient 60 recommandations qui visent à offrir une justice de plus grande proximité géographique et culturelle, à favoriser et élargir l'utilisation de méthodes alternatives au système judiciaire traditionnel et à proposer des façons d'optimiser la gestion des rôles de la cour.
- De ce nombre, 27 sont portées par le ministère de la Justice ou ses organismes.

Une majorité de ces recommandations sont complétées ou en cours d'avancement, dont celles qui concernent la mise en place d'infrastructures et la mise à niveau des équipements de visioconférence ainsi que la mise sur pied d'un fonds régional sur la formation des intervenants sociojudiciaires au Nunavik.

Pour les autres recommandations, le DPCP, la Commission des services juridiques, le Barreau du Québec, la Cour du Québec et la Cour supérieure sont impliqués dans les travaux et des liens sont établis afin d'assurer le suivi des recommandations les concernant en matière d'échéancier, de budget et de déploiement.

Question **110**

Concernant l'entente du 17 septembre 2025, entre le gouvernement du Québec et Les Services parajudiciaires autochtones du Québec relativement au versement d'une subvention pour offrir les services de conseillers parajudiciaires aux Autochtones. Cette subvention était d'un montant maximal de 1 644 639\$:

- a) Le montant total utilisé;
- b) Le nombre d'actes réalisés;
- c) Le nombre de conseillers embauchés.

Le MJQ finance les Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ) depuis plusieurs années. Leurs services sont offerts partout au Québec, exception faite des communautés atikamekw et inuit qui disposent de leurs propres services, bien que les SPAQ desservent plusieurs justiciables membres de ces deux nations vivant en milieu urbain.

La subvention de 1 644 639 \$, dont la convention a été signée le 6 octobre 2025, s'ajoutait à des montants résiduels d'années antérieures afin de totaliser un budget disponible de 2 299 979 \$ pour permettre aux SPAQ de continuer à offrir ses services aux justiciables autochtones. Près de 1 500 000 \$ a été utilisé sur le budget disponible.

Ce financement permet notamment aux SPAQ d'accompagner annuellement plus de 3 500 autochtones dans le système de justice, tant en matière criminelle qu'en protection de la jeunesse. Les SPAQ fournissent également, grâce à d'autres appuis financiers, des services aux détenus autochtones ainsi qu'à des victimes d'actes criminels autochtones.

L'organisme compte de manière assez stable depuis quelques années 23 conseillers parajudiciaires dans 21 points de service, plusieurs d'entre eux agissant également à titre de rédacteurs de type Gladue.

Question **127**

Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC), incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées 2025-2026, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de la LAPVIC pour ces mêmes années.

Aucune demande de prestations n'a été présentée en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (LIVAC).

Depuis le 13 octobre 2021, les demandes sont présentées en vertu de la nouvelle loi, soit la Loi visant à aider les personnes victimes d'une infraction criminelle et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC).

Répartition des décisions rendues par région

Région	Acceptée	Rejetée	Total	%
Abitibi-Témiscamingue	271	26	297	1,5
Bas-Saint-Laurent	442	57	499	2,6
Capitale-Nationale	1 556	225	1 781	9,2
Centre-du-Québec	773	94	867	4,5
Chaudière-Appalaches	738	99	837	4,3
Côte-Nord	141	26	167	0,9
Estrie	1 561	179	1 740	9,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	142	17	159	0,8
Lanaudière	1 444	195	1 639	8,4
Laurentides	1 720	198	1 918	9,9
Laval	599	80	679	3,5
Mauricie	788	99	887	4,6
Montérégie	2 521	339	2 860	14,7
Montréal	3 031	500	3 531	18,2
Nord-du-Québec	62	2	64	0,3
Outaouais	558	51	609	3,1
Saguenay - Lac-Saint-Jean	567	75	642	3,3
Hors Québec	91	18	109	0,6
Indéterminée	125	25	150	0,8
Total	17 130	2 305	19 435	
Pourcentage (%)	88,1	11,9		100,0

La somme des totaux peut ne pas correspondre en raison des arrondis.

Nombre de demandes reçues et montant des prestations versées par région

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées ¹ (\$)
Abitibi-Témiscamingue	472	8 631 705
Bas-Saint-Laurent	735	12 866 264
Capitale-Nationale	2 504	51 835 340
Centre-du-Québec	1 235	20 282 920
Chaudière-Appalaches	1 318	26 059 880
Côte-Nord	263	4 836 396
Estrie	2 592	43 071 852
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	265	5 891 235
Lanaudière	2 409	47 263 526
Laurentides	2 744	46 595 454
Laval	1 017	19 402 795
Mauricie	1 330	22 511 366
Montérégie	4 305	76 249 302
Montréal	5 346	86 422 576

Question **127** Suite

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées ¹ (\$)
Nord-du-Québec	102	1 554 918
Outaouais	922	18 560 869
Saguenay - Lac-Saint-Jean	939	14 285 013
Hors Québec	140	4 275 072
Indéterminée	240	3 939 560
Total	28 878	514 536 043

¹Les prestations versées présentées dans le tableau ci-haut sont celles pour tous les dossiers en traitement en 2025.

Prestations versées et frais d'administration

Types de prestations ²	Montant (\$)
Assistance médicale	29 400 918
Réadaptation	65 983 128
Indemnités de remplacement du revenu ³	334 114 088
Indemnités forfaitaires pour dommage corporel (LAPVIC)	23 258 361
Stabilisation sociale et économique	2 382 064
Indemnités de décès	7 608 954
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge (IVAC)	51 788 530
Total des prestations	514 536 043
Frais d'administration	35 214 083
Total	549 750 126

²Il s'agit de données préliminaires.

³Inclus les versements d'ITT, AFPPR, AFCCI et AFSPPR.

Frais de suivi psychothérapique et psychosocial déboursés

Total des frais	49 910 854 \$
------------------------	----------------------

Débours en indemnités de décès

Type	Débours (\$)
Indemnités de décès LAPVIC - conjoint	1 306 901
Indemnités de décès LAPVIC - parents et succession	2 144 336
Indemnités de décès LAPVIC - personnes à charge	3 971 235
Frais funéraires et transport du corps LAPVIC	186 482
Frais allocation spéciale IVAC - parents d'un enfant mineur décédé	0
Frais divers	852 712
Total⁴	8 461 666

⁴Les frais divers ne sont pas inclus plus haut dans le tableau « Prestations versées et frais d'administration » ce qui explique l'écart entre les deux totaux associés aux indemnités de décès.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Question **128**

Bilan, au 31 mars 2026, du fonctionnement des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2026-2027. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2026-2027.

Budgets 2025-2026

CAVAC	Ouverture	Montant (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Juin 2002	3 037 979
Bas-Saint-Laurent	Février 1990	2 737 933
Centre-du-Québec	Avril 2003	2 775 755
Côte-Nord	Novembre 2001	2 559 404
Cri	Janvier 2008	624 422
Estrie	Novembre 1992	2 315 104
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Février 2003	1 695 574
Lanaudière	Mars 1998	3 541 989
Laurentides	Décembre 1992	2 660 515
Laval	Mars 1991	2 866 604
Mauricie	Février 1990	2 589 129
Montréal	Mars 1990	4 907 806
Montréal	Novembre 1998	9 982 034
Nunavik	Octobre 2004	239 355
Outaouais	Novembre 1989	3 218 781
Région de Québec	Juin 1988	4 749 198
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Janvier 1989	4 319 275
Total		54 820 857

Ces montants incluent, le cas échéant, le financement nécessaire pour la prestation des services offerts aux personnes victimes dans les contextes suivants :

- Programme de mesures de rechange général ;
- Programme témoin enfant et autres vulnérabilités ;
- Équipe spécialisée en accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle ;
- Services d'aide aux personnes victimes autochtones ;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Question **128**

Suite

Effectifs autorisés des CAVAC en 2025-2026

CAVAC	Directeur	Effectifs Temps plein et occasionnels	Total
Abitibi-Témiscamingue	1	30	31
Bas-St-Laurent	1	27	28
Centre-du-Québec	1	31	32
Côte-Nord	1	25	26
Cri	1	8	9
Estrie	1	33	34
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	15	16
Lanaudière	1	32	33
Laurentides	1	23	24
Laval	1	29	30
Mauricie	1	31	32
Montréal	1	54	55
Montréal	1	102	103
Nunavik	1	11	12
Outaouais	1	31	32
Région de Québec	1	53	54
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	36	37
Total	17	571	588

Question **129**

Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Description	Montant (\$)
Services récurrents	
SOS violence conjugale ¹	1 595 000
Plaidoyer-Victimes	336 900
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal ¹	2 104 912
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	195 000
Centre de services de justice réparatrice	150 000
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	100 000
Services récurrents – total partiel	4 902 512
Projets spéciaux – fédéral	
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	103 305
Centre d'expertise Marie-Vincent	228 950
Centre intégré de santé et services sociaux Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Université du Québec à Trois-Rivières	31 750
Université de Montréal	150 000
Projets spéciaux - fédéral – total partiel	616 875
Total	5 519 387

¹Incluant un montant pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Pour les projets spéciaux en lien avec le Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels, la réponse est incluse à la réponse de la question DP1.12.

Question **131**

Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la Loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.

Infractions à la loi R-20	Montant ¹
Montant des amendes et frais	5 544 776 \$

¹Il s'agit de la valeur des amendes et des frais apparaissant aux constats d'infraction.

Loi R-20 : Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Question **132**

Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2026.

Le régime n'est pas capitalisé et les dépenses sont payées à même le Fonds consolidé du revenu.

Question **133**

Les sommes imposées par les juges québécois à titre de suramendes compensatoires en vertu de l'article 737 du Code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de suramendes compensatoires réclamées. Indiquer s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.

Montants et nombre de suramendes par district judiciaire et par mois

District	Valeurs	2025-04	2025-05	2025-06	2025-07	2025-08	2025-09	2025-10	2025-11	2025-12	2026-01	Total
Abitibi	Montant peine	4 670 \$	4 950 \$	8 705 \$	6 050 \$	4 600 \$	11 865 \$	6 480 \$	14 025 \$	8 010 \$	8 200 \$	77 555 \$
	Nombre de dossiers	17	15	25	28	13	46	25	31	21	25	246
Alma	Montant peine	800 \$	4 580 \$	6 160 \$	4 305 \$	0 \$	3 225 \$	3 300 \$	2 800 \$	5 225 \$	3 940 \$	34 335 \$
	Nombre de dossiers	2	14	14	10	0	7	12	9	15	17	100
Arthabaska	Montant peine	3 690 \$	4 863 \$	3 145 \$	3 200 \$	2 450 \$	1 280 \$	2 650 \$	4 275 \$	2 660 \$	4 175 \$	32 388 \$
	Nombre de dossiers	12	23	10	5	8	4	11	16	12	11	112
Baie-Comeau	Montant peine	2 805 \$	850 \$	200 \$	1 875 \$	8 100 \$	5 465 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 295 \$
	Nombre de dossiers	11	2	1	4	19	11	0	0	0	0	48
Beauce	Montant peine	5 575 \$	7 050 \$	4 450 \$	7 505 \$	3 350 \$	6 860 \$	4 250 \$	7 360 \$	8 597 \$	5 225 \$	60 222 \$
	Nombre de dossiers	19	23	13	18	6	18	8	31	29	14	179
Beauharnois	Montant peine	3 900 \$	390 \$	9 400 \$	22 175 \$	4 125 \$	6 435 \$	2 800 \$	0 \$	500 \$	23 980 \$	73 705 \$
	Nombre de dossiers	18	3	37	61	19	27	8	0	2	76	251
Bedford	Montant peine	7 500 \$	0 \$	10 295 \$	5 900 \$	0 \$	10 140 \$	5 825 \$	8 620 \$	8 075 \$	5 950 \$	62 305 \$
	Nombre de dossiers	26	0	38	24	0	40	22	25	23	17	215
Bonaventure	Montant peine	550 \$	0 \$	300 \$	300 \$	200 \$	2 900 \$	2 300 \$	0 \$	450 \$	1 900 \$	8 900 \$
	Nombre de dossiers	2	0	1	2	2	11	8	0	1	10	37
Charlevoix	Montant peine	0 \$	3 500 \$	3 450 \$	2 850 \$	600 \$	2 925 \$	400 \$	1 350 \$	600 \$	3 350 \$	19 025 \$
	Nombre de dossiers	0	9	11	4	1	8	2	5	4	10	54
Chicoutimi	Montant peine	6 905 \$	4 175 \$	8 325 \$	300 \$	5 950 \$	6 163 \$	14 035 \$	13 075 \$	0 \$	21 875 \$	80 803 \$
	Nombre de dossiers	30	8	26	1	20	16	33	11	0	46	191
Drummond	Montant peine	1 130 \$	5 465 \$	5 550 \$	7 385 \$	3 035 \$	6 138 \$	8 210 \$	4 100 \$	2 710 \$	9 240 \$	52 963 \$
	Nombre de dossiers	5	9	19	18	13	17	19	11	11	18	140
Frontenac	Montant peine	545 \$	3 150 \$	1 300 \$	0 \$	2 450 \$	1 830 \$	1 600 \$	1 350 \$	1 860 \$	2 540 \$	16 625 \$
	Nombre de dossiers	4	12	5	0	7	3	5	6	4	6	52
Gaspé	Montant peine	3 150 \$	3 075 \$	1 250 \$	3 110 \$	1 890 \$	2 250 \$	2 200 \$	2 700 \$	4 850 \$	3 200 \$	27 675 \$
	Nombre de dossiers	22	11	2	18	5	9	9	7	18	13	114
Gatineau	Montant peine	9 710 \$	8 900 \$	4 485 \$	16 595 \$	8 275 \$	7 850 \$	10 155 \$	13 960 \$	2 720 \$	15 755 \$	98 405 \$
	Nombre de dossiers	25	32	16	46	25	23	30	38	11	45	291
Iberville	Montant peine	1 555 \$	7 185 \$	3 200 \$	6 990 \$	500 \$	5 610 \$	3 900 \$	200 \$	5 020 \$	3 800 \$	37 960 \$
	Nombre de dossiers	7	25	7	26	2	18	11	2	12	8	118
Joliette	Montant peine	23 210 \$	15 880 \$	17 685 \$	17 855 \$	4 950 \$	21 800 \$	37 950 \$	16 130 \$	14 840 \$	14 790 \$	185 090 \$
	Nombre de dossiers	72	59	58	44	20	72	112	55	42	40	574
Kamouraska	Montant peine	2 300 \$	3 715 \$	2 100 \$	2 150 \$	2 900 \$	2 200 \$	4 850 \$	0 \$	7 000 \$	1 040 \$	28 255 \$
	Nombre de dossiers	13	9	6	7	9	5	9	0	23	2	83
Labelle	Montant peine	300 \$	8 625 \$	4 175 \$	650 \$	1 450 \$	300 \$	6 650 \$	1 500 \$	3 450 \$	8 260 \$	35 360 \$
	Nombre de dossiers	3	24	13	4	6	2	16	6	10	18	102
Laval	Montant peine	21 420 \$	9 080 \$	10 210 \$	10 640 \$	5 800 \$	13 290 \$	11 740 \$	13 280 \$	15 050 \$	9 290 \$	119 800 \$
	Nombre de dossiers	66	29	41	33	21	36	41	34	44	39	384
Longueuil	Montant peine	23 340 \$	21 145 \$	12 270 \$	22 040 \$	11 300 \$	10 620 \$	7 810 \$	8 060 \$	15 140 \$	14 330 \$	146 055 \$
	Nombre de dossiers	66	54	27	63	27	33	31	23	37	48	409
Mégantic	Montant peine	600 \$	600 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	650 \$	400 \$	200 \$	1 400 \$	3 850 \$
	Nombre de dossiers	3	1	0	0	0	0	2	1	1	8	16
Mingan	Montant peine	0 \$	10 475 \$	0 \$	500 \$	5 270 \$	0 \$	2 325 \$	5 400 \$	200 \$	2 500 \$	26 670 \$
	Nombre de dossiers	0	32	0	3	17	0	9	15	1	5	82
Montmagny	Montant peine	1 230 \$	1 410 \$	0 \$	3 160 \$	5 010 \$	0 \$	4 490 \$	3 240 \$	0 \$	4 390 \$	22 930 \$
	Nombre de dossiers	2	5	0	6	18	0	12	10	0	11	64
Montréal	Montant peine	39 700 \$	63 065 \$	46 055 \$	33 650 \$	43 920 \$	2 545 348 \$	55 005 \$	32 150 \$	52 225 \$	42 975 \$	2 954 093 \$
	Nombre de dossiers	126	243	204	123	179	176	185	130	156	156	1678
Pontiac	Montant peine	600 \$	450 \$	0 \$	300 \$	100 \$	0 \$	2 650 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 100 \$
	Nombre de dossiers	1	2	0	2	1	0	4	0	0	0	10
Québec	Montant peine	28 810 \$	29 410 \$	17 100 \$	21 155 \$	11 990 \$	26 515 \$	23 065 \$	22 975 \$	21 380 \$	27 190 \$	229 590 \$
	Nombre de dossiers	95	100	67	77	34	92	74	77	77	95	788
Richelieu	Montant peine	3 820 \$	2 800 \$	10 915 \$	3 550 \$	3 450 \$	2 900 \$	6 730 \$	6 780 \$	450 \$	4 825 \$	46 220 \$
	Nombre de dossiers	18	11	42	11	13	14	23	20	1	13	166
Rimouski	Montant peine	2 200 \$	2 500 \$	3 425 \$	4 500 \$	200 \$	3 725 \$	8 050 \$	5 460 \$	5 950 \$	4 630 \$	40 640 \$
	Nombre de dossiers	2	8	12	14	1	15	20	13	20	22	127
Roberval	Montant peine	2 100 \$	6 773 \$	2 000 \$	1 550 \$	4 850 \$	1 300 \$	1 523 \$	2 500 \$	2 650 \$	3 650 \$	28 896 \$
	Nombre de dossiers	4	21	7	9	9	4	6	9	10	17	96
Rouyn-Noranda	Montant peine	3 200 \$	2 675 \$	2 400 \$	4 400 \$	1 400 \$	1 100 \$	3 650 \$	2 750 \$	400 \$	3 100 \$	25 075 \$
	Nombre de dossiers	8	8	6	9	3	5	10	8	2	10	69
Saint-François	Montant peine	4 910 \$	10 925 \$	11 415 \$	10 220 \$	5 725 \$	3 115 \$	18 770 \$	7 595 \$	11 185 \$	18 345 \$	102 205 \$
	Nombre de dossiers	14	38	33	35	17	13	48	22	30	52	302
Saint-Hyacinthe	Montant peine	4 195 \$	4 385 \$	5 775 \$	0 \$	2 150 \$	5 740 \$	9 025 \$	10 675 \$	7 660 \$	3 725 \$	53 330 \$
	Nombre de dossiers	11	15	22	0	14	31	24	36	17	9	179
Saint-Maurice	Montant peine	3 600 \$	5 215 \$	7 100 \$	1 500 \$	0 \$	5 150 \$	4 890 \$	1 950 \$	5 300 \$	1 900 \$	36 605 \$
	Nombre de dossiers	12	15	23	7	0	19	16	6	14	7	119
Témiscamingue	Montant peine	0 \$	1 750 \$	300 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	850 \$	0 \$	400 \$	3 300 \$
	Nombre de dossiers	0	3	2	0	0	0	0	3	0	1	9
Terrebonne	Montant peine	12 765 \$	12 475 \$	11 620 \$	11 510 \$	10 925 \$	13 450 \$	21 400 \$	16 060 \$	7 700 \$	15 615 \$	133 520 \$
	Nombre de dossiers	31	40	30	41	25	44	64	46	26	49	396
Trois-Rivières	Montant peine	14 350 \$	7 400 \$	5 350 \$	12 055 \$	3 400 \$	11 550 \$	5 870 \$	10 846 \$	7 050 \$	8 160 \$	86 031 \$
	Nombre de dossiers	35	27	15	37	7	34	21	30	23	19	248
Total	Montant peine	245 135 \$	278 886 \$	240 110 \$	249 925 \$	170 315 \$	2 749 039 \$	305 198 \$	242 416 \$	229 107 \$	303 645 \$	5 013 776 \$
Total	Nombre de dossiers	782	930	833	790	561	853	930	736	697	937	8049

L'information selon laquelle il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire n'est pas disponible.

Question **134**

Bilan de la mise en œuvre de la Loi concernant la médiation familiale et pour 2025-2026 :
 a) nombre de couples ayant participé aux séances d'information;
 b) nombre de couples ayant obtenu une dispense;
 c) nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.

Statistique en médiation familiale ¹	Nombre
Nombre de couples ayant participé aux séances sur la parentalité après la rupture :	
• Nombre de séances	168
• Nombre de participants	4 476
Exemption de participation à la séance d'information sur la parentalité après la rupture en raison de violence conjugale	26
Nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale	14 371

¹Les données correspondent aux rapports de médiation reçus au service de médiation familiale.

Question

135

Pour 2025-2026, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Cette année, parmi les 30 interprètes, 13 sont qualifiés conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, soit 4 Inuits, 1 Innu, et 8 Cris.

Question **136**

En date du 31 mars 2026, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.

Nombre d'interprètes autochtones : 30

- Inuit (incluant Apatakaa) : 6
- Cri : 11
- Innu : 6
- Innu et Naskapi : 1
- Naskapi : 3
- Atikamekw : 2
- Toutes les langues (Services parajudiciaires autochtones du Québec) : 1

Nombre d'interprètes autochtones qualifiés : 13

- Inuit : 4
- Cri : 8
- Innu : 1

Question **137**

Pour 2025-2026, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Aucune séance d'examen n'a été tenue en 2025-2026.

Question **138**

Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer :

- a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne;
- b) Le nombre d'employés à temps partiel;
- c) Le nombre d'employés à temps complet;
- d) La formation reçue par les employés;
- e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique;
- f) Le nombre d'appels reçus à ce jour;
- g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale);
- h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne;
- i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique;
- j) Les actions posées suite aux appels;
- k) Les appels restants sans suivi.

a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne

20 employés sont dédiés à cette ligne.

b) Le nombre d'employés à temps partiel

Aucun.

c) Le nombre d'employés à temps complet

20 employés.

d) La formation reçue par les employés

327,5 heures de formation :

- Les conséquences et séquelles d'une violence sexuelle : enfants – adultes;
- Questionner un enfant : favoriser le rappel libre;
- Ateliers de Guérison des mémoires;
- Formation sur l'enlèvement international;
- Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux;
- La violence conjugale et sexuelle en milieu autochtone;
- L'interruption de la violence conjugale et familiale d'adultes autochtones au Québec;
- Tout ce que vous devez savoir sur la violence conjugale ou presque;
- Les scénarios de protection, inventaire de risques, stratégie de sécurité et répéter les étapes;
- Formation de sensibilisation aux réalités autochtones : approbation des outils de communication;
- Journée avec les experts :
 - Quelles suites pour le rapport « Rebâtir la confiance »;
 - Défis et enjeux des milieux pour la mise en œuvre des suites du rapport « Rebâtir la confiance »;
 - Tribunaux spécialisés;
 - Stress de compassion.
- Série de formations sur la violence conjugale et post-séparation et sur la violence à caractère sexuel;
- Formation sur le phénomène de la violence conjugale;
- « Violence conjugale : Connaître, détecter, intervenir »;
- Jurisprudence et doctrine sur la diffamation;
- Violence conjugale : L'effet de cooccurrence des violences sur la gravité des sévices subis en contexte conjugale;
- Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire : Suivi des rencontres avec l'équipe de Rebâtir et remise de la documentation;
- Cours sur la violence familiale et le droit de la famille à l'intention des conseillers juridiques;
- Introduction aux modifications apportées à la législation fédérale sur le droit de la famille;
- Contrôle coercitif : La notion de contrôle coercitif et outils complémentaires;
- Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrantes et racisées;
- Présentation de divers outils et formations développés par Éducaloi;
- Intervenir auprès des personnes immigrantes, victimes d'agression sexuelle;
- Intervenir auprès des victimes de violence conjugale;

- Comprendre les infractions à caractère sexuel et le processus judiciaire;
- Formation : Le processus judiciaire dans un contexte de violence conjugale;
- Formation : Faciliter la participation des victimes au processus judiciaire criminel;
- Formation : Le bail résidentiel : Attestation en vue de la résiliation;
- Démystifier les services offerts par les CAVAC;
- Guide d'intervention spécifique aux témoins mineurs;
- Formation en dommages et intérêts pour les victimes VC – VS + diffamation;
- Quel est le rôle du Carrefour sécurité en matière de VC;
- Évaluation des risques pour la santé de nos clients;
- Présentation du dossier spécial CAIJ-Rebâtir + contrôle coercitif;
- Rapport : Accès à la justice pour les femmes marginalisées victimes de violence;
- Démystifier le rôle d'info aide violence sexuelle;
- Les personnes victimes et la C.Q.L.C.;
- L'art de s'exprimer en toute liberté (Diffamation);
- « Politique inspirante en violence conjugale »;
- Les Tribunaux spécialisés en matière de VC-VS;
- Présentation de l'accompagnement des victimes d'agression sexuelle et soutien aux personnes à risque ou victimes d'exploitation sexuelle;
- S'occuper de nous : Prévenir la fatigue de compassion et trauma vicariant;
- Membres Socio judiciaire - Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Prévenir l'homicide du partenaire intime;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Formation de base sur la violence sexuelle;
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - La violence ne cesse pas après la rupture : démystifier la violence conjugale post-séparation;
- Des outils pour mieux comprendre la réalité des victimes de violence conjugale et sexuelle pour mieux les représenter;
- La boîte à outils;
- Quand la violence conjugale s'immisce dans un dossier : nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir comme avocat;
- L'action civile pour l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale;
- Évaluation de la crédibilité et comportements non verbaux des témoins;
- Bracelet antirapprochement;
- Formation enfant témoin;
- Formation sur les facteurs de risque d'homicide en contexte de violence conjugale;
- Aide financière d'urgence offerte aux victimes de violences. (LAFU);
- Service offert aux victimes;
- Enlèvement International;
- L'exploitation sexuelle;
- Formation LAPVIC;
- La fatigue de compassion et le trauma vicariant;
- Formation de l'organisme Cyber-Citoyen : Outils pour détecter les moyens technologiques d'un agresseur;
- Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones;
- Reconnaître la personne suicidaire et faciliter l'accès à l'aide offerte par suivi action Montréal;
- Formation : Les notions de base en santé mentale;
- Formation 101 : Permis de travail et EIMT-CAQ;
- Formation 101 : Travailleurs qualifiés et de la résidence permanente économique du Québec;
- Rebâtir Phase II et nouveaux avocats Rebâtir phase I : Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones;

- Formation en droit de l'immigration offerte aux avocats du CCJRS et l'équipe Rebâtir;
- Formation loi sur les armes à feu du bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs de la SQ;
- Droits et réalités des peuples autochtones au Québec;
- Démystifier le contrôle coercitif : nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir;
- Assurer la sécurité d'une personne victime de violence conjugale : approche multidisciplinaire pour une meilleure cohérence dans l'utilisation des recours et outils disponibles;
- Balado avec l'honorable Julie Philippe : Première femme autochtone à devenir juge au Québec;
- Autoformation : Lecture du rapport de la CDPDJ sur les mythes et réalités et écoute des capsules de briser le code;
- Commissions d'enquête et peuples autochtones au Québec et au Canada : Constats, recommandations et application;
- Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux;
- Enjeux et réalités propres aux femmes des Premières Nations;
- L'impact d'un trauma sur la mémoire et son rappel;
- Obligation déontologique, risque à la sécurité, violence conjugale;
- La prise en compte des normes minimales de la loi fédérale (Loi C-92);
- S'unir pour prévenir : La recherche collaborative au service de la prévention de la violence au sein des relations intimes;
- Les survivantes : La traite de personnes et témoignage d'une survivante;
- Rencontre avec l'unité de cyberviolence;
- Présentation des services du CAVAC par Rose Pellerin;
- Séance d'information sur l'aide financière d'urgence par le ministère de la Justice du Québec;
- Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conférences par Fondation Marie-Vincent;
- L'union parentale par Michel Tétreault;
- Colloque sur la violence conjugale et familiale de la MRC Antoine-Labelle (UQAT et CISSS Laurentides);
- Actions collectives et infractions sexuelles;
- Colloque en droit de la jeunesse du Barreau de Québec;
- Formation sur le risque homicide;
- Séance d'information du ministère de la Justice du Québec sur la Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes;
- Formation en droit du travail et en droit de la jeunesse : outils de PEVC;
- Séance d'information sur l'ordonnance de protection civile par le ministère de la Justice du Québec;
- Formation de l'AQAADI - Droit de l'immigration : En comprendre l'essence et les subtilités;
- Les développements récents en droit de la famille 2025;
- Colloque – La violence conjugale face à la justice pénale;
- L'union parentale et son intégration en droit de la famille par le Barreau du Québec;
- Discussion autour du droit des compagnies avec Me Philippe Lafleur;
- Colloque Société de criminologie : pensez autrement les pratiques de justice pénale;
- Colloque de l'AQAADI 2025;
- La Charte canadienne des droits des victimes : de la garantie à l'effectivité des droits des personnes victimes au Québec;
- Immigration et criminalité : enjeux et stratégies pratiques;
- Le contrôle coercitif à hauteur d'enfants par Institut Écho.

e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique

En 2025-2026 : 3 026 788 \$

f) Le nombre d'appels reçus à ce jour

En 2025-2026 : 20 759 appels pour demander une consultation.

Question **138** Suite

g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale)

83 % en matière de violence conjugale.
17 % en matière de violence sexuelle.

Cependant, il est important de noter que, parmi les victimes de violence conjugale, 78 % subissent également des violences sexuelles dans ce contexte. En revanche, 17 % des victimes de violences sexuelles le sont exclusivement en dehors de toute situation de violence conjugale.

h) Sur les 4 heures de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne

La moyenne d'heure d'utilisation sur les 4 heures de consultation octroyées est de 2 h 50.

i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique

Les heures d'ouvertures et les journées d'opération sont du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30. Cependant, les avocats poursuivent leur consultation jusqu'à 17 h 30.

j) Les actions posées à la suite des appels sont :

- Consultation juridique;
- Évaluation du risque;
- Si risque, référence vers les organismes en charge de déclencher des cellules d'intervention rapide (cellules de crise);
- Si nécessaire, participation aux cellules de crise;
- Transfert des fiches de consultation dans les bureaux d'aide juridique de la région de la victime, afin que des actes juridiques soient posés;
- Référence à des organismes partenaires (environ 211 à ce jour) tels que :
 - SOS violence conjugale;
 - Info aide violence sexuelle;
 - Maisons d'hébergement ;
 - Directeur des poursuites criminelles et pénales;
 - Sûreté du Québec et service de police municipale.
- Organisation d'un rendez-vous avec un avocat de REBÂTIR, spécialisé dans un autre domaine de droit et si nécessaire, réservation d'un interprète pour la réalisation du rendez-vous de consultation;
- Référence à un avocat de la liste interne de REBÂTIR, si la personne n'est pas admissible à l'aide juridique ou s'il ne s'agit pas d'une urgence;
- Recherche de jurisprudence et doctrine afin d'aiguiller la victime dans ses démarches à entreprendre;
- Lecture et analyse des procédures et/ou documents reçus de la victime;
- Recherche au plunitif;
- Recherche au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM);
- Recherche au registre foncier du Québec;
- Accompagnement de la victime afin de remplir les formulaires administratifs tel que IVAC;
- Analyse des décisions expédiées par la victime, afin de donner une opinion juridique;
- Communication avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et les services de police afin de comprendre les raisons pour lesquelles une plainte n'a pas été retenue ou est en attente.

k) Les appels restants sans suivi

Aucun appel ne demeure sans suivi à moins qu'une personne victime téléphone et ne laisse aucun numéro pour la joindre.

Question **139**

Concernant l'annonce du 24 avril 2023 annonçant un financement de 1,6 million de dollars pour des projets visant à rebâtir la confiance des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale envers le système de justice, indiquer la liste des projets financés en date du 31 mars 2026 et les montants investis dans chacun.

Les sommes de 1,6 M\$ concernant l'annonce du 24 avril 2023 pour des projets visant à rebâtir la confiance ont été investies en 2022-2023.

Question **140**

Concernant le projet de Gestion du dossier judiciaire, des registres et du dossier du juge, fournir pour 2025-2026 :

- a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
- b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
- c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;
- d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
- e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
- f) État d'avancement;
- g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- a) Les sommes dépensées en 2025-2026 sont de 4,9 M\$.
- b) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- c) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- d) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2025-2026 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 26,8 ETC.
- e) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le projet est actuellement dans la phase d'exécution. Les travaux d'architecture détaillée, de preuve de concept et la planification du développement sont complétés. Les travaux de développement sont en cours. Les activités d'essai et d'implantation sont planifiées par livraison.
- f) L'avancement budgétaire du projet est de 53 %.
- g) Sans objet.

Question **141**

Concernant le projet de Gestion de l'audience numérique, fournir pour 2025-2026 :

- a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
- b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
- c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;
- d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
- e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
- f) État d'avancement;
- g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- a) Les sommes dépensées en 2025-2026 sont de 1,4 M\$.
- b) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- c) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- d) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2025-2026 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 26,8 ETC.
- e) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le projet est actuellement dans la phase d'exécution. Les travaux d'architecture détaillée, de preuve de concept et la planification du développement sont complétés. Les travaux de développement sont en cours. Les activités d'essai et d'implantation sont planifiées par livraison.
- f) L'avancement budgétaire du projet est de 35,5 %.
- g) Sans objet.

Question **142**

Concernant le projet Soutien de l'instance, la gestion des salles et la mise au rôle, fournir pour 2025-2026 :

- a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
- b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
- c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;
- d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
- e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
- f) État d'avancement;
- g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

- a) Les sommes dépensées en 2025-2026 sont de 0,8 M\$.
- b) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation.
- c) L'entreprise en infonuagique impliquée est Microsoft Azure.
- d) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2025-2026 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 26,8 ETC.
- e) Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Le dossier est suspendu au 11 août 2025 jusqu'à ce que la réalisation des autres fonctionnalités nécessaires soit complétée par d'autres projets.
- f) L'avancement budgétaire du projet est de 102 %.
- g) Sans objet.

Question **143**

Concernant le programme des chiens d'assistance pour la réinsertion sociale, fournir pour 2024-2025 et 2025-2026 :

- a) Le nombre de demandes acceptées et refusées;
- b) Le délai de traitement d'une demande;
- c) Le coût total du programme et sa ventilation;
- d) Le nombre de plaintes reçues;
- e) Le délai de réponse aux plaintes et le résultat de celles-ci;
- f) Le nombre d'inspecteurs;
- g) Le nombre d'inspections de chenils effectuées;

La mesure concernant les chiens d'assistance ne constitue pas un programme en tant que tel, mais plutôt une aide financière offerte dans le cadre de la réinsertion sociale afin de permettre à la personne victime de surmonter des difficultés sociales et redevenir autonome dans la réalisation de ses activités quotidiennes effectuées avant l'infraction criminelle.

Le MJQ ne détient pas les informations relatives au nombre de demandes acceptées ou refusées, au délai de traitement, aux plaintes reçues et à la ventilation des coûts. Des travaux sont en cours avec la Direction générale de l'IVAC afin de mieux documenter ces éléments.

Enfin, la Direction générale de l'IVAC n'a pas pour mission d'offrir un service d'inspection auprès des entreprises qui fournissent des chiens d'assistance. Ainsi, aucun inspecteur n'a ce type de mandat au sein de la Direction générale de l'IVAC et aucune inspection de chenils n'a été effectuée.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**Renseignements particuliers
du 2^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
P2.1	Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	138
P2.3	Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	139
P2.4	Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	140
P2.6	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours: a) le nombre de postes à combler; b) le nombre de postulants; c) la date; d) la nature (concours réservé ou non); e) le taux de réussite; f) la répartition par région administrative; g) la date de la publication des résultats.	141
P2.7	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	152
P2.8	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	153
P2.9	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.	154
P2.10	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas en l'an dernier.	155
P2.11	Total des sommes octroyées à titre d'aide financière d'urgence (AFU) pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.	156
P2.12	Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au palais de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qui souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint (JuridiQC), ventilé par région administrative.	157
P2.13	Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation ou de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.	158
P2.14	Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.	159
P2.15	Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilées par région administrative.	160
P2.16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.	161

Demande de renseignements		Page
P2.18	Nombre total de procureurs, selon la recension la plus récente possible, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des procureurs. Indiquer le nombre de procureurs en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste. Indiquez le nombre de procureurs occupant un poste permanent et le nombre de procureurs occupant un poste temporaire.	Cahier DPCP
P2.19	Nombre de postes permanents et temporaires de procureurs, selon la recension la plus récente possible, ayant été coupés, ainsi que la répartition en fonction des régions administratives.	Cahier DPCP
P2.20	Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par territoires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.	166
P2.21	Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.	167
P2.22	Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.	169
P2.24	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour l'année écoulée: a) nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) nombre de mandats émis à la pratique privée; d) coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P2.25	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, émis en présence de circonstances exceptionnelles et en raison que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable, sur décision du comité administratif de la Commission des services juridiques (application des articles 4.3 et 4.13 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P2.26	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilés par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsque la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention (application de l'article 4.7, par. 8 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P2.27	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilés par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille (application de l'article 4.7, par. 9 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Cahier CSJ
P2.28	Nombre de mandats d'aide juridique refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.	Cahier CSJ
P2.29	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	Cahier CSJ
P2.30	Ventilation détaillée des effectifs, selon la recension la plus récente possible, pour la Commission des services juridiques ainsi que pour chacun des bureaux d'aide juridique régionaux.	Cahier CSJ
P2.31	Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.	170
P2.32	Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux, ventilée par région administrative.	171

Demande de renseignements		Page
P2.33	Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère.	172
P2.34	L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.	173
P2.35	Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.	174
P2.36	La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d'eux.	175
P2.37	La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la Cour itinérante, ventilé par village ou communauté.	176
P2.38	La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.	177
P2.39	Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.	178
P2.41	Liste des nouvelles initiatives prises dans l'année écoulée afin de bonifier la sécurité dans les palais de justice.	179
P2.42	Sur le non-respect de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression, pour 2025-2026, veuillez donner : a) le nombre de signalements reçus, b) le nombre de plaintes déposées, c) le nombre d'amendes données, i. ventiler par montant ii. ventiler si récidiviste	181
P2.44	Suite à l'adoption de la Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes, veuillez donner : a) le nombre de formulaire d'ordonnance reçus i. préciser pour les demandes par la personne victime, les personnes autres et les organismes ii. préciser le nombre de victimes ayant moins de 18 ans b) le nombre d'ordonnances émises i. préciser pour les demandes par la personne victime, les personnes autres et les organismes ii. préciser le nombre de victimes ayant moins de 18 ans c) le nombre et le montant des sanctions émises d) Les montants alloués à la promotion de ce programme e) Le nombre de personnes employées pour ce programme (en équivalent temps plein) et leurs catégories d'emploi	182

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP2.2	Nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f
DP2.5	Nombre et proportion de personnes issues de la diversité (autochtones, communautés racisées, personnes en situation d'handicap) dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	Répondue par les réponses de la demande de renseignements généraux numéro 9a et 9b
DP2.17	Nombre total de juges, selon la recension la plus récente possible, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 18 de l'opposition officielle
DP2.23	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire. Synthèse des améliorations qui ont été apportées découlant de ces plaintes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 de l'opposition officielle
DP2.40	Liste de toutes les campagnes publicitaires commandées par le ministère et les sommes encourues.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 de l'opposition officielle
DP2.43	Sur le Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023, est-ce qu'un nouveau plan est prévu ? Donner l'état des consultations pour la rédaction d'un nouveau plan et les échéanciers.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur

Question **01**

Nombre de postes ouverts pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Catégorie d'emploi	Nombre de postes ouverts
Cadres	1
Personnel professionnel	5
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	27
Personnel ouvrier	0
Total	33

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **03**

Nombre et proportion de départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Catégorie d'emploi	Retraite		Mutation		Démission		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadres	2	3,2	4	5,6	1	0,5	7	2,2
Ouvriers	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Personnel de bureau	25	40,3	16	22,5	106	58,0	147	46,5
Professionnels	24	38,7	29	40,9	17	9,3	70	22,2
Techniciens et assimilés	11	17,8	22	31,0	59	32,2	92	29,1
Total	62	100%	71	100%	183	100%	316	100%

Question **04**

Nombre et proportion de femmes et d'hommes et de diverses identités de genre dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.

Femme		Homme	
Nombre	%	Nombre	%
111	65,3	59	34,7

Note: Le Ministère ne détient aucune information sur l'identité de genre de son personnel.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :

- a) le nombre de postes à combler;
- b) le nombre de postulants;
- c) la date;
- d) la nature (concours réservé ou non);
- e) le taux de réussite;
- f) la répartition par région administrative;
- g) la date de la publication des résultats.

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50435SRS04001002-12	1	20	2025-04-01	2025-04-14	Non
E50430SRS04001008-JB	1	28	2025-04-01	2025-04-14	Non
E11501SRS04001000-CAB	1	120	2025-04-02	2025-04-15	Non
28330SRS04001009-CAB	1	142	2025-04-02	2025-04-15	Non
28330SRS04001012-JB	1	46	2025-04-03	2025-04-09	Non
E50430SRS04001017-SB	1	126	2025-04-04	2025-04-17	Non
28330SRS04001018-12	1	38	2025-04-07	2025-04-23	Non
28330SRS04001014-05	1	17	2025-04-08	2025-04-14	Non
E50430SRS04001020-01	2	26	2025-04-08	2025-04-21	Non
28330SRS04001013-16	1	46	2025-04-08	2025-04-21	Non
E28430SRS04001026-05	1	28	2025-04-11	2025-04-17	Non
28330SRS04001005-SB	1	23	2025-04-11	2025-04-24	Non
E50430SRS04001033-SB	1	87	2025-04-15	2025-04-30	Non
E28430SRS04001032-SB	1	226	2025-04-16	2025-04-29	Non
E50430SRS04001037-02	1	28	2025-04-16	2025-05-01	Non
28330SRC04001036-SB	2	72	2025-04-16	2025-05-01	Non
E28430SRS04001052-15	1	118	2025-04-30	2025-05-13	Non
E50435SRS04001053-09	1	15	2025-05-01	2025-05-14	Non
28330SRS04001085-SB	3	107	2025-05-01	2025-05-14	Non
28330SRS04001063-02	1	20	2025-05-02	2025-05-15	Non
26410SRC04001045-08	2	287	2025-05-02	2025-05-15	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04001029-08	1	129	2025-05-05	2025-05-16	Non
28330SRS04001059-CAB	2	133	2025-05-05	2025-05-18	Non
E50430SRS04001068-16	3	74	2025-05-05	2025-05-16	Non
28330SRS04001058-CAB	1	118	2025-05-05	2025-05-18	Non
E50430SRS04001060-03	2	79	2025-05-05	2025-05-16	Non
E28430SRS04001062-03	1	93	2025-05-05	2025-05-09	Non
28330SRS04001061-03	1	35	2025-05-05	2025-05-25	Non
E11501SRS04001048-CAB	1	40	2025-05-06	2025-05-20	Non
E50430SRS04001066-05	1	43	2025-05-06	2025-05-20	Non
E50430SRS04001073-SB	1	64	2025-05-07	2025-05-21	Non
E50430SRS04001067-05	1	16	2025-05-07	2025-05-21	Non
E50428SRS04001050-SB	1	141	2025-05-07	2025-05-21	Non
28330SRS04001074-SB	2	100	2025-05-07	2025-05-21	Non
E50430SRS04001079-06	3	133	2025-05-07	2025-05-18	Non
E28430SRS04001069-03	1	140	2025-05-07	2025-05-25	Non
E50435SRS04001077-12	1	21	2025-05-08	2025-05-15	Non
28330SRS04001083-01	1	14	2025-05-09	2025-05-23	Non
28330SRS04001093-12	1	20	2025-05-14	2025-05-28	Non
28330SRC04001018-12	1	12	2025-05-14	2025-05-25	Non
E50428SRS04001076-SB	1	47	2025-05-19	2025-06-01	Non
28330SRS04001049-SB	1	34	2025-05-20	2025-06-13	Non
E28430SRS04001105-SB	1	43	2025-05-20	2025-05-26	Non
E50430SRS04001121-06	8	179	2025-05-26	2025-06-04	Non
28330SRS04001115-09	1	18	2025-05-26	2025-06-06	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E28430SRS04001120-08	1	24	2025-05-26	2025-06-06	Non
E28430SRS04001114-09	1	25	2025-05-26	2025-06-06	Non
E28430SRS04001116-09	2	42	2025-05-26	2025-06-15	Non
E50430SRS04001118-15	1	37	2025-05-27	2025-06-09	Non
E50430SRS04001035-SB	1	121	2025-05-28	2025-06-10	Non
13100SRS04001123-CAB	1	56	2025-05-30	2025-06-12	Non
28330SRC04001130-12	1	23	2025-05-30	2025-06-12	Non
E50430SRS04001133-16	1	43	2025-06-02	2025-06-13	Non
E50430SRS04001136-SB	1	19	2025-06-02	2025-06-13	Non
28330SRS04001119-SB	1	19	2025-06-05	2025-06-13	Non
E50430SRS04001043-05	1	28	2025-06-10	2025-06-23	Non
28330SRC04001061-03	1	36	2025-06-10	2025-06-23	Non
E50630SRS04001142-SB	1	242	2025-06-11	2025-06-17	Non
E28325SRS04001140-CAB	1	100	2025-06-11	2025-06-25	Non
E50430SRS04001145-15	1	30	2025-06-13	2025-06-19	Non
E50430SRS04001146-09	1	13	2025-06-13	2025-06-23	Non
28330SRS04001147-06	1	91	2025-06-16	2025-06-29	Non
28330SRC04001083-01	1	24	2025-06-16	2025-06-29	Non
28330SRC04001144-08	3	131	2025-06-17	2025-07-02	Non
E50430SRS04001149-08	2	135	2025-06-19	2025-07-04	Non
28330SRS04001155-SB	1	36	2025-06-20	2025-07-04	Non
E28325SRS04001135-CAB	2	36	2025-06-20	2025-07-07	Non
E50430SRS04001101-07	1	59	2025-06-23	2025-07-03	Non
E50430SRS04001156-06	2	145	2025-06-23	2025-07-03	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRS04001138-SB	2	29	2025-06-23	2025-07-08	Non
28330SRC04001058-CAB	1	119	2025-06-23	2025-07-11	Non
28330SRS04001163-02	1	26	2025-07-04	2025-07-17	Non
E50430SRS04001165-06	3	91	2025-07-08	2025-07-14	Non
13100SRS04001164-CAB	1	34	2025-07-08	2025-07-21	Non
E28430SRS04001169-09	1	36	2025-07-10	2025-07-25	Non
10500SRS04001078-LAP	1	510	2025-07-14	2025-07-18	Non
E50430SRS04001172-02	1	51	2025-07-15	2025-07-27	Non
28330SRS04001168-05	1	35	2025-07-16	2025-07-29	Non
E50428SRS04001132-SB	1	119	2025-07-17	2025-07-30	Non
28330SRS04001177-03	1	48	2025-07-17	2025-07-23	Non
28330SRS04001181-CAB	1	90	2025-07-17	2025-07-24	Non
E28430SRS04001184-05	1	54	2025-07-21	2025-08-01	Non
E28430SRS04001180-16	2	44	2025-07-21	2025-07-25	Non
28330SRC04001155-SB	1	14	2025-07-21	2025-07-25	Non
26410SRS04001170-09	1	86	2025-07-22	2025-08-04	Non
E50430SRS04001188-01	1	39	2025-07-24	2025-08-06	Non
E50430SRS04001186-SB	1	28	2025-07-28	2025-08-01	Non
E50430SRS04001193-05	1	47	2025-07-30	2025-08-12	Non
E28430SRS04001190-16	1	80	2025-07-30	2025-08-12	Non
28330SRC04001194-03	1	100	2025-08-04	2025-08-22	Non
28330SRS04001197-06	2	142	2025-08-11	2025-08-24	Non
E50430SRS04001192-06	9	209	2025-08-11	2025-08-24	Non
E28430SRS04001200-09	1	41	2025-08-13	2025-08-26	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04001199-09	1	21	2025-08-13	2025-08-19	Non
28330SRS04001202-SB	1	34	2025-08-15	2025-08-28	Non
E50430SRS04001188-SB	1	43	2025-08-18	2025-08-28	Non
28330SRS04001206-SB	1	28	2025-08-18	2025-08-29	Non
28330SRS04001207-SB	1	29	2025-08-18	2025-08-29	Non
E28430SRS04001205-06	1	183	2025-08-19	2025-08-28	Non
E11501SRS04001208-SB	1	102	2025-08-19	2025-09-03	Non
E28430SRS04001203-SB	1	84	2025-08-20	2025-09-02	Non
E28430SRS04001210-03	1	116	2025-08-21	2025-09-01	Non
28330SRS04001209-LAP	1	52	2025-08-21	2025-09-04	Non
E11501SRS04001212-CAB	1	43	2025-08-22	2025-09-05	Non
E50430SRS04001204-SB	1	41	2025-08-25	2025-09-05	Non
28330SRS04001187-16	2	47	2025-08-25	2025-09-08	Non
E11501SRS04001213-SB	1	45	2025-08-26	2025-09-09	Non
E50430SRS04001217-01	1	24	2025-08-28	2025-09-10	Non
E50430SRS04001223-01	1	34	2025-09-10	2025-09-23	Non
E50430SRS04001224-06	4	152	2025-09-10	2025-09-21	Non
E50430SRS04001229-15	1	45	2025-09-11	2025-09-24	Non
E50430SRS04001226-16	2	98	2025-09-11	2025-09-24	Non
28330SRS04001227-16	3	82	2025-09-12	2025-09-25	Non
28330SRS04001234-15	1	18	2025-09-12	2025-09-18	Non
E28430SRS04001230-16	1	127	2025-09-12	2025-09-26	Non
28330SRS04001236-08	1	111	2025-09-15	2025-09-26	Non
28330SRS04001235-05	1	27	2025-09-15	2025-09-28	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50428SRS04001216-16	1	88	2025-09-15	2025-09-26	Non
E50430SRS04001242-SB	1	41	2025-09-15	2025-09-26	Non
28330SRS04001241-SB	1	92	2025-09-15	2025-09-26	Non
E50430SRS04001237-08	1	123	2025-09-15	2025-09-28	Non
E50430SRS04001243-SB	1	87	2025-09-16	2025-09-26	Non
E28325SRS04001244-CAB	1	60	2025-09-17	2025-10-19	Non
E28430SRS04001239-08	1	39	2025-09-18	2025-10-01	Non
E50430SRS04001240-08	1	24	2025-09-18	2025-10-01	Non
E50430SRS04001247-SB	1	25	2025-09-19	2025-10-02	Non
28330SRS04001252-SB	1	18	2025-09-19	2025-09-25	Non
28330SRC04001202-SB	1	30	2025-09-19	2025-10-02	Non
28330SRS04001254-LAP	1	141	2025-09-22	2025-10-05	Non
10400SRS04001248-CAB	1	337	2025-09-24	2025-10-07	Non
E28430SRS04001256-03	1	78	2025-09-25	2025-10-02	Non
E28430SRS04001257-09	1	14	2025-09-26	2025-10-02	Non
E50428SRS04001231-15	1	66	2025-09-29	2025-10-12	Non
28330SRS04001261-06	2	79	2025-10-02	2025-10-12	Non
E50430SRS04001263-08	1	29	2025-10-02	2025-10-15	Non
E50430SRS04001267-03	4	108	2025-10-03	2025-10-17	Non
28330SRS04001265-12	2	31	2025-10-03	2025-10-17	Non
28330SRS04001271-15	1	38	2025-10-06	2025-10-10	Non
E28430SRS04001272-15	1	72	2025-10-06	2025-10-17	Non
E50430SRS04001268-06	2	120	2025-10-06	2025-10-17	Non
E11501SRS04001274-LAP	1	72	2025-10-07	2025-10-21	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRS04001245-LAP	2	101	2025-10-09	2025-10-23	Non
26410SRS04001286-LAP	1	194	2025-10-09	2025-10-23	Non
28330SRS04001285-15	1	38	2025-10-09	2025-10-16	Non
E50430SRS04001270-11	1	28	2025-10-10	2025-10-23	Non
28330SRS04001284-LAP	1	24	2025-10-14	2025-10-27	Non
E28430SRS04001287-LAP	1	42	2025-10-14	2025-10-20	Non
E50430SRS04001280-LAP	1	36	2025-10-14	2025-10-27	Non
E50430SRS04001288-LAP	1	15	2025-10-15	2025-10-21	Non
E28430SRS04001294-LAP	1	58	2025-10-16	2025-10-29	Non
13100SRS04001272-CAB	1	68	2025-10-20	2025-11-03	Non
28330SRS04001295-15	1	27	2025-10-20	2025-10-24	Non
28330SRS04001269-LAP	1	29	2025-10-21	2025-11-03	Non
E50430SRS04001299-LAP	1	103	2025-10-21	2025-11-03	Non
E50430SRS04001275-LAP	1	48	2025-10-22	2025-11-04	Non
E28430SRS04001278-LAP	1	88	2025-10-23	2025-11-05	Non
E50430SRS04001304-LAP	1	15	2025-10-24	2025-10-30	Non
28330SRS04001307-LAP	5	117	2025-10-27	2025-11-07	Non
E50430SRS04001306-LAP	5	152	2025-10-27	2025-11-07	Non
28330SRS04001307-001	5	0	2025-10-27	2025-11-07	Non
E28430SRS04001303-CAB	1	121	2025-10-28	2025-11-03	Non
E50430SRS04001289-LAP	1	45	2025-10-30	2025-11-12	Non
28330SRS04001308-16	1	41	2025-10-30	2025-11-12	Non
E28430SRS04001312-08	1	47	2025-11-03	2025-11-14	Non
10500SRS04001290-CAB	1	65	2025-11-04	2025-11-10	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
28330SRS04001311-06	1	129	2025-11-05	2025-11-19	Non
28330SRC04001265-12	1	30	2025-11-10	2025-11-21	Non
E50430SRS04001305-LAP	1	107	2025-11-11	2025-11-25	Non
E50430SRS04001322-LAP	2	109	2025-11-12	2025-11-18	Non
E11501SRS04001232-LAP	1	82	2025-11-12	2025-12-11	Non
E28430SRS04001325-LAP	1	76	2025-11-12	2025-11-25	Non
28330SRS04001327-LAP	2	92	2025-11-13	2025-11-26	Non
E50430SRS04001334-LAP	1	34	2025-11-13	2025-11-26	Non
E28430SRS04001337-15	1	78	2025-11-14	2025-11-23	Non
28330SRS04001338-03	1	50	2025-11-18	2025-11-24	Non
E50430SRS04001339-08	1	20	2025-11-19	2025-12-02	Non
E50428SRS04001340-LAP	1	60	2025-11-21	2025-11-27	Non
E28430SRS04001345-SB	1	117	2025-11-24	2025-12-05	Non
E50430SRS04001347-SB	1	27	2025-11-25	2025-12-01	Non
E28435SRS04001350-LAP	1	44	2025-11-26	2025-12-02	Non
E28430SRS04001355-03	1	79	2025-11-27	2025-12-05	Non
E28430SRS04001354-LAP	1	67	2025-11-27	2025-12-10	Non
E50430SRS04001352-06	2	146	2025-11-27	2025-12-10	Non
28330SRS04001357-12	1	27	2025-11-27	2025-12-11	Non
28330SRS04001356-03	5	45	2025-11-27	2025-12-03	Non
26410SRS04001296-LAP	1	208	2025-11-28	2025-12-07	Non
13100SRS04001358-12	1	40	2025-11-28	2025-12-12	Non
E50430SRS04001362-03	1	45	2025-11-28	2025-12-05	Non
E50430SRS04001351-16	1	53	2025-11-28	2025-12-11	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04001366-LAP	2	44	2025-12-01	2025-12-09	Non
E50430SRS04001361-LAP	1	24	2025-12-01	2025-12-05	Non
28330SRS04001365-06	2	83	2025-12-02	2025-12-08	Non
E28430SRS04001349-SB	1	85	2025-12-04	2026-01-09	Non
E50428SRS04001360-17	1	16	2025-12-06	2025-12-15	Non
E28325SRS04001336-CAB	1	57	2025-12-08	2026-01-06	Non
28330SRS04001359-05	1	21	2025-12-09	2025-12-15	Non
E28430SRS04001374-CAB	1	137	2025-12-11	2025-12-17	Non
E11501SRS04001382-LAP	1	78	2025-12-17	2026-01-16	Non
E50430SRS04001391-03	2	130	2025-12-17	2026-01-12	Non
E50430SRS04001397-LAP	1	43	2025-12-22	2026-01-09	Non
13100SRS04001401-12	1	33	2025-12-22	2026-01-11	Non
28330SRS04001394-LAP	1	34	2025-12-22	2026-01-09	Non
E11501SRS04001367-CAB	1	67	2025-12-22	2026-01-11	Non
E50430SRS04001377-15	1	67	2026-01-05	2026-01-19	Non
E50430SRS04001369-08	1	142	2026-01-05	2026-01-16	Non
E28430SRS04001383-JB	1	35	2026-01-05	2026-01-16	Non
E50430SRS04001375-15	1	72	2026-01-05	2026-01-19	Non
E28430SRS04001395-LAP	1	61	2026-01-05	2026-01-16	Non
E50430SRS04001376-15	1	57	2026-01-05	2026-01-19	Non
E28430SRS04001396-LAP	1	57	2026-01-05	2026-01-16	Non
E50430SRS04001378-16	1	38	2026-01-05	2026-01-09	Non
E50430SRS04001389-LAP	1	23	2026-01-05	2026-01-16	Non
28330SRC04001387-12	1	33	2026-01-05	2026-01-16	Non

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2026-2027

Question **06**

Suite

Numéro du processus de sélection au recrutement	Nombre de postes offerts	Nombre de postulants	Date de début de publication	Date de fin de publication	Nature (processus réservé ou non)
E50430SRS04001407-06	2	124	2026-01-06	2026-01-15	Non
E11501SRS04001388-CAB	1	59	2026-01-07	2026-01-25	Non
28330SRS04001386-CAB	1	65	2026-01-08	2026-01-14	Non
E28430SRS04001410-CAB	2	158	2026-01-08	2026-01-21	Non
28330SRS04001419-06	4	92	2026-01-09	2026-01-20	Non
E50430SRS04001409-SB	2	45	2026-01-09	2026-01-22	Non
E28430SRS04001418-03	1	134	2026-01-09	2026-01-25	Non
28330SRS04001421-01	1	22	2026-01-09	2026-01-23	Non
E28430SRS04001420-CAB	2	56	2026-01-12	2026-01-23	Non
28330SRS04001416-CAB	1	87	2026-01-12	2026-01-21	Non
28330SRC04001227-16	2	56	2026-01-12	2026-01-23	Non
28330SRS04001414-CAB	2	31	2026-01-13	2026-01-26	Non
28330SRC04001422-12	1	20	2026-01-13	2026-01-21	Non
28330SRS04001406-CAB	2	81	2026-01-14	2026-01-27	Non
E50430SRS04001423-SB	1	83	2026-01-16	2026-01-29	Non
E50430SRS04001427-CAB	1	12	2026-01-16	2026-01-29	Non
28330SRS04001430-CAB	1	53	2026-01-19	2026-01-25	Non
E28430SRS04001432-15	1	71	2026-01-19	2026-02-01	Non
28330SRC04001308-16	2	23	2026-01-19	2026-01-23	Non
E50430SRS04001431-03	1	89	2026-01-20	2026-02-02	Non
E50430SRS04001412-SB	1	25	2026-01-21	2026-02-03	Non

e) Depuis la mise en œuvre de la Refonte sur la dotation dans la fonction publique, il n'y a plus de seuil de passage associé aux différents processus de sélection, la notion de taux de réussite n'est donc pas applicable.

Question **06**

Suite

- f) Les processus de sélection au recrutement sont ouverts aux candidats de toutes les régions administratives.
- g) Information non disponible.

Question **07**

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

À titre de procureur général du Québec (PGQ), le ministre de la Justice représente l'ensemble des ministères devant les tribunaux.

Advenant un jugement condamnant à verser des sommes à titre de dommages et intérêts, il revient au ministère-client de verser de telles sommes.

Pour l'année 2025-2026, le ministère de la Justice du Québec n'a versé aucune somme à titre de dommages et intérêts dans les dossiers où il était représenté par le PGQ.

Question **08**

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

À titre de procureur général du Québec (PGQ), le ministre de la Justice représente l'ensemble des ministères devant les tribunaux.

Advenant un jugement condamnant à verser des sommes à titre de dommages exemplaires ou punitifs, il revient au ministère-client de verser de telles sommes.

Pour l'année 2025-2026, le ministère de la Justice du Québec n'a eu à verser aucune somme à titre de dommages dans les dossiers où il était représenté par le PGQ.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

Estimation des dépenses supplémentaires budgétaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

La dépense probable 2025-2026 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2026-2027 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question **10**

Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives qui n'existaient pas l'an dernier

La dépense probable 2025-2026 du portefeuille « Justice » ainsi que le budget de dépenses 2026-2027 sont présentés dans le document budgétaire « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes » (volume 2).

Question **11**

Total des sommes octroyées à titre d'aide financière (AFU) pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ventilées par région administrative, le nom des organismes qui administrent ces sommes pour chacune des régions administratives et le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes.

Toutes les demandes d'aide financière d'urgence pour les personnes victimes de violence conjugale ou sexuelle sont traitées par trois organismes, soit SOS violence conjugale pour les demandes concernant des situations de violence conjugale, le Centre pour les victimes d'agressions sexuelles de Montréal, qui gère la ligne téléphonique Info-aide violence sexuelle, pour les demandes en matière de violence sexuelle, ainsi que la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik pour les demandes impliquant des personnes victimes du Nunavik.

Le déploiement de l'aide financière d'urgence se fait graduellement. Au 31 janvier 2026, l'aide financière d'urgence était disponible dans les dix-sept régions administratives du Québec, bien que des travaux se poursuivent pour le déploiement d'une solution adaptée pour la région d'Eeyou Istchee Baie-James :

1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1^{er} mars 2023)
10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)
11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)
12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023)
17. Nord-du-Québec (région du Nunavik, depuis le 1^{er} novembre 2024)

Diverses dépenses d'urgence ont été accordées afin de permettre aux personnes victimes et aux personnes à leur charge de quitter rapidement un endroit dangereux. Les dépenses varient en fonction des besoins de la personne victime et du contexte de dangerosité de sa situation. Le tableau suivant présente les dépenses accordées pour l'année financière 2025-2026 en date du 31 janvier 2026. Au total, 666 personnes victimes ont eu recours à l'aide financière d'urgence.

Région administrative	Montant (\$)
Bas-St-Laurent (01)	225
Saguenay-Lac-St-Jean (02)	19 207
Capitale-Nationale (03)	60 034
Mauricie (04)	21 873
Estrie (05)	31 254
Montréal (06)	342 189
Outaouais (07)	69 051
Abitibi-Témiscamingue (08)	1 761
Côte-Nord (09)	9 499
Nord-du-Québec (10)	6 013
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	2 113
Chaudière-Appalaches (12)	16 285
Laval (13)	21 818
Lanaudière (14)	51 263
Laurentides (15)	67 586
Montérégie (16)	93 777
Centre-du-Québec (17)	13 580
Total	827 528

Question **12**

Nombre de couples qui ont complété, jusqu'au dépôt au palais de justice, le processus offert par le nouvel outil technologique d'aide pour les couples sans enfants qui souhaitent divorcer conjointement et permettant de constituer eux-mêmes leur dossier de divorce conjoint (JuridiQC), ventilé par région administrative.

Cette information n'est pas disponible.

Question **13**

Total des sommes allouées au recours à des initiatives de médiation ou de facilitation qui accompagne la recherche de solutions communes concernant la réorganisation du travail des juges siégeant en matière criminelle et pénale.

Aucune.

Question **14**

Nombre de médiateurs accrédités au Québec et ventilation par région administrative.

Nombre de médiateurs accrédités en matière de petites créances par le biais du programme du MJQ : 1 626

Nombre de médiateurs accrédités en matière familiale par le biais du programme du MJQ : 1 103

Nombre de médiateurs accrédités en matière civile par le biais du programme du MJQ : 1 641

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **15**

Total des sommes allouées aux centres de justice de proximité actuellement en fonction et ventilation par région administrative. Préciser le lieu (municipalité) du siège social des organismes qui administrent ces sommes pour chaque région administrative. Prévisions budgétaires pour les centres de justice de proximité qui ne sont pas encore en fonction, ventilées par région administrative.

Programme : Financement à la mission de base des centres Info justice¹

Montant alloué : 8 325 867 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Bas-Saint-Laurent	Info Justice Bas-Saint-Laurent	687 842
Capitale-Nationale	Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	849 652
Côte-Nord	Info Justice Côte-Nord	511 744
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Info Justice Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	596 097
Laval-Laurentides-Lanaudière	Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	660 763
Mauricie	Info Justice Mauricie	689 867
Montérégie	Info Justice Montérégie	1 035 556
Montréal	Info Justice Montréal	1 442 714
Nord-du-Québec	Pisuatigiittut (Société Makivik) ²	692 566
Outaouais	Info Justice Outaouais	594 288
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Info Justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	564 778

¹ Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

² Anciennement connu sous le nom « Centre de justice de proximité Nunavik »

Programme : Programme – Autoreprésentation

Montant alloué : 2 243 882 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Info Justice Abitibi-Témiscamingue	500 389
Centre-du-Québec	Info Justice Centre-du-Québec	494 362
Chaudière-Appalaches	Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	306 961
Estrie	Info Justice Estrie	592 338
Laval-Laurentides-Lanaudière	Info Justice Laval- Laurentides-Lanaudière	349 832

Programme : Programme – Parcours Citoyens

Montant alloué : 259 166 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Laval-Laurentides-Lanaudière	Info Justice Laval- Laurentides-Lanaudière	259 166

Programme : Programme – La fierté de vieillir

Montant alloué : 218 961 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Région	Bénéficiaire	Montant (\$)
Estrie	Info Justice Estrie	108 411
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Info Justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	110 550

Question **16**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année

Le taux de règlement des activités de perception à la direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 93 % ;
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 220 M\$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Le percepteur des amendes, lors de l'expiration des délais de paiement, met en œuvre les moyens d'exécution énumérés au chapitre XIII du code de procédure pénale. Ces moyens comprennent notamment les ententes de paiement, les travaux compensatoires et les saisies.

Fonds général du fonds consolidé du revenu

La DGBIA gère et perçoit des amendes dont les sommes recouvrées sont envoyées au Fonds général du Fonds consolidé du revenu (FCR). Le tableau suivant présente uniquement ces comptes à recevoir.

Provisions

Seules les provisions qui concernent les comptes à recevoir appartenant au Fonds général du FCR sont présentées. Le gouvernement fédéral, l'indemnisation des personnes victimes d'infractions criminelles et chaque autre bénéficiaire sont responsables de calculer leurs propres provisions.

Provision pour créances douteuses

- Les comptes à recevoir actifs au SGIPA sont provisionnés selon différents taux en fonction de l'âge des comptes.
- Les dossiers fermés au SGIPA sont les dossiers fermés administrativement et ils sont provisionnés à 100 %.

Provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR)

- À la suite d'une analyse cas par cas, les PPNRR sont calculées sur tous les impliqués dont la somme des comptes à recevoir appartenant au Fonds général du FCR est de plus de 50 k\$.
- Ces comptes sont provisionnés à 100 %.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question 16

Suite

Ministère

BIA (FCR) - Comptes à recevoir - Au 31 janvier 2026						
Classification /						
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total	Provisions	Total net
ACTES JURIDIQUES						
Courants	15 716 250	119 230	286 336	16 121 816	119 230	16 002 586
+ 1 AN	6 916 858	92 656	349 468	7 358 982	92 656	7 266 326
+ 2 ANS	6 560 792	68 232	323 106	6 952 130	3 020 589	3 931 541
+ 3 ANS	7 618 246	49 166	444 906	8 112 318	3 858 289	4 254 029
+ 4 ANS	23 776 661	391 932	2 868 545	27 037 138	12 280 262	14 756 876
PPNRR	0	0	0	0	4 272 360	(4 272 360)
	<u>60 588 807</u>	<u>721 216</u>	<u>4 272 361</u>	<u>65 582 384</u>	<u>23 643 386</u>	<u>41 938 998</u>
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE						
Courants	13 042 177	22 805	0	13 064 982	22 805	13 042 177
+ 1 AN	4 780 857	29 490	0	4 810 347	29 490	4 780 857
+ 2 ANS	3 555 771	31 055	0	3 586 826	1 631 152	1 955 674
+ 3 ANS	3 340 141	18 097	0	3 358 238	1 688 168	1 670 070
+ 4 ANS	11 518 599	208 504	0	11 727 103	5 967 803	5 759 300
	<u>36 237 545</u>	<u>309 951</u>	<u>0</u>	<u>36 547 496</u>	<u>9 339 418</u>	<u>27 208 078</u>
CODE CRIMINEL						
Courants	8 858 785	0	8 058 478	16 917 263	0	16 917 263
+ 1 AN	4 243 809	4 800	997 000	5 245 609	4 800	5 240 809
+ 2 ANS	2 898 915	6 150	0	2 905 065	1 310 662	1 594 403
+ 3 ANS	2 463 612	14 690	0	2 478 302	1 246 496	1 231 806
+ 4 ANS	20 664 583	69 150	540 000	21 273 733	16 911 130	4 362 603
PPNRR	0	0	0	0	9 595 478	(9 595 478)
	<u>39 129 704</u>	<u>94 790</u>	<u>9 595 478</u>	<u>48 819 972</u>	<u>29 068 566</u>	<u>19 751 406</u>
DIVERSES LOIS						
Courants	16 607 613	256 695	10 925 011	27 789 319	256 695	27 532 624
+ 1 AN	9 811 048	250 125	11 268 016	21 329 189	250 125	21 079 064
+ 2 ANS	10 437 434	180 699	13 621 517	24 239 650	4 877 544	19 362 106
+ 3 ANS	15 518 326	109 180	16 907 510	32 535 016	7 868 343	24 666 673
+ 4 ANS	66 570 341	1 164 373	182 734 231	250 468 945	34 449 543	216 019 402
PPNRR	0	0	0	0	235 456 285	(235 456 285)
	<u>118 944 762</u>	<u>1 961 072</u>	<u>235 456 285</u>	<u>356 362 119</u>	<u>283 158 535</u>	<u>73 203 584</u>
CONTRIBUTION 10 \$						
Courants	50	0	50	100	0	100
+ 1 AN	90	0	90	180	0	180
+ 2 ANS	150	0	80	230	68	162
+ 3 ANS	330	10	100	440	175	265
+ 4 ANS	367 965	6 200	163 712	537 877	190 183	347 694
PPNRR	0	0	0	0	164 032	(164 032)
	<u>368 585</u>	<u>6 210</u>	<u>164 032</u>	<u>538 827</u>	<u>354 458</u>	<u>184 369</u>
CONTRIBUTION PÉNALE						
Courants	7 593 008	95 619	2 299 723	9 988 350	95 619	9 892 731
+ 1 AN	3 791 478	70 877	2 474 653	6 337 008	70 877	6 266 131
+ 2 ANS	3 563 754	79 580	3 113 179	6 756 513	1 683 269	5 073 244
+ 3 ANS	4 601 950	41 627	3 379 560	8 023 137	2 342 602	5 680 535
+ 4 ANS	9 154 002	216 743	12 654 832	22 025 577	4 793 743	17 231 834
PPNRR	0	0	0	0	23 921 947	(23 921 947)
	<u>28 704 192</u>	<u>504 446</u>	<u>23 921 947</u>	<u>53 130 585</u>	<u>32 908 057</u>	<u>20 222 528</u>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **16**

Suite

BIA (FCR) - Comptes à recevoir - Au 31 janvier 2026						
Classification / Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total	Provisions	Total net
SOMMAIRE						
Courants	61 817 883	494 349	21 569 598	83 881 830	494 349	83 387 481
+ 1 AN	29 544 140	447 948	15 089 227	45 081 315	447 948	44 633 367
+ 2 ANS	27 016 816	365 716	17 057 882	44 440 414	12 523 284	31 917 130
+ 3 ANS	33 542 605	232 770	20 732 076	54 507 451	17 004 073	37 503 378
+ 4 ANS	132 052 151	2 056 902	198 961 320	333 070 373	74 592 664	258 477 709
PPNRR	0	0	0	0	273 410 102	(273 410 102)
	<u>283 973 595</u>	<u>3 597 685</u>	<u>273 410 103</u>	<u>560 981 383</u>	<u>378 472 420</u>	<u>182 508 963</u>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **16**

Suite

Fonds Accès Justice

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds Accès Justice sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

Comptes à recevoir FAJ				
Au 31 janvier 2026				
Classification /				
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total
ACTES JURIDIQUES				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR	0	0	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE				
Courants	1 094 130	2 492	0	1 096 622
+ 1 AN	273 331	2 325	0	275 656
+ 2 ANS	203 336	1 574	0	204 910
+ 3 ANS	166 344	1 143	0	167 487
+ 4 ANS	336 868	5 225	0	342 093
	<u>2 074 009</u>	<u>12 759</u>	<u>0</u>	<u>2 086 768</u>
CODE CRIMINEL				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR	0	0	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
DIVERSES LOIS				
Courants	128 582	912	828	130 322
+ 1 AN	67 083	1 040	1 360	69 483
+ 2 ANS	78 310	824	1 092	80 226
+ 3 ANS	122 678	568	1 164	124 410
+ 4 ANS	257 767	2 160	64 578	324 505
PPNRR	0	0	0	0
	<u>654 420</u>	<u>5 504</u>	<u>69 022</u>	<u>728 946</u>
SOMMAIRE				
Courants	1 222 712	3 404	828	1 226 944
+ 1 AN	340 414	3 365	1 360	345 139
+ 2 ANS	281 645	2 398	1 092	285 135
+ 3 ANS	289 022	1 711	1 164	291 897
+ 4 ANS	594 635	7 385	64 578	666 598
PPNRR	0	0	0	0
	<u>2 728 428</u>	<u>18 263</u>	<u>69 022</u>	<u>2 815 713</u>

Question **16**

Suite

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Les moyens entrepris pour recouvrer les créances du Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles sont les mêmes que le Ministère (voir la réponse du Ministère ci-dessus).

Comptes à recevoir FAAPVIC				
Au 31 janvier 2026				
Classification /				
Âges des créances	Actifs SGIPA	Fermés SGIPA	Débiteurs assujettis à la PPNRR	Total
ACTES JURIDIQUES				
Courants	0	0	0	0
+ 1 AN	0	0	0	0
+ 2 ANS	0	0	0	0
+ 3 ANS	0	0	0	0
+ 4 ANS	0	0	0	0
PPNRR	0	0	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE				
Courants	1 612 561	2 988	0	1 615 549
+ 1 AN	340 582	2 865	0	343 447
+ 2 ANS	253 519	1 923	0	255 442
+ 3 ANS	207 503	1 392	0	208 895
+ 4 ANS	376 638	5 104	0	381 742
	<u>2 790 803</u>	<u>14 272</u>	<u>0</u>	<u>2 805 075</u>
CODE CRIMINEL				
Courants	1 972 883	0	2 331 984	4 304 867
+ 1 AN	930 743	1 200	0	931 943
+ 2 ANS	769 411	900	0	770 311
+ 3 ANS	779 570	2 850	0	782 420
+ 4 ANS	2 473 763	3 818	45 000	2 522 581
PPNRR	0	0	0	0
	<u>6 926 370</u>	<u>8 768</u>	<u>2 376 984</u>	<u>9 312 122</u>
DIVERSES LOIS				
Courants	241 954	1 140	1 020	244 114
+ 1 AN	140 363	1 300	1 660	143 323
+ 2 ANS	145 426	1 030	1 330	147 786
+ 3 ANS	204 194	1 110	1 430	206 734
+ 4 ANS	469 854	5 780	5 030	480 664
PPNRR	0	0	0	0
	<u>1 201 791</u>	<u>10 360</u>	<u>10 470</u>	<u>1 222 621</u>
SOMMAIRE				
Courants	3 827 398	4 128	2 333 004	6 164 530
+ 1 AN	1 411 688	5 365	1 660	1 418 713
+ 2 ANS	1 168 356	3 853	1 330	1 173 539
+ 3 ANS	1 191 267	5 352	1 430	1 198 049
+ 4 ANS	3 320 255	14 702	50 030	3 384 987
PPNRR	0	0	0	0
	<u>10 918 964</u>	<u>33 400</u>	<u>2 387 454</u>	<u>13 339 818</u>

Fonds des registres

Aucun.

Question **20**

Estimation des dépenses budgétaires destinées à augmenter le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges, ventilé par territoires du Québec qui bénéficient de ces dépenses budgétaires.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2025-2026 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption) : 5 025 993 \$;
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation) : 312 840 \$;
- Séances sur la parentalité après la rupture: 88 480 \$;
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen) : 803 489 \$;
- Médiation en protection de la jeunesse: 206 962 \$.

Financement de projets en 2025-2026 :

- Éducaloi – Bonification des contenus relatifs aux modes de prévention et de règlement des différends (PRD) sur son site internet : 50 000 \$;
- Université Laval – Formation sur les recours et sur les modes de prévention de règlement des différends pour les personnes aînées en situation de maltraitance : 4 107 \$;
- Université de Sherbrooke – Analyse de l'implantation d'un incitatif fiscal pour les particuliers ayant recours à des modes privés de prévention et règlement des différends : 7 620 \$.

Question **21**

Nombre de personnes indemnisées par l'IVAC, taux d'acceptation des demandes et délai pour obtenir une décision d'admissibilité, ventilé par région administrative.

Décisions rendues, le taux d'acceptation et le délai moyen par région

Région	Acceptée	Rejetée	Total	%	Taux d'acceptation (%)	Délai décision/jour
Abitibi-Témiscamingue	271	26	297	1,5	91,2	138,8
Bas-Saint-Laurent	442	57	499	2,6	88,6	142,7
Capitale-Nationale	1 556	225	1 781	9,2	87,4	167,1
Centre-du-Québec	773	94	867	4,5	89,2	143,6
Chaudière-Appalaches	738	99	837	4,3	88,2	147,1
Côte-Nord	141	26	167	0,9	84,4	148,2
Estrie	1 561	179	1 740	9,0	89,7	153,5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	142	17	159	0,8	89,3	149,9
Lanaudière	1 444	195	1 639	8,4	88,1	145,9
Laurentides	1 720	198	1 918	9,9	89,7	149,3
Laval	599	80	679	3,5	88,2	144,8
Mauricie	788	99	887	4,6	88,8	155,5
Montréal	2 521	339	2 860	14,7	88,1	147,2
Montréal	3 031	500	3 531	18,2	85,8	149,3
Nord-du-Québec	62	2	64	0,3	96,9	173,6
Outaouais	558	51	609	3,1	91,6	148,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	567	75	642	3,3	88,3	150,5
Hors Québec	91	18	109	0,6	83,5	148,9
Indéterminé	125	25	150	0,8	83,3	165,7
Total	17 130	2 305	19 435			150,4
Pourcentage (%)	88,1	11,9		100	88,1	

Question **21**

Suite

Nombre de personnes indemnisées selon la région administrative¹

Région	Nombre
Abitibi-Témiscamingue	580
Bas-Saint-Laurent	996
Capitale-Nationale	3 828
Centre-du-Québec	1 737
Chaudière-Appalaches	1 813
Côte-Nord	290
Estrie	3 525
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	330
Lanaudière	3 137
Laurentides	3 548
Laval	1 360
Mauricie	1 670
Montérégie	5 512
Montréal	6 580
Nord-du-Québec	108
Outaouais	1 252
Saguenay - Lac-Saint-Jean	1 183
Indéterminée	250
Total	37 699

¹Il s'agit du nombre de dossiers dans lesquels il y a eu des débours en 2025.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Question **22**

Liste des sommes investies depuis l'adoption du projet de loi 84 (IVAC) pour sa mise en action et prévision des crédits dédiés. Détailler par région administrative, par projet et par bureau, le cas échéant.

Pour l'année 2025, les coûts du régime d'indemnisation pour les personnes victimes d'infractions criminelles s'élèvent à 549,8 M\$. Ces sommes incluent les coûts liés à la réforme ainsi que la croissance naturelle du régime.

Note : la période de référence est du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Question **31**

Délais avant jugement, par tribunal et type de dossier.

Cour du Québec – Nombre de dossiers ouverts, délai moyen d’audition et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :

Dossiers ouverts : 47 965 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 22)

Dossiers ouverts en juridiction 22 – demande introductive d’instance : 16 712

Délai moyen d’audition : 206 jours

Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 22 – demande introductive d’instance) : 121 jours

Chambre civile Division des petites créances :

Dossiers ouverts : 14 142

Délai moyen d’audition : 639 jours

Délai médian pour obtenir un jugement : 528 jours

Chambre criminelle :

Causes ouvertes : 76 919

Délai médian des causes criminelles fermées : 314 jours

Chambre pénale :

Causes ouvertes : 214 351

Délai médian des causes pénales réglées : 79 jours

Chambre de la jeunesse :

Causes ouvertes – délinquance : 8 029

Délai moyen d’audition – comparution délinquance : 35 jours

Délai moyen d’audition – procès délinquance : 81 jours

Dossiers ouverts – protection : 9 128

Délai moyen d’audition – audition protection : 99 jours

Délai médian pour obtenir un jugement à la suite d’une demande de protection : 103 jours

Dossiers ouverts – adoption : 591

Délai moyen d’audition : 42 jours

Cour supérieure du Québec – Nombre de dossiers ouverts et délai médian pour obtenir un jugement

Chambre civile :

Dossiers ouverts : 23 031 (incluant les dossiers ouverts en juridiction 17)

Dossiers ouverts en juridiction 17 - requête introductive d’instance, excluant les demandes en autorisation de soins : 10 102

Délai médian pour obtenir un jugement (juridiction 17 – requête introductive d’instance, excluant les demandes en autorisation de soins) : 185 jours

Chambre familiale :

Dossiers ouverts : 15 878

Question **32**

Proportion des personnes se représentant seules devant les tribunaux, ventilé par région administrative.

Pourcentage de causes en matière criminelle où les personnes se représentent seules : 3,9 %

Pourcentage de causes en matière pénale où les personnes se représentent seules : 20,8 %

Note : En matière criminelle, seules les causes fermées où la personne n'était représentée à aucune audience sont prises en compte au numérateur. Toutes les causes fermées sont considérées au dénominateur.

En matière pénale, seules les causes jugées où la personne était présente lors d'au moins une audience et n'était représentée à aucune audience sont prises en compte au numérateur. Toutes les causes jugées, à l'exception de celles jugées par défaut, sont considérées au dénominateur.

Question **33**

Le nombre de rédacteurs accrédités pour la rédaction de rapports de type Gladue à l'emploi du ministère.

Il y a actuellement 65 rédacteurs actifs de rapports de type Gladue au Québec (rapports complets et sommaires). Les rédacteurs de rapports de type Gladue ne sont pas à l'emploi du Ministère. Ces personnes sont employées par les organisations autochtones responsables de la rédaction des rapports de type Gladue ou travaillent à forfait pour ces dernières. Pour ce faire, ces organisations sont subventionnées par le ministère. Pour l'année 2025-2026, les subventions prévues permettront notamment la rémunération de 4 rédacteurs Gladue à temps plein et un peu plus d'une vingtaine à temps partiel au sein des organisations autochtones suivantes : les Services parajudiciaires autochtones du Québec (SPAQ), le Gouvernement de la Nation Crie, la Société Makivik, la communauté Mohawk d'Akwesasne, le Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal (CJPPM) et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA).

Les autres rédacteurs rédigent à forfait pour ces organisations, selon les besoins dans les différentes régions.

De plus, en plus des rédacteurs Gladue, les plans de mise en liberté Gladue peuvent être rédigés par l'un ou l'autre des trente-cinq (35) coordonnateurs de comité communautaire de justice œuvrant au sein des communautés autochtones de même que les conseillères ou les conseillers parajudiciaires.

Question **34**

L'ensemble des frais relatifs à la rédaction de rapports de type Gladue encourus et ventilé par poste budgétaire.

Les montants dédiés aux rédacteurs de rapports de type Gladue ont été intégrés dans des ententes globales avec des partenaires autochtones plutôt que par l'entremise de contrat de services.

Question **35**

Le nombre de rapports de type Gladue ordonnés par la Cour du Québec.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 234 rapports Gladue furent ordonnés.

Question **36**

La liste des comités de justice autochtone actifs, ainsi que le financement obtenu pour chacun d'eux.

Direction du soutien aux partenariats et aux programmes

Montant global : 1 119 291 \$

Comités de justice en communauté autochtone

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	59 825
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	49 825
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	50 000
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	5 000
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	29 825
Justice communautaire – Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	52 600
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik (12 communautés)	393 761
Justice communautaire - Listiguj	Listiguj Mig'maq Government	17 380
Justice communautaire – Opitciwan	Conseil des Atikamekw	63 750
Justice communautaire - Atikamekw	Conseil Nation Atikamekw (CNA)	255 000

¹Les montants sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Par ailleurs, neuf (9) comités de justice sont actifs en milieu cri, soit un dans chacune des communautés. Ils sont financés par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Entente concernant l'administration de la justice pour les Cris.

Initiative de justice autochtone en milieu urbain

Projet	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	57 325
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000

¹Les montants sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Question **37**

La liste des sommes investies pour l'aménagement de lieux adéquats à l'exercice de la justice dans chacune des communautés ou chacun des villages autochtones où siège la cour itinérante, ventilé par village ou communauté.

Au Nunavik, les immeubles dans lesquels se situent les palais de justice de Kuujuaq et Puvirnituk sont loués à la Société québécoise des infrastructures. Il en est de même pour l'édifice qui abrite les activités judiciaires qui se déroulent à Kuujuarapik à la suite de l'incendie du Centre de justice Cri de Whapmagoostui.

Dans tous les autres villages visités, les endroits où siège la cour itinérante engendrent des frais de locations sporadiques.

Le gouvernement du Québec a accordé une subvention de 1 M \$ à la Société Makivvik pour la période 2022-2024, en vue de construire des infrastructures permanentes permettant de faciliter les rencontres entre les justiciables et leurs avocats ou d'autres intervenants, mais également de faciliter les télétémoignages ou la tenue d'audiences par visioconférence. Cette subvention s'est prolongée en 2025-2026.

En 2025-2026, des travaux visant à améliorer la qualité des locaux et des infrastructures technologiques dans le but de permettre des audiences virtuelles de qualité ont été planifiés et réalisés au sein des 7 communautés suivantes :

Communauté	Principaux travaux
Kuujuaq	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet; Installation de panneaux acoustiques dans la salle d'audience afin d'optimiser la qualité sonore et la qualité des enregistrements; Installation de 10 détecteurs de CO2 et achat d'escabeaux pour permettre une ventilation manuelle des espaces.
Kuujuarapik	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet; Ajout de micros supplémentaires pour favoriser la qualité sonore lors des termes en protection de la jeunesse; Réalisation de tests de qualité de l'air.
Kangirsuk	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet.
Kangiqtujuaq	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet.
Puvirnituk	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet; Mise à niveau du mélangeur audio et amélioration de la sonorisation de la salle (atténuation des bruits à l'enregistrement).
Inukjuak	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet.
Salluit	Installation d'une antenne pour optimiser la connexion Internet; Ajout de micros supplémentaires pour favoriser la qualité sonore lors des termes en protection de la jeunesse.

Question **38**

La liste des sommes investies pour l'usage de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones.

Entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026, 88 % des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 219 enquêtes ont été tenues par visioconférence à Kuujuaq, 322 à Puvirnituq et 33 à Kuujuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

Pour l'année financière 2025-2026, la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté pour les détenus des communautés ou villages autochtones a nécessité l'utilisation de la fibre sous-marine du Grand-Nord et des antennes satellitaires à basse orbite au coût de 3 800 \$/mois. En date du 31 janvier 2026, ce service représente donc une somme totale de 38 000 \$ pour 10 mois d'opération.

Question **39**

Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.

Des sommes sont prévues dans le cadre de la Stratégie intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes et une action complémentaire, qui sont terminées ou en cours de réalisation. Elles se déclinent comme suit pour l'exercice 2025-2026 :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté : aucun montant;
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles: 565 000 \$;
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle : 2 235 700 \$;
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu, et dans tous les domaines du droit : 1 718 400 \$;
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones: 40 971 450 \$, dont 20 971 450 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ;
- Identifier le meilleur moyen pour renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, en évaluant notamment la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec, et déployer un projet pilote en ce sens : 585 200 \$ provenant de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe.

Question **41**

Liste des nouvelles initiatives prises dans l'année écoulée afin de bonifier la sécurité dans les palais de justice

Mesure budgétaire — modernisation de la sécurité dans les palais de justice

Après l'évènement survenu le 9 janvier 2024 au palais de justice de Longueuil, divers acteurs du milieu de la justice (juges en chef, constables spéciaux, associations d'avocats, etc.) sont sortis publiquement pour réclamer l'ajout d'arches de sécurité dans les palais de justice. Dès lors, les ministres de la Justice et de la Sécurité publique se sont engagés à présenter un plan d'action pour la modernisation des palais en termes de sécurité et renforcer le sentiment de sécurité.

La modernisation de la sécurité dans les palais de justice se traduit par un ensemble de mesures visant le contrôle des accès et la fouille dès l'entrée aux palais de justice, afin d'éliminer à la source les objets pouvant être utilisés comme armes et éviter leur utilisation dans un dessein de nuire ou blesser autrui.

Le déploiement des nouveaux équipements est prévu jusqu'en 2026 dans 9 palais :

- À ce jour, des arches ont été installées dans les palais de Longueuil, de Laval, de Joliette, de Québec, de Chicoutimi, de Saint-Jérôme, de Sherbrooke et de Salaberry-de-Valleyfield ;
- Le prochain palais de justice, qui sera muni d'arches de sécurité, est celui de Gatineau.

Les nouveaux palais mis en service seront également munis d'arches de détection de métaux, tout comme celui de Roberval livré en 2025.

Des mesures ont été mises en place, afin d'offrir un environnement sécuritaire, telles que les bâtons de détection de style « Garrett » et les trousseaux tactiques.

Pour mener à terme ce plan, une somme de 31,0 M\$ sur plusieurs années (MJQ 7,6 M\$ et 23,4 M\$ MSP) a été accordée dans le Budget 2024-2025.

Pour 2025-2026, une somme de 1,5 M\$ (fonctionnement et rémunération) a été octroyée au Ministère pour la réalisation de ces projets.

Autres travaux en lien avec la sécurité dans les palais

Les projets de déploiement des arches sont prioritaires pour le Ministère. Par conséquent, beaucoup d'efforts y sont consacrés. Cependant, dans le cadre de chaque projet immobilier, les besoins en matière de sécurité et les composantes de sécurité nécessaires sont intégrés. Par exemple, des boutons d'urgence sont ajoutés dans le cadre de projets relatifs aux tribunaux spécialisés.

Le MJQ a également investi les montants suivants en lien avec la sécurité dans les palais :

Immeuble	Description du projet	Montant (\$)
Palais de justice d'Alma	Travaux d'entretien — Système de sécurité	22 259
Palais de justice de Joliette	Travaux de sécurité — Surveillance de chantier	449
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Bouton urgence	6 467
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Bouton urgence	3 664
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Bouton urgence	4 406
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Serrures	2 360
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Système de sécurité	3 579
Palais de justice de Montréal	Travaux d'aménagement — Installation d'interphones	23 999
Palais de justice de Montréal	Travaux d'entretien — Système de sécurité	15 254

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **41**

Suite

Immeuble	Description du projet	Montant (\$)
Palais de justice de Percé	Travaux d'aménagement — Installation de judas	1 333
Palais de justice de Saint-Jérôme	Travaux d'entretien — Serrures	1 460
Palais de justice de Sept-Îles	Travaux d'aménagement — Installation de judas et de miroirs	3 044
Palais de justice de Sorel	Travaux de sécurité — Surveillance de chantier	124
Palais de justice de Thetford Mines	Travaux d'entretien — Bouton urgence	417
Palais de justice de Trois-Rivières	Travaux sécurité — comptoir du greffe	167
Palais de justice de Valleyfield	Travaux d'entretien — Système de sécurité	27 082
Palais de justice de Victoriaville	Travaux sécurité — Box d'accusé	4 673
Palais de justice de Victoriaville	Travaux sécurité — Box d'accusé	1 000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **42**

Sur le non-respect de la Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression, pour 2025-2026, veuillez donner :

- a) le nombre de signalement reçus
- b) le nombre de plaintes déposées,
- c) le nombre d'amendes donnés,
 - i. ventiler par montant
 - ii. ventiler si récidiviste

Le Bureau des infractions et amendes n'a reçu aucun dossier en vertu de cette loi en 2025-2026.

Question **44**

Suite à l'adoption de la Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes, veuillez donner:

a) Le nombre de formulaire d'ordonnance reçus

i. Préciser pour les demandes par la personne victime, les personnes autres et les organismes

ii. Préciser le nombre de victimes ayant moins de 18 ans

b) Le nombre d'ordonnances émises

i. Préciser pour les demandes par la personne victime, les personnes autres et les organismes

ii. Préciser le nombre de victimes ayant moins de 18 ans

c) Le nombre et le montant des sanctions émises

d) Les montants alloués à la promotion de ce programme

e) Le nombre de personnes employées pour ce programme (en équivalent temps plein) et leurs catégories d'emploi

- a) Le MJQ a reçu 73 formulaires de demande d'ordonnance.
- i) Par la personne victime : 70;
Par une personne autre : 2;
Par un organisme : 1.
- ii) Par une personne victime de moins de 18 ans : 15
- b) 57 ordonnances ont été émises.
- i) Par la personne victime : 56;
Par une personne autre : 0;
Par un organisme : 1.
- ii) Par une personne victime de moins de 18 ans : 9
- c) Le Bureau des infractions et amendes n'a reçu aucun dossier en vertu de cette loi en 2025-2026.
- d) Lors de la mise en vigueur du nouveau recours, le MJQ a plutôt misé sur une stratégie média sociaux et de relations publiques :
- Visite du ministre dans une école;
 - Lancement en ligne d'une capsule web;
 - Tournée d'entrevues médiatiques;
 - Collaboration avec les organismes qui viennent en aide aux personnes victimes;
 - Collaboration à une campagne de sensibilisation menée par le ministère de l'Éducation dans les écoles;
 - Publication d'un communiqué;
- e) Le MJQ a auto-financé 4 postes afin de répondre aux exigences de la Loi en dehors des heures ouvrables. Il s'agit de 2 techniciens juridiques et 2 agents aux activités judiciaires. Quant aux demandes reçues sur les heures régulières de travail la semaine, celles-ci sont traitées par le personnel des greffes de chaque palais de justice.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**Renseignements particuliers
du 3^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction générale des ressources budgétaires et financières
Avril 2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
P3.2	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer:</p> <p>a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;</p> <p>c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p>	Cahier des organismes
P3.9	<p>Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.</p>	183
P3.10	<p>Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d'aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.</p>	185
P3.12	<p>Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.</p>	187
P3.14	<p>Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.</p>	188
P3.18	<p>Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2024-2025 et en 2025-2026.</p>	189
P3.21	<p>Pour 2025-2026, pour chacune des sections du Tribunal administratif, fournir :</p> <p>a) la liste des membres du Tribunal administratif ainsi que leur rémunération;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;</p> <p>c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.</p>	Cahier TAQ
P3.22	<p>Pour 2025-2026, pour chacune des matières des différentes sections du Tribunal administratif, indiquer:</p> <p>a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement, de la réception du dossier à la rédaction de la décision;</p> <p>b) la moyenne de dossiers traités par chacun des membres.</p>	Cahier TAQ

Demande de renseignements		Page
P3.23	Pour 2025-2026, bilan des activités de conciliation au Tribunal administratif: a) nombre de régions visées; b) nombre de dossiers traités; c) nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	Cahier TAQ
P3.24	Pour chacune des sections du Tribunal administratif, indiquer: a) le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b) le nombre de postes vacants, incluant la date.	Cahier TAQ
P3.25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P3.26	Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).	190
P3.27	Nombre de mandats accordés et refusés par l'Aide juridique en 2025-2026, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'Aide juridique. Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'Aide juridique.	Cahier CSJ
P3.28	Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique;	Cahier CSJ
P3.29	Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2025-2026, projections 2026-2027 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs. clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit).	Cahier CSJ
P3.30	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2026.	Cahier CSJ
P3.31	Pour 2025-2026, indiquer le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 du Règlement sur l'admissibilité juridique.	Cahier CSJ
P3.32	Pour 2025-2026, fournir : a) le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique; b) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; c) le nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; d) le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique.	Cahier CSJ
P3.33	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, et ce, pour 2025-2026.	Cahier CSJ
P3.34	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, pour la dernière année financière, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P3.35	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2026-2027.	Cahier CSJ
P3.36	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2026, pour la Commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P3.37	Bilan de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur depuis le 1er janvier 2014. Fournir les prévisions pour 2026-2027.	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P3.38	État de situation, au 31 mars 2026, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action.	191
P3.44	Nombre total de postes de greffiers et de greffiers spéciaux au sein de l'appareil judiciaire et nombre de postes à combler, en ventilant par région administrative.	192
P3.47	Nombre de palais de justice et autres établissements dédiés spécifiquement aux causes judiciaires au Québec, en spécifiant ceux qui sont la propriété ou sous la gestion de la Société québécoise des infrastructures;	193
P3.48	État des infrastructures de justice détenues ou gérées par la SQI (selon l'appréciation faite par la SQI);	194
P3.49	Liste des infrastructures de justice actuellement inscrites au PQI 2025-2035 avec détail des travaux à effectuer, coût et état d'avancement;	195
P3.55	Concernant la Cour des petites créances, pour 2024-2025 et 2025-2026, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés : a) le nombre de dossiers ouverts; b) le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation; c) le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement.	196
P3.57	Nombre d'arbitres inscrits auprès du gouvernement en matière civile aux fins de l'arbitrage aux petites créances, avec une ventilation par région administrative;	197
P3.58	Budget du ministère de la Justice dédié aux tarifs versés aux médiateurs et arbitres pour 2026-2027 et prévisions budgétaires pour 2027-2028 et 2028-2029;	198
P3.59	Taux de succès des dossiers en médiation familiale et en médiation aux petites créances (Nb de dossiers réglés par entente/nb total de dossiers soumis à la médiation).	199
P3.64	Au 31 mars 2026, le nombre de substituts du Procureur général relevant du DPCP pour chaque district judiciaire.	Cahier DPCP
P3.65	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	Cahier DPCP
P3.66	Pour les trois dernières années, la liste des procureurs cadres ayant fait l'objet d'une réaffectation.	Cahier DPCP
P3.67	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, indiquer : a) nombre de procureurs ayant obtenu un congé pour maladie ou épuisement professionnel b) le nombre de procureurs ayant obtenu un congé parental.	Cahier DPCP
P3.69	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, en indiquant les types d'infraction (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P3.70	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 mars 2026.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P3.71	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délais déraisonnables depuis l'arrêt R c. Jordan rendu le 8 juillet 2016. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque dans les 6 prochains mois, 1 an, 2 ans.	Cahier DPCP
P3.72	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2025-2026. Fournir tout document déposé et indiquer : a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P3.74	Copie des avis juridiques fournis par le DPCP à l'UPAC dans le cadre de l'enquête Mâchurer.	Cahier DPCP
P3.75	Pour les trois dernières années, indiquer le nombre de dossiers qui n'ont pas fait l'objet d'accusations par le DPCP3.	Cahier DPCP
P3.78	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le MAMH ou la Commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P3.81	État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	200
P3.83	Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	203
P3.85	Nombre de procureurs embauchés ou sélectionnés pour répondre aux besoins du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Cahier DPCP
P3.86	Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	204
P3.87	État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2026-2027.	206
P3.88	Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2025-2026.	207
P3.89	Liste des ententes et des partenariats existants entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes.	209
P3.90	Liste des dossiers rejetés par le DPCP en matière de violence sexuelle ou conjugale depuis 3 ans.	Cahier DPCP
P3.92	Bilan des activités de JuridiQC et de la mise en ligne du service visant à faciliter l'accès aux ressources en matière de violence conjugale pour 2024-2025 et 2025-2026.	210
P3.93	Bilan des activités de SOS violence conjugale pour 2024-2025 et 2025-2026.	211
P3.94	Portrait statistique des mises en accusation, condamnations et amendes perçues liées à des infractions de braconnage, pour les années 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.	213
P3.99	Nombre d'accusations portées par le DPCP pour des crimes homophobes ou transphobes au cours des 3 dernières années.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P3.105	La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2025-2026 et 2026-2027.	214
P3.106	État de situation, au 31 mars 2026, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a) actions complétées en 2025-2026; b) actions en cours et dans les délais en 2025-2026; c) actions en cours et hors délais en 2025-2026; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2026-2027; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	215
P3.108	État de situation, au 31 mars 2026, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par : a) actions complétées en 2025-2026; b) actions en cours et dans les délais en 2025-2026; c) actions en cours et hors délais en 2025-2026; d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer; e) actions à venir en 2026-2027; f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.	216
P3.110	Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.	219
P3.111	Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1er octobre 2021.	220
P3.112	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.	221
P3.113	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.	222
P3.114	Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.	223
P3.115	État de situation sur la prestation d'indemnité pour utilisation d'un chien d'assistance par une victime d'acte criminel: Préciser : a) Le nombre de demande d'indemnisation pour frais de chiens d'assistance et le nombre de demandes acceptées et refusés b) Liste des écoles dressage ayant bénéficié du programme d'indemnité/subvention pour dressage d'un chien d'assistance c) Montant moyen accordé par demande d'indemnisation de chien assistance, incluant le dressage et la prise en charge de l'animal par la victime. d) Nombre de plaintes reçu au sujet de chiens mal dressés, inadaptés à la fonction de chien d'assistance.	224

Demande de renseignements		Page
P3.116	Au cours des 3 dernières années, liste des causes portées en appel par le procureur général.	Cahier DPCP
P3.117	En 2025-2026, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.	225
P3.119	Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.	227
P3.121	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.	228
P3.124	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2025-2026 par le DPCP relativement à des infractions à la Charte de la langue française (L.R.Q. chaP3. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P3.126	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir : a) une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2025-2026; prévisions pour 2026-2027; b) le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.	229
P3.127	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	232
P3.128	Pour 2025-2026, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer : a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) la moyenne de dossiers traités par chacun des juges.	233
P3.132	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2025-2026 et de celles prévues en 2026-2027 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	234
P3.134	Pour 2025-2026 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.	235
P3.140	État d'avancement du projet Lexius (ce qui est complété, ce qui est à venir, échéanciers), y incluant les prévisions budgétaires et les échéances pour les travaux à venir: a) Détails sur les contrats conclus par le gouvernement et qui sont terminés ou en cours (mode de conclusion, montant global, détails) pour la réalisation du projet en incluant, le cas échéant, le montant de tout dépassement et les justifications des dépassements, le cas échéant b) Nombre de ressources dédiées à la réalisation du projet (ETC du MJQ et nombre de consultants impliqués).	236
P3.141	Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.	237
P3.142	Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le 28 février 2017.	238

Demande de renseignements		Page
P3.143	Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.	239
P3.146	État de situation, au 31 mars 2026, du suivi accordé au rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille pour une réforme du droit de la famille.	240
P3.147	Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.	241
P3.148	Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.	242
P3.149	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2025-2026. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.	Cahier CDPDJ
P3.150	Liste des recommandations ou des avis de la Commission aux ministères et aux organismes en 2025-2026, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la Commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la Commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P3.151	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P3.152	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2026, et bilan de l'application de la Loi sur l'équité en matière d'emploi à ce jour.	Cahier CDPDJ
P3.153	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ
P3.154	Portrait statistique des dossiers d'accommodements religieux traités par la CDPDJ pour les 5 dernières années. Pour chaque année, indiquer la liste des dossiers, incluant un résumé des motifs allégués dans la demande, la décision prise et les justifications. Inclure les dates des étapes de traitement de la demande.	Cahier CDPDJ
P3.155	Dépenses assumées par la Commission dans le cadre du recours de la présidente contre le Protecteur du citoyen.	Cahier CDPDJ
P3.156	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la Commission en 2025-2026. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la Commission a agi par elle-même.	Cahier CDPDJ
P3.157	Budget spécifique prévu pour le projet-pilote de médiation en matière de droit de la jeunesse en 2026-2027;	243
P3.158	Budget spécifique prévu pour la mise en œuvre éventuelle des actions qui seront déterminées à la Table nationale jeunesse du ministre de la Justice et du ministre responsable des Services sociaux.	244
P3.161	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la Commission auprès des ministères en 2025-2026.	Cahier CDPDJ
P3.162	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2025-2026.	Cahier CDPDJ
P3.163	Effectif pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P3.164	Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.	245

Demande de renseignements	Page
<p>P3.165</p> <p>Nombre total de demandes de renseignements et de plaintes acheminées à l'OPC ainsi qu'à chaque bureau régional en 2024-2025 et en 2025-2026, par catégorie, en distinguant les plaintes, les demandes de renseignements adressées à l'OPC et les demandes adressées à d'autres ministères ou organismes. Nombre de plaintes traitées, rejetées et transférées, incluant les motifs évoqués pour conclure au rejet ou au transfert. De façon particulière :</p> <p>a) nombre de plaintes relatives aux « redresseurs » financiers, aux courtiers en prêts et autres « spécialistes » financiers; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>b) nombre de plaintes relatives aux « prêteurs sur gages »; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>c) nombre de plaintes relatives au secteur de la vente de l'automobile; suivi apporté et résultats obtenus, par secteur, en précisant le nombre de plaintes rejetées et les taux de réussite;</p> <p>d) nombre de plaintes relatives au secteur de la location automobile; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>e) nombre de plaintes relatives aux agents de voyages et grossistes; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>f) nombre de plaintes relatives au marquage unitaire des prix; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>g) nombre de plaintes relatives à la vente de cartes prépayées; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>h) nombre de plaintes relatives à la vente d'une garantie supplémentaire; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>i) nombre de plaintes relatives au « time-sharing »; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>j) nombre de plaintes relatives au secteur de l'inspection en bâtiment; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>k) nombre de plaintes concernant Hydro-Québec; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>l) nombre de plaintes relatives aux arrangements préalables de services funéraires et de sépulture; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>m) nombre de plaintes relatives à la vente d'essence; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>n) nombre de plaintes relatives aux services de transport rémunéré de personnes; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>o) nombre de plaintes relatives à l'étiquetage des aliments; suivi apporté et résultats obtenus, en précisant le nombre de plaintes rejetées et le taux de réussite;</p> <p>p) nombre de plaintes relatives à l'application des nouvelles dispositions de la Loi sur la protection du consommateur qui découlent de l'adoption, en décembre 2009, du projet de loi 60.</p>	<p>Cahier OPC</p>

Demande de renseignements		Page
P3.166	En 2024-2025 et en 2025-2026, le nombre et la nature des plaintes qui ont mené à des interventions juridiques, en distinguant celles qui ont été référées à la Cour des petites créances ou à un avocat, et celles déferées à d'autres tribunaux, en indiquant le cheminement des dossiers et les résultats obtenus.	Cahier OPC
P3.167	En 2024-2025 et en 2025-2026, le nombre et la nature des plaintes qui ont été menées par la Direction des affaires juridiques de l'Office, le ministère de la Justice ou le Procureur général, en indiquant le cheminement du dossier, les résultats obtenus et les résultats des poursuites.	Cahier OPC
P3.168	Nombre de médiations entreprises, par secteur, et nombre de dossiers réglés, par médiation, en 2024-2025 et en 2025-2026, en indiquant la durée moyenne du temps de médiation par secteur.	Cahier OPC
P3.169	Ventilation de l'effectif de l'Office et de chacun des bureaux régionaux, pour les trois dernières années, en spécifiant la catégorie d'emploi ainsi que le nombre d'emplois; distinguer les postes permanents des postes occasionnels.	Cahier OPC
P3.170	Pour l'OPC et pour chacun des bureaux régionaux, spécifier et distinguer le total des employés affectés : a) aux enquêtes et à la surveillance; b) au traitement des plaintes; c) à la médiation; d) aux demandes de renseignements.	Cahier OPC
P3.171	Ventilation détaillée du montant dépensé par l'OPC pour les activités de communication et sa mission éducative; fournir copie des documents publiés à ces fins.	Cahier OPC
P3.172	Revenus provenant des amendes, depuis 2009-2010 jusqu'à la dernière année financière.	Cahier OPC
P3.173	Liste des études ou des sondages commandés durant l'exercice financier 2024-2025 et celui de 2025-2026 à la demande du ministre ou de l'organisme : a) liste et coûts; b) copie des soumissions; c) copie des études ou des sondages.	Cahier OPC
P3.174	Nombre d'enquêtes réalisées, en indiquant leur nature et leurs résultats.	Cahier OPC
P3.175	Nombre de paiements d'indemnisation du FIVAC dans le cadre de la pandémie de COVID 19.	Cahier OPC

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.1	Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle
DP3.3	Pour 2025-2026, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle
DP3.4	Pour 2025-2026, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant : a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 de l'opposition officielle
DP3.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle
DP3.6	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 7 de l'opposition officielle
DP3.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026; e) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle
DP3.8	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2025-2026. Indiquer, pour chacune: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les résultats obtenus et les prévisions pour 2026-2027 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 10 de l'opposition officielle
DP3.11	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 14 de l'opposition officielle
DP3.13	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 15 de l'opposition officielle
DP3.15	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 16 de l'opposition officielle
DP3.16	Nombre total de juges, au 31 mars 2026, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 18 de l'opposition officielle
DP3.17	Dans la dernière année, pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 de l'opposition officielle
DP3.19	Nombre de plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2025-2026 et nombre de cas portés devant les tribunaux. Ventiler par nature de la plainte portée contre les juges.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 21 de l'opposition officielle
DP3.20	Ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 22 de l'opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.39	Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser: a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 50 de l'opposition officielle
DP3.40	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour 2025-2026, en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 84 de l'opposition officielle
DP3.41	Sommes ventilées et détaillées pour l'année 2025-2026, et prévisions pour 2026-2027, pour la sécurité dans les palais de justice, par palais de justice. Indiquer les actions mises en œuvre en 2025-2026 par la Table de sécurisation des palais de justice du Québec.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 41 du deuxième groupe d'opposition
DP3.42	Nombre de constables spéciaux formés en 2026-2027 et projections pour 2027-2028	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique
DP3.43	Nombre d'embauche de constables spéciaux en 2026-2027 et nombre de postes à combler pour résoudre la pénurie de constables spéciaux	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique
DP3.45	Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 41 du deuxième groupe d'opposition
DP3.46	Produire le plan d'immobilisation (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement PQI 2025-2035.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 84 de l'opposition officielle
DP3.50	Coût total des travaux à réaliser pour que les infrastructures de justice soient à un niveau «passable» (60% et plus en bon état);	Question particulière à poser à la Société québécoise des infrastructures
DP3.51	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile – Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 89 de l'opposition officielle
DP3.52	Nombre de dossiers ouverts à la Division des petites créances. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de 3 000 \$ ou moins, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 3 001 \$ et 5 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 5 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 90 de l'opposition officielle
DP3.53	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances. Ventiler par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 92 de l'opposition officielle
DP3.54	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale et ventilé par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 93 de l'opposition officielle
DP3.56	Nombre de médiateurs inscrits auprès du gouvernement pour offrir des services en médiation familiale et en médiation civile (petites créances en particulier), avec une ventilation par région administrative.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 14 du deuxième groupe d'opposition
DP3.60	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2025-2026, par région.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 94 de l'opposition officielle
DP3.61	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.62	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc).	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.63	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.68	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 68 de l'opposition officielle
DP3.73	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 101 de l'opposition officielle
DP3.76	Indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 % de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14 \$.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 105 de l'opposition officielle
DP3.77	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation / répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 105 de l'opposition officielle
DP3.79	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2026-2027. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 17 de l'opposition officielle
DP3.80	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre des recommandations du rapport Rebâtir la confiance, déposé en 2020, et les sommes prévues pour l'année 2026-2027. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 39 du deuxième groupe d'opposition
DP3.82	État d'avancement des projets pilotes quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 81 du troisième groupe d'opposition
DP3.84	Fournir un échéancier complet quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 81 du troisième groupe d'opposition
DP3.91	Ventilation détaillée des sommes octroyées par l'aide financière d'urgence (AFU).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 du deuxième groupe d'opposition
DP3.95	Pour 2025-2026, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise de lutte contre l'homophobie et les sommes prévues pour l'année 2026-2027. État de situation, au 31 mars 2026, de sa mise en œuvre.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.96	Nombre de rencontres du Comité interministériel de lutte contre l'homophobie en 2025-2026. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.97	Liste des organismes communautaires se consacrant à la lutte contre l'homophobie et la transphobie qui ont reçu un financement en 2024-2025 et 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.98	Liste des actions entreprises pour sensibiliser la population à la lutte contre l'homophobie et la transphobie.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.100	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023. Ventilation détaillée des sommes.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.101	État d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022. Ventilation détaillée des sommes.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.102	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 52 de l'opposition officielle
DP3.103	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2025-2026; fournir les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 53 de l'opposition officielle
DP3.104	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 54 de l'opposition officielle
DP3.107	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2025-2026 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 106 de l'opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.109	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2024-2025 et en 2025-2026, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Par exemple, pour la catégorie Allocations spéciales, préciser le montant affecté aux allocations spéciales de 500 \$ versées aux conjoints ou aux personnes à charge, et préciser le montant affecté aux allocations de 2 000 \$ versées aux parents d'un enfant décédé des suites d'un acte criminel. De même, pour la catégorie Assistance médicale, préciser notamment le montant affecté aux frais de psychothérapie pour les victimes et celui pour les proches des victimes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 127 de l'opposition officielle
DP3.118	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour favoriser l'accès à la justice, pour 2024-2025 et 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 du troisième groupe d'opposition
DP3.120	Ventilation détaillée des sommes octroyées pour actualiser et rénover les palais de justice sur le territoire du Québec.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 7 de l'opposition officielle
DP3.122	Bilan, au 31 mars 2026, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 128 de l'opposition officielle
DP3.123	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 129 de l'opposition officielle
DP3.125	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R 20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 131 de l'opposition officielle
DP3.129	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.130	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer: a) les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) le nom des membres du comité.	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.131	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création: a) indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique
DP3.133	Pour 2025-2026, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 135 de l'opposition officielle
DP3.135	En date du 31 mars 2026, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 136 de l'opposition officielle
DP3.136	Pour 2025-2026, nombre de séances d'examen organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 137 de l'opposition officielle
DP3.137	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2024-2025 et 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 81 de l'opposition officielle
DP3.138	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2024-2025 et 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 82 de l'opposition officielle
DP3.139	État de situation, incluant les sommes budgétées et dépensées en 2026-2027, de la mise en oeuvre du plan Plan pour moderniser le système de justice 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 88 de l'opposition officielle
DP3.144	Ventilation détaillée des 600 000 \$ octroyés aux organismes communautaires desservant les communautés LGBTQ+ en février 2021.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.145	Liste des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, chaque année et pour chacune des cinq dernières années.	Question particulière à poser au ministère de l'Enseignement supérieur
DP3.159	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services Sociaux

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
DP3.160	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Direction de la protection de la jeunesse et des centres jeunesse. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services Sociaux

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **09**

Concernant le Fonds Accès Justice, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Fonds Accès Justice

Programme : Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice

Sommes allouées : 51 916 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Appel à projets 2021-2022	Droits et Recours en Santé Mentale, Gaspésie-les-Iles	4 556	N/A
Appel à projets 2023-2024	Société Elizabeth Fry du Québec	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Le Centre Louise-Amélie inc.	3 913	N/A
Appel à projets 2023-2024	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Collectif Ex-Placé DPJ	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Le Collectif juridique	4 478	N/A
Appel à projets 2023-2024	Front commun des personnes assistées sociales au Québec	4 969	N/A
Appel à projets 2023-2024	Juristes à domicile	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Maison Bleue : Milieu de Vie Préventif à l'Enfance, La	4 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Organisation populaire des droits sociaux [OPDS]	5 000	N/A
Appel à projets 2023-2024	Université Laval	5 000	N/A

Programme : Financement à la mission de base des centres Info Justice¹ et autres organismes

Sommes allouées : 8 375 867 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Info Justice Bas-Saint-Laurent	687 842	0
Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	849 652	0
Info Justice Côte-Nord	511 744	0
Info Justice Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	596 097	0
Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	660 763	0
Info Justice Mauricie	689 867	0
Info Justice Montérégie	1 035 556	0
Info Justice Montréal	1 442 714	0
Pisuqatigiittut (Société Makivik) ²	692 566	0
Info Justice Outaouais	594 288	0
Info Justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	564 778	0
Éducaloi	50 000	N/A

¹ Un communiqué a été publié le 11 novembre 2025 dans lequel, les Centres de justice de proximité confirmaient qu'ils prenaient désormais le nom d'Info Justice.

² Anciennement connu sous le nom « Centre de justice de proximité Nunavik »

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question 09	Suite
--------------------	--------------

Programme : Programme - Autoreprésentation

Sommes allouées : 2 243 882 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Info Justice Abitibi-Témiscamingue	500 389	0
Info Justice Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	306 961	0
Info Justice Centre-du-Québec	494 362	0
Info Justice Estrie	592 338	0
Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière	349 832	0

Programme : Programme – Parcours Citoyens

Sommes allouées : 259 166 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Info justice Laval-Laurentides-Lanaudière	259 166	0

Programme : Programme – La fierté de vieillir

Sommes allouées : 218 961 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Montant (\$)	Nombre d'emplois créés
Info justice Estrie	108 411	1
Info justice Saguenay-Lac-Saint-Jean	110 550	0

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

<p>Question 10</p>	<p>Concernant le programme de subvention Appel de projets – Demande d'aide financière (BAVAC), identifier les sommes allouées (totale et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.</p>
---------------------------	--

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Programme : Programme de soutien visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (volet 2)

Montant global : 261 988 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Victimisations moins connues : droits, ressources et impacts	Plaidoyer-Victimes	13 000
Rédition du manuel pédagogique introduction à l'intervention auprès des personnes victimes d'actes criminels	Plaidoyer-Victimes	30 958
L'apprentissage en ligne pour mieux intervenir auprès des victimes d'actes criminels	Plaidoyer-Victimes	20 573
Le CALACS au cœur de la prévention : Outils et sensibilisation pour la sécurité des femmes immigrantes de Charlevoix	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) -Charlevoix	3 512
Atelier d'autodéfense féministe pour les femmes et les filles ayant subi une agression à caractère sexuel	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) - Saguenay	2 844
Démarche d'apprentissage pour prévenir et combattre les violences sexuelles	Centre de prévention et d'intervention pour les victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Laval	4 474
Analyse et validation du service de soutien offert aux parents d'enfants victimes de violence sexuelle par les professionnelles de Marie-Vincent	Centre d'expertise Marie-Vincent	11 500
Renforcement des capacités des cliniciennes de Marie-Vincent afin de mieux accompagner les jeunes victimes de violence sexuelle dans leur parcours sociojudiciaire	Centre d'expertise Marie-Vincent	10 000
L'envolée des ribambelles : le déploiement d'un programme de formation pratique pour implanter des pratiques exemplaires de traitement thérapeutique de groupe pour les enfants victimes de violence sexuelle	Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	7 800
Les violences sexuelles en enseignement supérieur	Collectif social	17 714
Informers juridiquement les personnes aînées victimes de cybercriminalité, et leurs proches	Éducaloi	43 750
Ça arrive aussi aux garçons : Campagne de sensibilisation des abus sexuels auprès des adolescents s'identifiant au genre masculin	Entraide Mauricie–Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	6 920
Laboratoire de pratiques innovantes	Juripop	22 524
Adapter en écriture simplifiée des ressources sur les violences conjugales et sexuelles et créer un cycle d'ateliers de sensibilisation pour les femmes et les hommes vivant avec un diagnostic de déficience intellectuelle ou d'autisme	La Gang à Rambrou	11 744

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question 10	Suite
--------------------	--------------

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Jeu de société : Parlons de violence conjugale	Maison d'hébergement pour Elles des Deux Vallées	12 140
La sensibilisation au contrôle coercitif : un levier pour améliorer la pratique judiciaire et accroître la sécurité des victimes de violence conjugale	Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	7 500
Développement de pratiques sensibles aux traumatismes de nature sexuelle dans le contexte des soins périnataux	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	4 021
Entente PHARE Jardins-Roussillon	Maison d'aide et d'hébergement La Re-Source de Chateauguay	2 200
Campagne de sensibilisation et formations pour mieux soutenir les personnes victimes d'actes criminels	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	4 880
Brisons le silence – les hommes victimes d'agression sexuelle	Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement (ROQHAS)	12 000
Activités de formation et de sensibilisation destinées aux intervenant.e.s, portant sur les meilleures pratiques d'intervention auprès des personnes vulnérables ou marginalisées, y compris les communautés autochtones en milieu urbain, sur le territoire de Laval	Table de concertation en violence conjugale et en agression sexuelle de Laval	11 934

Programme : Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes

Montant global : 616 875 \$

Direction ou organisme qui en a la gestion : Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Projet	Bénéficiaire	Montant (\$)
Projet Convers'Actions	Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	103 305
Élargissement de l'offre de services de Marie-Vincent permettant de soutenir les jeunes victimes d'abus physiques en Montérégie	Centre d'expertise Marie-Vincent	228 950
Création d'un poste d'agent de liaison au CISSS – Chaudière-Appalaches	Centre intégré de santé et services sociaux de Chaudière-Appalaches (Services intégrés en abus et maltraitance - SIAM de Québec)	102 870
Fraude amoureuse en ligne	Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	31 750
La protection des victimes d'actes criminels	Université de Montréal (UdeM)	150 000

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **12**

Concernant le Bureau des plaintes, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Aucune.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **14**

Concernant les programmes de coopération avec l'étranger (commission rogatoire et entraide judiciaire internationale, perception et versement des pensions alimentaires à l'extérieur du Québec, enlèvement international d'enfants, signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2025-2026 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Aucun.

Question **18**

Pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le salaire moyen des juges en 2024-2025 et en 2025-2026.

Cour du Québec

Juges de la Cour du Québec

Salaire du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025 336 100 \$
 Salaire du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 349 000 \$

La rémunération des juges de la Cour du Québec est fixée par le décret n° 32-2008, modifié par les décrets n°s 933-2008 du 1^{er} octobre 2008, 1086-2008 du 5 novembre 2008, 612-2011 du 15 juin 2011, 574-2014 du 18 juin 2014, 579-2017 du 14 juin 2017, 1103-2022 du 15 juin 2022 et 597-2025 du 30 avril 2025.

Juges de paix magistrats

Salaire du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025 248 000 \$
 Salaire du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 269 700 \$

La rémunération des juges de paix magistrats est fixée par le décret n° 1106-2022 du 15 juin 2022, modifié par le décret 595-2025 du 30 avril 2025.

Comité de la rémunération des juges

La rémunération de ces juges a fait l'objet de recommandations du Comité de la rémunération des juges 2023-2027, nommé par le décret n° 1505-2023, lequel a rendu son rapport au gouvernement le 2 avril 2024, tel que modifié par un addenda du 12 avril 2024. Par la suite, l'Assemblée nationale a adopté, le 24 septembre 2024, une résolution approuvant les recommandations eu égard au traitement.

Question **26**

Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo).

Radar photo ¹	Nombre de contraventions ²	Montant ³ (\$)
Total fixes	194 831	27 605 507
Total radars mobiles	10 763	3 615 926
Total feux rouges	295 019	88 680 893
Total	500 613	119 902 326

¹ La répartition des radars du réseau routier déterminée par un arrêté ministériel :

- 11 radars fixes vitesse;
- 22 radars mobiles opérants sur 130 sites désignés par le ministre des Transports et la Mobilité durable ainsi qu'en zones scolaires et zones de travaux routiers;
- 19 radars fixes feux rouges (dont 10 feux rouges et vitesse).

² Le nombre de contraventions représente le nombre de constats signifiés du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

³ Le montant total des amendes, des frais de constat et de la contribution pénale apparaissant sur les constats signifiés au 31 janvier 2026.

Nous vous référons au rapport qui est diffusé sur une base mensuelle sur le site Internet du Ministère : [Radars photographiques et caméras aux feux rouges | Gouvernement du Québec](#)

Question 38

État de situation, au 31 mars 2026, du programme d'aide juridique en matière de droit criminel. Fournir des précisions concernant le volet touchant l'immigration et les réfugiés. Inclure les conclusions du rapport du groupe de travail mandaté pour examiner les différents scénarios quant à la formule fédérale de distribution du financement. Inclure tout rapport ou plan d'action.

Le gouvernement du Québec a conclu deux ententes distinctes avec le gouvernement du Canada afin de couvrir certains frais de services d'aide juridique, soit en matière criminelle et en matière d'immigrants et de réfugiés.

Ces ententes couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2027.

- Contribution fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle

Pour l'exercice financier 2025-2026, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 40 057 025 \$.

- Contribution fédérale pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés

Pour l'exercice financier 2025-2026, la contribution fédérale maximale pour le Québec est établie à 12 000 000 \$.

La contribution fédérale maximale pour les deux matières en 2025-2026 est donc de 52 057 025 \$.

Question **44**

Nombre total de postes de greffiers et de greffiers spéciaux au sein de l'appareil judiciaire et nombre de postes à combler, en ventilant par région administrative.

Au 31 janvier 2026, le ministère de la Justice emploie 730 paratechniciens et 72 attachés judiciaires. De ces 730 paratechniciens, 714 œuvrent au sein des services de justice.

Les 16 autres paratechniciens travaillent à la Cour d'appel ainsi qu'au Bureau du Juge en chef de la Cour du Québec.

Direction régionale	Paratechnicien judiciaire	Greffier spécial
Direction générale des services de justice de la Cour itinérante et de l'Ouest	N/A	1
Direction de la Cour itinérante (Nord-du-Québec et Côte-Nord)	8	N/A
Direction de la gestion opérationnelle	6	N/A
Abitibi-Témiscamingue	18	3
Outaouais	39	5
Bas-St-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Baie-Comeau	42	4
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	103	7
Centre-du-Québec, Estrie, Saint-Hyacinthe	52	7
Mauricie, Lanaudière et Sorel-Tracy	55	7
Saguenay-Lac-St-Jean et Sept-Îles	33	3
Direction générale des services de justice de la Métropole	N/A	1
Laurentides	48	6
Laval	32	3
Montréal	225	15
Total	714	72

Question **47**

Nombre de palais de justice et autres établissements dédiés spécifiquement aux causes judiciaires au Québec, en spécifiant ceux qui sont la propriété ou sous la gestion de la Société québécoise des infrastructures.

L'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/justice/acces-information>.

Question **48**

État des infrastructures de justice détenues ou gérées par la SQI (selon l'appréciation faite par la SQI).

La réponse à cette question se trouve dans le Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/infrastructures-publiques/a-propos>

Question **49**

Liste des infrastructures de justice actuellement inscrites au PQI 2025-2035 avec détail des travaux à effectuer, coût et état d'avancement.

Ces projets se trouvent dans le Plan québécois des infrastructures :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/infrastructures-publiques/a-propos>

Question **55**

Concernant la Cour des petites créances, pour 2024-2025 et 2025-2026, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier, et statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés :

- a) le nombre de dossiers ouverts;
- b) le nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation;
- c) le nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement.

a) Nombre de dossiers ouverts

	2025-2026
Dossiers	14 142

b) Nombre de dossiers ayant eu recours à la médiation

	2025-2026
Dossiers	3 966

Note : Le dénombrement est fait selon la date du résultat de la médiation.

c) Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

Question **57**

Nombre d'arbitres inscrits auprès du gouvernement en matière civile aux fins de l'arbitrage aux petites créances, avec une ventilation par région administrative;

Nombre d'arbitres accrédités en matière de petites créances par le biais du programme du MJQ : 80.

Question **58**

Budget du ministère de la Justice dédié aux tarifs versés aux médiateurs et arbitres pour 2026-2027 et prévisions budgétaires pour 2027-2028 et 2028-2029.

Fonds Accès Justice

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2025-2026:

- Médiation familiale (couple avec enfant(s) et adoption): 5 025 993 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - prémédiation et médiation - pérennisation): 312 840 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture: 88 480 \$
- Médiation aux petites créances (Parcours citoyen): 803 489 \$
- Médiation en protection de la jeunesse: 206 962 \$

Montants payés en honoraires aux arbitres pour des séances d'arbitrage en 2025-2026 :

- Arbitrage aux petites créances (Parcours citoyen) : 48 675 \$

Question **59**

Taux de succès des dossiers en médiation familiale et en médiation aux petites créances (Nb de dossiers réglés par entente/nb total de dossiers soumis à la médiation).

Médiation familiale

Le taux de succès des dossiers en médiation familiale est généralement de 85 %.

Puisque les médiatrices et médiateurs ont la possibilité de transmettre leurs factures jusqu'à 12 mois après la tenue des séances de médiation, le Ministère ne peut pas obtenir un portrait global annualisé à la fin de chacun des exercices financiers.

Médiation aux petites créances

59,6 % des médiations ayant eu lieu entre le 1^e avril 2025 et le 31 janvier 2026 ont résulté en une entente.

3 966 résultats de médiation, répartis comme suit :

2 365 ententes et 1 601 échecs

Question **81**

État d'avancement des travaux quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

La Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 25 novembre 2021, et sanctionnée le 30 novembre 2021.

Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

Le groupe de travail sur la mise en place du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale a pour mandat d'évaluer et de déterminer concrètement les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé au Québec. Il est composé de représentants des organisations suivantes : Cour du Québec, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Commission des services juridiques, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat à la condition féminine, ministère du Conseil exécutif et Barreau du Québec.

Table nationale de consultation sur la mise en place d'un projet pilote de tribunal spécialisé

La Table nationale de consultation sur la mise en place d'un tribunal spécialisé a pour mandat de contribuer à orienter les travaux nationaux réalisés dans le cadre du tribunal spécialisé. Elle est composée de représentants des organisations suivantes : ministère de la Justice, Barreau du Québec, Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), Directeur des poursuites criminelles et pénales, Associations des avocats de la défense, Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, Association des services de réhabilitation sociale du Québec, Réseau à cœur d'homme, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, Femmes Autochtones du Québec, Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement, Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle et Plaidoyer-Victimes.

État d'avancement des travaux

Au 31 janvier 2026, le tribunal spécialisé a été déployé dans 26 des 36 districts judiciaires du Québec :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières
Iberville	St-Jean-sur-le-Richelieu

Question **81**

Suite

District judiciaire	Palais ou point de service
Abitibi	Amos, Val d'Or, Senneterre, La Sarre
Témiscamingue	Ville-Marie
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Montréal	Montréal
Joliette	Joliette

Dans chacun des districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle :

- Embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison au CAVAC ;
- Embauche de procureurs dédiés aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales ;
- Formation spécialisée destinée aux intervenants sociojudiciaires de liaison du CAVAC sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale (coordination des services, évaluation des besoins et appréciation du risque) ;
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale ;
- Accompagnement des personnes victimes, en soutien vertical, par des intervenants CAVAC formés aux nouvelles pratiques ;
- Accompagnement des personnes victimes par des procureurs, en poursuite verticale ;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale ;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants.

État de situation

- Création de 57 postes au Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces embauches permettent un meilleur accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, par la mise en place d'une équipe de procureurs dédiés travaillant en poursuite verticale, c'est-à-dire qu'un même procureur accompagne la personne victime tout au long de son parcours judiciaire.
- Création de 85 postes d'intervenants sociojudiciaires de liaison dans les CAVAC. Ces intervenants travaillent en équipe avec les autres intervenants du CAVAC afin d'offrir un accompagnement et un soutien psychosocial tout au long du parcours de la personne victime, d'évaluer ses besoins et sa sécurité, le cas échéant ainsi que de coordonner les services et les interventions autour d'elle.
- Le protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC est en place dans tous les districts judiciaires où le tribunal spécialisé a été lancé et permet de répondre au besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à la sécurité de la personne victime et de ses enfants. Ce protocole permet un référencement par l'intervenant du CAVAC vers un avocat désigné, dans chacun des bureaux d'aide juridique. Vingt-deux postes ont d'ailleurs été créés à la Commission des services juridiques pour permettre la mise en œuvre de ce protocole.
- Plus de 11 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé dans les districts judiciaires visés. La formation spécialisée « Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison » a été suivie par 284 personnes dans les districts judiciaires visés par le déploiement du tribunal spécialisé. La formation porte sur les nouvelles fonctions de l'intervenant sociojudiciaire de liaison dans le contexte du tribunal spécialisé et est d'une durée de trois jours complets.
- Neuf chiens d'assistance judiciaire se sont joints aux équipes des CAVAC de la Montérégie, du Centre-du-Québec, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, de Laval, de l'Estrie, de la Capitale-Nationale et du Saguenay-Lac-St-Jean. Ces chiens d'assistance visent à mieux soutenir les personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante.
- Dans l'ensemble des districts judiciaires où le tribunal spécialisé est déployé, des aménagements sont réalisés au sein des palais de justice afin d'offrir aux personnes

Question **81**

Suite

victimes des lieux sécuritaires, sécurisants et chaleureux. Ces travaux sont d'envergure et peuvent s'échelonner sur plusieurs années. Des améliorations sont toutefois rapidement mises en place afin de permettre l'offre des services prévus au tribunal spécialisé dans un cadre adéquat.

Question **83**

Ventilation détaillée des sommes engagées quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ ont été prévues de 2021-2022 à 2024-2025 aux fins du déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Également, un financement de 91,9 M\$ sur cinq ans a été autorisé à compter de 2024-2025 par l'entremise de la mesure budgétaire « Déployer le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale sur l'ensemble du territoire québécois » afin de poursuivre le déploiement du tribunal spécialisé. En outre, l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe prévoit un budget de 31,7 M\$ sur trois ans à compter de 2024-2025.

Pour l'exercice financier 2025-2026, le ministère de la Justice bénéficie d'un budget total de 41,0 M\$ afin de maintenir le financement des ressources et des activités relatives au tribunal spécialisé dans les districts judiciaires où il a déjà été déployé, ainsi que pour l'embauche des ressources nécessaires à la poursuite de son déploiement. Plus précisément, en 2025-2026, ce financement se compose de 20,0 M\$ provenant de la mesure budgétaire, de 10,1 M\$ issus de l'Accord Canada-Québec pour contrer la violence fondée sur le sexe ainsi que d'un report de 10,9 M\$ provenant de l'exercice financier 2024-2025 dans le cadre de ce même Accord.

Du financement total prévu en 2025-2026, 24,2 M\$ sont prévus être alloués aux partenaires contribuant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé, soit :

- Les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour le programme de chiens d'assistance judiciaire;
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- La Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a, quant à lui, bénéficié d'un financement de 14,7 M\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, l'équipe projet responsable du déploiement du tribunal spécialisé, l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes ainsi que la formation sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé. Par ce financement, les services de justice ont obtenu un rehaussement à la hauteur de 18,2 ETC qui a permis de financer, en partie, l'ajout de 22 ressources visant à soutenir la mise en œuvre efficace ainsi que le bon fonctionnement du tribunal spécialisé, notamment pour le déroulement des audiences.

Question **86**

Liste des formations offertes dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.

Les formations suivantes ont été offertes dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale en 2025-2026 :

Titre	Formateur
Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Prévenir l'homicide du partenaire intime	Université du Québec à Montréal
Rebâtir – Violence sexuelle	Ministère de la Justice
Formation générale sur les violences à caractère sexuel	Juripop
Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences	Fondation Marie-Vincent
Les enfants vivant en contexte de violence conjugale	Institut PEVC
Les violences conjugales, familiales et sexuelles en milieux autochtones	Ministère de la Justice, en collaboration avec divers intervenant(e)s et chercheur(euse)s spécialisés
Séance d'information - Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Ministère de la Justice
Regards croisés – Protection des renseignements personnels et obligation de divulgation du poursuivant	Ministère de la Justice
Les droits et recours des personnes victimes d'actes criminels dans le système de justice pénale	Plaidoyer-Victimes
Les victimes d'exploitation sexuelle et le système judiciaire	Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
Accompagner l'enfant victime de violence sexuelle et ses proches à travers la trajectoire sociojudiciaire	Marie-Vincent
Étranglement en contexte de violence conjugale	Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)
La LAPVIC en quelques clics : Mieux la connaître pour bien informer	Plaidoyer-Victimes
Sensibilisation aux réalités autochtones en contexte d'intervention sociojudiciaire	Ministère de la Justice et Université du Québec à Montréal
Violence familiale : Comment contribuer à assurer la sécurité des personnes victimes et des enfants	Rebâtir

Question **86**

Suite

Titre	Formateur
Agir pour la sécurité des femmes et des enfants victimes de contrôle coercitif	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Formations spécialisées	
Pratiques professionnelles liées au rôle de l'intervenant sociojudiciaire de liaison	Ministère de la Justice, en collaboration avec le Centre d'aide aux victimes d'acte criminels (CAVAC)
Violence conjugale et droit de la famille – L'ordonnance de sauvegarde : une réponse à l'urgence	Commission des services juridiques
Atelier sur les collaborations entre les intervenant(e)s psychosociaux(ales) en violence conjugale	Ministère de la Justice

Question **87**

État d'avancement des travaux et échéancier détaillé, ventilés par région, quant à l'implantation de lieux sécuritaires dans les palais de justice, notamment, dans le cadre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Indiquer les sommes prévues pour 2026-2027.

Au 31 janvier 2026, le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale été déployé dans 26 des 36 districts judiciaires du Québec :

Districts judiciaires	Palais ou points de services
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque et Shawinigan
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles
Chicoutimi	Chicoutimi
Alma	Alma
Kamouraska	Rivière-du-Loup
Rimouski	Rimouski, Matane, Amqui
Gaspé	Percé, Sainte-Anne-des-Monts
Bonaventure	New Carlisle, Carleton-sur-Mer
Richelieu	Sorel-Tracy
St-Hyacinthe	St-Hyacinthe
Beauce	St-Joseph-de-Beauce
Trois-Rivières	Trois-Rivières
Iberville	St-Jean-sur-le-Richelieu
Abitibi	Amos, Val-d'Or, Senneterre, La Sarre
Témiscamingue	Ville-Marie
Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Montréal	Montréal
Joliette	Joliette

Dans l'ensemble des districts judiciaires où le tribunal spécialisé est déployé, des aménagements sont réalisés au sein des palais de justice afin d'offrir aux personnes victimes des lieux sécuritaires, sécurisants et chaleureux. Ces travaux sont d'envergure et peuvent s'échelonner sur plusieurs années. Des améliorations sont toutefois rapidement mises en place afin de permettre l'offre des services prévus au tribunal spécialisé dans un cadre adéquat.

Question **88**

Bilan d'activité de la nouvelle ligne téléphonique 1 833 REBATIR pour 2025-2026.

Lancement de la ligne 1 833 REBÂTIR : 27 septembre 2021.

Les données présentées couvrent l'année financière 2025-2026.

	Consultation	Dossier-client	Nombre de clients transférés dans les régions
Avril 2025	2 153	441	145
Mai 2025	2 179	424	124
Juin 2025	1 759	336	96
Juillet 2025	2 126	441	134
Août 2025	1 786	408	121
Septembre 2025	2 267	479	170
Octobre 2025	2 563	470	176
Novembre 2025	2 041	377	133
Décembre 2025	1 752	340	141
Janvier 2026	2 132	377	117
Total	20 758	4 093	1 357

Nombre total de clients transférés vers les centres communautaires juridiques

Région	Nombre de clients transférés
Montréal	373
Rive-Sud	312
Laurentides-Lanaudière	207
Québec	235
Mauricie-Bois-Franc	65
Outaouais	38
Saguenay-Lac-Saint-Jean	26
Estrie	42
Bas-St-Laurent-Gaspésie	34
Abitibi-Témiscamingue	12
Côte-Nord	13
Total	1 357

Interventions par domaine de droit

Domaine de droit	Nombre d'interventions
Familial	9 046
Criminel	4 872
Immigration	1 017
Jeunesse	899
Civil	2 737
IVAC	2 007
Logement	615
Inconnu	134
Administratif	97
Autre	279
Immobilier	63
Santé mentale	10
Travail	66
Total	21 842

Catégorie des personnes victimes de violence

Conjugale: 83 %

Sexuelle: 17 %

Il est important de noter que, parmi les personnes victimes de violence conjugale, 78 % subissent également des violences sexuelles dans ce contexte. En revanche, 17 % des

Question **88**

Suite

personnes victimes de violences sexuelles le sont exclusivement en dehors de toute situation de violence conjugale.

Question **89**

Liste des ententes et des partenariats existant entre le MJQ et des organismes communautaires dans le cadre de l'implantation du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale. Ventilation détaillée des sommes

Les sommes suivantes ont été versées en 2025-2026 dans le cadre d'ententes ou partenariats existants entre le Ministère et les organismes communautaires pour l'offre de formation du tribunal spécialisé :

Nom de l'organisme	Montant (\$)
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	8 790
Institut PEVC	3 480
Plaidoyer-Victime	21 500
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	106 250

JuridiQC est un service en ligne ayant pour objectif d'informer, de guider et d'accompagner les citoyens aux prises avec des enjeux juridiques afin d'améliorer leur accessibilité à la justice. Il vise à aider les citoyens à mieux comprendre leurs droits dans certaines situations de la vie courante et à entreprendre des démarches juridiques. Vulgarisant différents sujets juridiques, c'est un outil accessible et gratuit.

Ce projet est sous la responsabilité de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ).

C'est à la préoccupation juridique la plus fréquente chez les citoyens, soit la séparation et le divorce, que s'est attaquée l'équipe de la SOQUIJ pour le déploiement du service en ligne. L'information et les outils destinés à ceux et à celles qui vivent une séparation ou un divorce ont donc été les premiers à être intégrés à JuridiQC. Par la suite, les thèmes « Aînés en perte d'autonomie », « Être locataire » et « Travailleurs accidentés ou atteints d'une maladie professionnelle » ont été mis en ligne.

Voici un résumé des activités en 2025-2026 :

- Atelier d'information juridique en collaboration avec la BANQ « Fraude ciblant les aînés : apprenez à réagir »;
- Intégration dans le site JuridiQC de l'outil de gestion des cookies.
- Participation au salon FADOQ de Montréal;
- Atelier d'information juridique en collaboration avec la BANQ « Pension alimentaire pour enfants : ce que vous devez savoir »;
- Déploiement de l'Outil d'aide à l'adhésion au régime d'union parentale.
- Intégration de la navigation horizontale pour un accès rapide aux thèmes et outils;

De plus, pour la période de janvier à décembre 2025, d'autres activités ont eu lieu, et ce, de façon continue :

- Diffusion de 3 webinaires en direct « Rendez-vous JuridiQC »;
- Publication de 32 pages d'information;
- Publication de 16 pages de curation;
- Publication de 30 vidéos (*reels*) sur Instagram et YouTube.

Des pages de contenu ont donc été intégrées en continu dans les thèmes Séparation et divorce et Aînés en perte d'autonomie. Des ressources ont également été ajoutées en continu dans les Bottins des thèmes « Séparation et divorce » et « Aînés en perte d'autonomie ».

Fondé en 1987, l'organisme SOS violence conjugale est responsable d'assurer une permanence téléphonique à l'intention des personnes victimes de violence conjugale. Cette ligne confidentielle et sans frais, accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine, permet aux personnes touchées par cette problématique de recevoir de l'information ainsi que des références vers les ressources les plus appropriées pour leur venir en aide. Grâce à des intervenants spécialisés dans l'intervention en contexte de violence conjugale, SOS violence conjugale est en mesure de répondre à l'ensemble des demandes d'aide reçues par téléphone, courriel ou clavardage électronique (24 heures/7 jours).

Bien que la majorité des appels proviennent de victimes de violence conjugale (environ 80 %), les intervenants offrent également de l'information et des références à des proches, à des enfants, à des intervenants ainsi qu'à des conjoints ayant des comportements violents.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, un total de 43 740 demandes a été reçu, comprenant 34 011 appels et 9 729 demandes écrites, sur une période de 10 mois.

SOS violence conjugale s'est vu verser un montant de 802 198 \$ pour sa subvention de base en 2025-2026.

Ligne d'aide financière d'urgence

En 2021, l'organisme SOS violence conjugale a été mandaté pour traiter les demandes adressées à la Ligne d'aide financière d'urgence (LAFU) en matière de violence conjugale. Ce mandat consiste à recevoir les demandes, à confirmer leur admissibilité, à autoriser les dépenses, à collaborer à mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime, ainsi qu'à assurer le lien avec les fournisseurs de services.

De manière générale, SOS violence conjugale a contribué, en partenariat avec le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal et le ministère de la Justice, aux réalisations suivantes :

- Formation des intervenants qui traitent les demandes d'aide financière d'urgence;
- Développement d'un microsite destiné aux intervenants terrain qui sont susceptibles de faire une demande d'aide financière d'urgence;
- Développement de plusieurs outils destinés aux intervenants terrain qui font des demandes d'aide financière d'urgence.

Le déploiement de l'aide financière d'urgence s'est fait graduellement. Au 31 janvier 2026, elle est offerte dans l'ensemble des dix-sept régions administratives du Québec, à l'exception du territoire cri (Eeyou Istchee Baie-James) où des discussions sont toujours en cours pour son déploiement :

1. Laval (depuis le 15 octobre 2021)
2. Montérégie (depuis le 15 octobre 2021)
3. Laurentides (depuis le 28 janvier 2022)
4. Lanaudière (depuis le 28 janvier 2022)
5. Capitale-Nationale (depuis le 30 avril 2022)
6. Montréal (depuis le 5 décembre 2022)
7. Outaouais (depuis le 5 décembre 2022)
8. Estrie (depuis le 5 décembre 2022)
9. Saguenay-Lac-Saint-Jean (depuis le 1er mars 2023)
10. Bas-St-Laurent (depuis le 28 avril 2023)
11. Centre-du-Québec (depuis le 28 avril 2023)
12. Mauricie (depuis le 28 avril 2023)
13. Abitibi-Témiscamingue (depuis le 12 mai 2023)
14. Chaudière-Appalaches (depuis le 12 mai 2023)
15. Côte-Nord (depuis le 22 juin 2023)
16. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (depuis le 22 juin 2023)
17. Nord-du-Québec (région du Nunavik, depuis le 1er novembre 2024)

Question **93**

Suite

Cette implication de SOS violence conjugale a été réalisée grâce à un financement de 792 802 \$ du Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles (FAAPVIC) pour 2025-2026. Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, l'aide financière d'urgence a permis à 666 personnes victimes de violence conjugale ou de violence sexuelle de quitter rapidement un endroit considéré dangereux.

Au total, SOS violence conjugale a donc reçu 1 595 000 \$ de la part du FAAPVIC en 2025-2026, pour le financement de ses activités courantes ainsi que pour son mandat relatif à l'AFU.

Projets spéciaux et nouvelles réalisations

En 2023-2024, SOS violence conjugale a obtenu une subvention du Secrétariat à la condition féminine dans le cadre de l'Accord Canada-Québec d'un montant de 930 000 \$ réparti sur trois ans, dont 176 700 \$ pour l'exercice 2025-2026. L'aide financière obtenue permet de consolider la capacité de l'organisme à répondre à la hausse du nombre de demandes (ligne téléphonique et clavardage). Par ailleurs, grâce à cette même enveloppe, des travaux d'envergure ont été réalisés à l'automne 2024 afin de mettre à niveau le système téléphonique de l'organisme ainsi que l'ensemble de son environnement informatique. Le nouveau système, doté d'une technologie IP, contribuera à l'amélioration des services offerts par SOS violence conjugale au bénéfice des personnes victimes et de la population en général.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **94**

Portrait statistique des mises en accusation, condamnations et amendes perçus liées à des infractions de braconnage, pour les années 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)					
	Nombre de constats	Nombre de jugements	Montant du jugement (\$)	Sommes recouvrées (\$)	Créance (\$)
	89	97	42 809	28 282	14 527
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)					
	2 119	1 883	2 492 330	1 579 252	913 078
Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1)					
	1	1	743	743	0
Loi sur les pêches (L.R.C., 1985, ch. F-14)					
	2 707	1 959	853 217	791 888	61 329
Total	4 916	3 940	3 389 099	2 400 165	988 934

Question **105**

La liste des reports de projets de centres de justice de proximité pour 2025-2026 et 2026-2027.

Aucun.

Question **106**

État de situation, au 31 mars 2026, de la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 en matière de violence conjugale – volet autochtone (sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action). Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :

- a) actions complétées en 2025-2026;
 - b) actions en cours et dans les délais en 2025-2026;
 - c) actions en cours et hors délais en 2025-2026;
 - d) actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer;
 - e) actions à venir en 2026-2027;
 - f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.
-

Ces mesures, qui étaient financées dans le cadre du Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone, ont pris fin au 31 mars 2025.

Question **108**

État de situation, au 31 mars 2026, sur l'identification des recommandations quant aux priorités et aux stratégies en matière d'administration de la justice au Nunavik. Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :

- a) actions complétées en 2025-2026;
- b) actions en cours et dans les délais en 2025-2026;
- c) actions en cours et hors délais en 2025-2026;
- d) actions réévaluées / hors délais / impossibles à déterminer;
- e) actions à venir en 2026-2027;
- f) budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.

Rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik

Lors de la rencontre de la Table Québec-Nunavik qui s'est tenue le 18 juin 2021, il a été proposé par les organisations du Nunavik qu'un expert soit désigné afin de présenter des pistes de solutions concrètes pouvant être rapidement mises en place afin d'améliorer le fonctionnement de la Cour itinérante pour les communautés inuites. M^e Jean-Claude Latraverse a été identifié à titre d'expert en raison de l'expérience qu'il détient à la Cour itinérante du Nunavik en tant qu'avocat de l'Aide juridique, mais également comme procureur au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Ce choix a été entériné par la Société Makivik.

Le 5 août 2022, au terme de plusieurs mois de visites sur place et d'entrevues avec différents acteurs du milieu sociojudiciaire et inuit, le Rapport sur la situation de la Cour itinérante préparé par M^e Latraverse a été rendu public. Il contient 60 recommandations qui visent à offrir une justice de plus grande proximité géographique et culturelle, à favoriser et élargir l'utilisation de méthodes alternatives au système judiciaire traditionnel et à proposer des façons d'optimiser la gestion des rôles de la cour.

De ce nombre, 27 sont portées par le ministère de la Justice ou ses organismes.

Une mesure budgétaire 2023-2028 « Amélioration de la situation de la Cour itinérante et de l'administration de la justice au Nunavik » a aussi été adoptée pour répondre aux défis de l'administration de la justice au Nunavik (7,5 M\$/5 ans).

Le DPCP, la CSJ, le Barreau, la Cour du Québec et la Cour supérieure sont impliqués dans les travaux afin d'assurer le suivi des recommandations les concernant.

Suivi et coordination de la mise en œuvre du rapport

Groupe de travail sur la justice au Nunavik

À la demande du ministre de la Justice, le Groupe de travail sur la justice au Nunavik, organisé par le MJQ, a entrepris de coordonner et suivre la mise en œuvre des recommandations du rapport. Toutes les organisations et institutions œuvrant dans le domaine sociojudiciaire au Nunavik, incluant la Cour supérieure et la Cour du Québec, y sont représentées.

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik est une structure qui regroupe l'ensemble des intervenants sociojudiciaires actifs au Nunavik, incluant les organisations basées au Nunavik, comme les directions de la protection de la jeunesse, la Régie régionale de santé et de services sociaux du Nunavik, la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce groupe de travail a le mandat d'assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre de ce rapport.

Le Groupe de travail sur la justice au Nunavik a convenu de mettre sur pied des comités de travail concernant :

- les infrastructures ;
- la protection de la jeunesse et jeunes contrevenants ;
- la formation des intervenants inuits et judiciaires ;
- la cour régionale et juges de paix.

Infrastructures

Le sous-comité de travail sur les infrastructures a terminé le recensement des besoins et un exercice de priorisation tenant compte des budgets disponibles et des capacités de construction de la Société Makivik a été effectué en 2023. Une réflexion est en cours, sur la base de l'exercice de priorisation et de la consultation des intervenants, afin de cibler une première communauté qui pourrait être dotée d'un centre de justice. Des démarches en parallèle sont également en cours afin d'identifier des lieux pouvant accueillir de manière sporadique des intervenants en communauté pour des rencontres avec leurs clients en personne ou à distance. Rappelons que la Société du Plan Nord, dans son Plan d'action nordique 2023-2028, a accepté de contribuer à hauteur de 11,7 M\$ sur 5 ans, afin de permettre la mise en place d'infrastructures sociojudiciaires au Nunavik, qui s'ajoutent à un financement du MJQ de

Question **108** Suite

2,5 M\$ sur la même période.

Protection de la jeunesse et jeunes contrevenants

Le sous-comité de travail sur les enjeux de jeunesse a analysé les recommandations du rapport Latraverse en matière de jeunesse et a convenu qu'il lui était nécessaire d'assurer le suivi de six recommandations (48, 49, 52, 55, 58 et 59). Plusieurs solutions sont déjà mises en application ou des démarches sont faites en ce sens, par exemple la création d'un comité de « bonnes pratiques » pour notamment optimiser les appels de rôles de même que le déroulement des audiences.

Formation des intervenants inuits et judiciaires

La formation des intervenants fait l'objet de plusieurs recommandations du rapport et, en vue d'y donner suite, un comité régional sur la formation a été constitué en 2023. Jusqu'ici, le comité a recommandé la tenue de cinq formations, qui ont été ou seront données, soit aux avocats ou aux intervenants de première ligne du Nunavik.

Cour régionale et juges de paix

Les discussions préliminaires ont été amorcées à la fin de 2024 avec l'Administration régionale Kativik et la Société Makivvik.

Financement du Rapport Gladue

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 80 rapports Gladue ont été ordonnés pour des résidents du Nunavik.

La Société Makivvik est l'organisme responsable de la gestion des rapports Gladue au Nunavik. Il y a actuellement six rédacteurs de rapports Gladue actifs auprès de l'organisme. Trois agissent comme rédacteurs à temps plein et les autres rédigent des rapports à contrat. L'organisation compte également un poste de coordination à temps plein pour les rapports Gladue qui est à pourvoir. Le MJQ prévoit octroyer une subvention de 200 000 \$ en 2025-2026 à la Société Makivvik pour leur embauche.

Termes prévus à la cour itinérante excluant ceux de la Côte-Nord

Termes	Janvier-décembre 2025 (année civile)	
Criminel	86 termes	410 jours
Jeunesse	35 termes	170 jours

Mise en place d'un greffe civil à Kuujjuaq

Afin de bonifier l'offre de service en matière civile et familiale dans le Nord-du-Québec, un greffe civil a été mis en place au palais de justice de Kuujjuaq au printemps 2018.

Au cours de l'année civile 2025, 20 dossiers ont été ouverts au greffe civil de Kuujjuaq, soit : 11 à la Cour supérieure (3 en matière familiale, 2 en matière civile et 6 autorisations de soins) et 9 à la Cour du Québec (9 demandes de garde en établissement et évaluation psychiatrique et 0 à la chambre civile).

Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics : écoute, réconciliation et progrès

- **Bonification des services d'interprétation à la cour**
En partenariat avec le milieu autochtone, un service d'interprétation lors des premières comparutions dans le Nord-du-Québec a été mis en place en septembre 2019. Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des premières comparutions des prévenus autochtones devant la chambre criminelle de la Cour du Québec.

De plus, depuis novembre 2019, un service d'interprétation a été mis en place pour les auditions à la [centralisation des urgences](#). Cette mesure vise la participation d'interprètes inuits et cris lors des audiences des enquêtes sur remise en liberté en matière criminelle et des urgences en matière civile et en protection de la jeunesse.

Question **108** Suite

Étant donné les besoins grandissants en langue inuite, un contrat avec la firme inuite d'interprétation Apatakaa a été conclu. Ce contrat vise à assurer des services ponctuels sur une base horaire comme pour les autres interprètes.

- **Affichage bilingue ou trilingue dans les établissements appelés à desservir une forte population autochtone**
L'affichage dans les palais de justice de Puvirnituk et de Kuujuaq comprend la traduction en inuktitut.
- **Rendre disponibles en langue autochtone les formulaires gouvernementaux**
Les formulaires judiciaires déterminés par la Cour du Québec et à remettre aux justiciables avec les procédures officielles ont été traduits en cri, en innu, en atikamekw et en inuktitut.
- **Correspondance en anglais ou en langue autochtone**
Les équipes responsables de l'administration de programmes s'assurent, dans leurs correspondances officielles, de transmettre une traduction de courtoisie.
- **Accroître l'utilisation de la visioconférence lors des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik**
La réalisation des travaux concernant l'implantation d'un service de visioconférence pour la tenue des enquêtes sur remise en liberté au Nunavik est complétée.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 88 % des enquêtes pour remise en liberté se sont déroulées par visioconférence ou par téléphone au Nunavik. Plus précisément, 219 enquêtes ont été tenues par visioconférence à Kuujuaq, 322 à Puvirnituk et 33 à Kuujuarapik, évitant ainsi de nombreux déplacements hors territoire des prévenus.

Question **110**

Nombre de victimes ayant bénéficié d'un soutien psychologique et psychosocial depuis le 13 octobre 2021.

Nombre de dossiers dans lesquels des frais pour un soutien psychologique et psychosocial ont été remboursés en 2025.

Période	Soutien psychologique	Soutien psychosocial
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	16 561	10 106

Question

111

Nombre de personnes embauchées depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle LIVAC le 1er octobre 2021.

La Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (DGIVAC) a pourvu 23 postes entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2025.

Question **112**

Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière immédiate octroyée depuis le 13 octobre 2021.

Le ministère de la Justice ne tient pas de données sur le nombre de personnes ayant reçu de l'aide immédiate.

Nombre d'aides immédiates octroyées

Période	Nombre ¹
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	1 147

¹Une personne victime peut bénéficier de plus d'une aide immédiate.

Question **113**

Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide financière palliant une perte de revenus et de l'aide financière compensant certaines incapacités depuis le 13 octobre 2021.

Nombre de dossiers dans lesquels de l'aide financière a été versée.

Période	Aide financière palliant une perte de revenus	Aide financière compensant certaines incapacités
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	8 728	3 450

Question **114**

Depuis les 3 dernières années, nombre de demandes refusées par la DGIVAC; nombre de recours devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC; nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ); nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ; nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.

Nombre de demandes refusées par la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	2 305

Nombre de recours portés devant le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	1 679

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC

Période	Nombre
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	134

Nombre de contestations devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ)

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les contestations transmises au TAQ.

Nombre de décisions annulées ou partiellement annulées par le TAQ

Le ministère de la Justice ne tient pas de registre concernant les décisions annulées ou partiellement annulées au TAQ.

Nombre de demandes de reconsidération ou de révision d'un dossier par la DGIVAC ou le Bureau de la révision administrative de la DGIVAC ayant été acceptées.

Les données concernant les demandes de reconsidération ne sont pas disponibles.

Question **115**

État de situation sur la prestation d'indemnité pour utilisation d'un chien d'assistance par une victime d'acte criminel:

Préciser :

- a) Le nombre de demande d'indemnisation pour frais de chiens d'assistance et le nombre de demandes acceptées et refusés
- b) Liste des écoles dressage ayant bénéficié du programme d'indemnité/subvention pour dressage d'un chien d'assistance
- c) Montant moyen accordé par demande d'indemnisation de chien assistance, incluant le dressage et la prise en charge de l'animal par la victime.
- d) Nombre de plaintes reçu au sujet de chiens mal dressés, inadaptés à la fonction de chien d'assistance.

La mesure concernant les chiens d'assistance ne constitue pas un programme en tant que tel, mais plutôt une aide financière offerte dans le cadre de la réinsertion sociale afin de permettre à la personne victime de surmonter des difficultés sociales et redevenir autonome dans la réalisation de ses activités quotidiennes effectuées avant l'infraction criminelle.

Le MJQ ne détient pas les informations relatives au nombre de demandes reçues, acceptées ou refusées, aux écoles pour lesquelles l'aide financière a été versée, au montant moyen accordé et aux plaintes reçues. Des travaux sont en cours avec la Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (DGIVAC) afin de mieux documenter ces éléments.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **117**

En 2025-2026, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.

Direction du soutien aux partenariats et aux programmes – volet autochtones

Montant global: 5 136 400 \$

Région	Bénéficiaire	Montant ¹ (\$)
Abitibi-Témiscamingue	Conseil de la Nation Anishnabe du Lac Simon	5 000
Côte-Nord	Nation Naskapie de Kawawachikamach	50 000
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Listuguj Mig'maq Government	17 380
Mauricie	Conseil de la Nation Atikamekw	765 000
Mauricie	Bande des Atikamekw d'Opitciwan	63 750
Montréal	Mohawks of Kahnawake	59 825
Montréal	Mohawks of Akwesasne	134 825
Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	57 325
Nord-du-Québec (Nunavik)	Société Makivik (12 communautés)	1 743 761
Outaouais	Kitigan Zibi Anishinabeg	29 825
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	52 600
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-St-Jean	85 000
Ensemble du Québec	Commission de la santé et des services sociaux du Québec et du Labrador	342 470
Ensemble du Québec	Femmes autochtones du Québec	85 000
Ensemble du Québec	Services parajudiciaires autochtones du Québec	1 644 639

¹Les montants inscrits sont prévisionnels au 31 mars 2026.

Programme d'aide financière aux activités communautaires du Programme de mesures de rechange général 2023-2026

Montant global: 3 695 884 \$

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Abitibi	Liaison Justice	110 301
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	45 782
Arthabaska	Pacte Bois-Francs inc.	45 782
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	38 088
Beauce et Frontenac	Équijustice Beauce	41 935
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	274 241
Bedford	Justice Alternative et médiation	38 088
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	38 083
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	45 782
Frontenac	L'Alternative Appalaches inc.	38 088
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	78 151
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	152 433
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	69 114
Joliette	Repars	112 139
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	304 750
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	41 935
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	114 253
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	50 784
Montmagny et Québec (rive-sud)	Équijustice Lévis	38 088
Montréal	Événement Hoodstock	121 923
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	1 116 102

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **117** Suite

Région/District	Bénéficiaire	Montant (\$)
Montréal	Trajet inc.	121 923
Montréal	YMCA du Québec	22 891
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	137 184
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	45 782
Rimouski	Justice alternative de l'Est	45 782
Saint-François, Bedford et Mégantic	Équijustice Estrie	121 923
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	30 521
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	45 782
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses- Laurentides	114 253
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	38 088
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	30 521
Trois-Rivières	Équijustice Maskinongé	25 392

Fonds Accès Justice

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question DP3.9.

Question **119**

Bilan de l'implantation du projet pilote Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire à Trois-Rivières.

Le Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire (PAJIC) est actuellement en place dans les villes de Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Gatineau, Lévis, Granby, Shawinigan, Longueuil, Alma, Drummondville, MRC des Collines-de-l'Outaouais, Repentigny, Terrebonne, Mascouche, Laval et Joliette.

Des programmes similaires existent également à Montréal, Québec et Val-d'Or.

Les coûts du PAJIC représentent, entre autres, les montants versés aux organismes communautaires d'adaptabilité (OCA) en contrepartie des services rendus dans le cadre du PAJIC. Pour l'année financière 2025-2026, le budget prévu s'élève à 750 k\$.

Question **121**

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Aucune demande d'accès à l'information n'a été envoyée au cabinet pour approbation.

Le cabinet est consulté avant que la décision soit rendue dans le cas où un document lui appartenant est visé par la demande d'accès à l'information, et ce, conformément à l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le cabinet est informé de toutes les décisions d'accès rendues ainsi que des documents transmis sauf lorsqu'il s'agit de renseignements personnels. Ces décisions sont diffusées sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 8) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/justice/acces-information>.

Question **126**

Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir :
 a) une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2025-2026; prévisions pour 2026-2027;
 b) le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023.

a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2025-2026

Mesure	Montant (\$)
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	46 075 770

Fonds affecté à l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles

Mesure	Montant (\$)
Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)¹ (Responsabilité financière de base de chacun des dix-sept CAVAC à laquelle s'ajoutent le Programme de mesure de recharge, l'Équipe dédiée d'intervention en exploitation sexuelle et les investissements pour soutenir les services aux personnes victimes autochtones)	22 451 851
SOS violence conjugale (Financement et responsabilité des services de la ligne téléphonique SOS violence conjugale ainsi que des services relatifs à la ligne d'aide financière d'urgence)	1 595 000

¹Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle du Réseau des CAVAC, soit 51,1 %, touchée par une infraction commise dans un contexte conjugal ou familial pour l'année 2025-2026.

Investissements liés à des projets spécifiques liés au Programme de soutien visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (volet 2) Le FAAPVIC finance également, sur une base annuelle, des projets dans le cadre de son programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels. Une somme de 261 988 \$ a été versée en 2025-2026 (voir la liste des projets à la réponse de la question DP3.10).

Investissements détaillés liés aux divers plans d'action et Stratégies contre la violence conjugale

Mesure	Note	Montant (\$)
Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026	Le MJQ est responsable de 3 actions : Action 4 : Déployer de nouvelles activités qui consolideront l'intervention de l'organisme SOS violence conjugale, soit une ligne d'écoute, de référence et de clavardage 24/24, 7/7, incluant une application mobile pour connaître les disponibilités dans les maisons d'hébergement en temps réel ainsi qu'un projet interactif de sensibilisation des jeunes aux relations amoureuses saines et égalitaires - Action 5 : Faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes de violence conjugale, notamment, en permettant à des personnes dont la vie ou la sécurité est menacée de bénéficier de mesures couvrant des dépenses liées entre autres au	Financement inclus dans la subvention de l'organisme SOS violence conjugale 802 198 792 802 pour le volet violence conjugale de la ligne d'aide financière d'urgence

Question **126**

Suite

Mesure	Note	Montant (\$)
	<p>transport et à l'hébergement, les aidant ainsi à se loger.</p> <p>- Action A2 : Soutenir les services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.</p>	0
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	<p>Le MJQ est responsable de 6 actions structurantes en violence sexuelle et en violence conjugale :</p> <p>- Action 18 : Mener des projets pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté.</p> <p>- Action 25 : Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles.</p> <p>- Action 27 : Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives.</p> <p>- Action 28 : Assurer le déploiement du Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle.</p> <p>- Action 29 : Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit.</p> <p>- Action 30 : Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones.</p> <p>- À cela s'ajoute deux actions complémentaires, identifiées au moment de la bonification de la Stratégie gouvernementale intégrée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier le meilleur moyen pour 	46 075 770

Question **126**

Suite

Mesure	Note	Montant (\$)
	<p>renforcer la sécurité des victimes de violence conjugale, notamment en évaluant la pertinence d'implanter un programme de dispositif grave danger au Québec et en déployant un projet pilote en ce sens.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bonifier la mesure « Mener des projets pilotes du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones » par le déploiement du tribunal spécialisé à l'échelle du Québec 	

b) Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023

Ce plan d'action est terminé et a été remplacé par la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027.

Autres actions

Le détail des autres actions sont incluses à la réponse de la question DP1.17.

Question **127**

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23): <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/justice/acces-information>.

Question

128

Pour 2025-2026, pour chacune des matières des différentes chambres de la Cour du Québec, indiquer :

- a) le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision;
- b) la moyenne de dossiers traités par chacun des juges

a) Le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision

Pour les dossiers en matière civile, jeunesse, criminelle et pénale, la réponse à cette question est incluse à la réponse de la question DP1.89.

b) La moyenne de dossiers traités par chacun des juges

Le Ministère ne dispose pas de l'information permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition Étude des crédits 2026-2027

Question **132**

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2025-2026 et de celles prévues en 2026-2027 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Description	Montant (\$)
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)	195 000
Centres d'aides aux victimes d'actes criminels (CAVAC)	41 685 529
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale - Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	100 000
Centre de services de justice réparatrice (CSJR)	150 000
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM)	2 104 912
Plaidoyer-Victimes	336 900
SOS Violence conjugale ¹	1 595 000
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	5 104 320
Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	40 971 450
Total	92 663 811

¹Incluant un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Question **134**

Pour 2025-2026 et les deux années précédentes, le nombre de traducteurs collaborant avec le MJQ.

En 2025-2026, 16 traducteurs ou firmes de traduction ont collaboré avec le Ministère, incluant la Société québécoise d'information juridique pour certains mandats de traduction.

Question **140**

État d'avancement du projet Lexius (ce qui est complété, ce qui est à venir, échéanciers), y incluant les prévisions budgétaires et les échéances pour les travaux à venir :

a) Détails sur les contrats conclus par le gouvernement et qui sont terminés ou en cours (mode de conclusion, montant global, détails) pour la réalisation du projet en incluant, le cas échéant, le montant de tout dépassement et les justifications des dépassements, le cas échéant;

b) Nombre de ressources dédiées à la réalisation du projet (ETC du MJQ et nombre de consultants impliqués).

Les sommes dépensées en 2025-2026 sont de 9,4 M\$.

Les phases conception et planification sont complétées depuis 2021. Les projets autorisés du Programme Lexius sont actuellement dans la phase d'exécution.

Les équipes sont à pied d'œuvre pour le développement de la matière criminelle qui inclut l'ouverture et la mise à jour du dossier de façon numérique, le dépôt des pièces et des preuves en audience, la gestion des résultats de l'audience ainsi que la création d'un plumitif numérique. En parallèle du développement, des travaux d'aménagement des salles sont réalisés.

En plus de la matière criminelle, des efforts sont en cours pour le développement de la Cour d'appel.

La solution « Gestion des assignations » pour la Cour du Québec et la solution « Actions collectives » ont été déployées pendant l'année 2025-2026.

- a) La firme CGI est le prestataire de services retenu, à la suite d'un appel d'offres, qui collabore avec les équipes dans les travaux de réalisation. Le contrat est d'une durée de trois ans et inclut trois années optionnelles.
- b) Les efforts réalisés par des ressources internes en 2025-2026 pour le Programme Lexius sont à la hauteur de 26,8 ETC. Le principal contrat avec un fournisseur externe pour Lexius étant forfaitaire, il n'est pas possible d'identifier le nombre de consultants impliqués.

Mentionnons que de l'information complémentaire sur les projets de transformation est disponible dans la DP1.88.

Question **141**

Suivi donné en réponse au rapport de la protectrice du citoyen sur les activités de la DIVAC, publié le 15 septembre 2016. Indiquer les mesures mises en place pour répondre aux recommandations du rapport.

Le 8 juin 2021, le Protecteur du citoyen a confirmé à la Direction générale de l'indemnisation des victimes d'actes criminels que l'implantation des deux dernières recommandations finalise leur suivi du rapport d'enquête.

Question

142

Indiquer le nombre de départs à la retraite chez les juristes soumis aux conditions de la Loi assurant la continuité de la prestation des services juridiques au sein du gouvernement et permettant la poursuite de la négociation ainsi que le renouvellement de la convention collective des salariés assurant la prestation de ces services juridiques, et ce, depuis le 28 février 2017.

En 2025-2026, il y a eu 8 départs à la retraite chez les juristes.

Question **143**

Ventilation détaillée des 19,2 M\$ annoncés pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice en mars 2021.

Le financement de 19,2 M\$ annoncé pour améliorer les services offerts aux Premières Nations et aux Inuits en matière de justice couvrait les exercices financiers 2020-2021 à 2024-2025.

De ce montant, une somme de 5,5 M\$ visant l'amélioration et le déploiement des services d'interprètes en langues autochtones est toujours disponible. Les discussions se poursuivent avec le milieu innu afin de conclure une entente avec une organisation autochtone pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'Interprètes dans le contexte d'activités liées à la justice.

Question **146**

État de situation, au 31 mars 2026, du suivi accordé au rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille pour une réforme du droit de la famille.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droit de la personnalité et d'état civil (PL 2) a été sanctionnée en juin 2022 et la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui (PL 12), a été sanctionnée le 6 juin 2023.

En ce qui concerne le volet conjugalité, la Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale (PL 56) a été sanctionnée le 4 juin 2024. La majorité des mesures sont en vigueur.

Pour ce qui est du tribunal unifié de la famille (TUF), la Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec a été sanctionnée le 10 avril 2025. Elle pose les premiers jalons du Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec. Depuis le 30 juin 2025, la Cour du Québec est le tribunal compétent pour entendre les demandes relatives à la grossesse pour autrui ainsi que les demandes relatives à l'union parentale. Quant aux demandes relatives à l'union civile, celles-ci peuvent être entendues par la Cour du Québec depuis le 10 octobre 2025. Les mesures concernant la procédure de conciliation et d'audience sommaire, l'obligation d'avoir entrepris la médiation familiale avant l'instruction ainsi que l'élargissement de l'accès au Service d'aide à l'homologation doivent quant à elles entrer en vigueur par décret.

Question **147**

Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille et instituant le régime d'union parentale (PL 56) a été sanctionnée le 4 juin 2024. Cette loi a introduit un nouveau régime d'union parentale qui s'applique aux conjoints de fait qui sont devenus les parents d'un enfant commun à compter du 30 juin 2025.

Question **148**

Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.

La Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui (PL 12), a été sanctionnée le 6 juin 2023. En ce qui concerne l'encadrement de la grossesse pour autrui, la majorité des dispositions sont entrées en vigueur le 6 juin 2023. Celles relatives à l'établissement légal de la filiation sont entrées en vigueur le 6 mars 2024 et les dernières dispositions applicables lorsque la mère porteuse est domiciliée à l'extérieur du Québec sont en vigueur depuis le 6 juin 2024. Les règlements permettant l'entrée en vigueur des dispositions ont tous été édictés.

Question **157**

Budget spécifique prévu pour le projet-pilote de médiation en matière de droit de la jeunesse en 2026-2027

Le budget prévu en 2025-2026 totalise 460 000 \$.

Question

158

Budget spécifique prévu pour la mise en œuvre éventuelle des actions qui seront déterminées à la Table nationale jeunesse du ministre de la Justice et du ministre responsable des Services sociaux.

Aucun budget spécifique n'a été prévu pour la mise en œuvre de ces mesures.

Question **164**

Bilan du service de médiation en protection de la jeunesse dans le cadre du projet pilote à Québec.

Le service de médiation en protection de la jeunesse est déployé à ce jour dans les régions de la Capitale-Nationale (district de Québec), de l'Estrie (districts de Saint-François et de Bedford), des Laurentides (district de Saint-Jérôme), de la Montérégie (districts de Longueuil, de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Beauharnois, de Saint-Hyacinthe et de Sorel), de Chaudière-Appalaches (districts de Montmagny, de Frontenac et de Beauce) et de Lanaudière (district de Joliette).

Un total de 138 dossiers, représentant 230 enfants, a été référé vers la médiation en protection de la jeunesse en 2025-2026.

En plus de médiateurs contractuels, le MJQ a maintenant aussi recours aux services de médiateurs spécialisés en protection de la jeunesse dans les Centres Info-Justice des régions déployées afin d'offrir les services de médiation en protection de la jeunesse.